

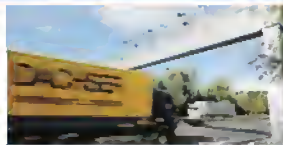
lefigaro.fr

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flateur » Beaumarchais



UKRAINE
WASHINGTON ET L'OTAN
METTENT À NOUVEAU
EN GARDE LA RUSSIE PAGE 7



FISCALITÉ
CES DÉPUTÉS QUI NE
VEULENT PAS RENONCER
À L'ÉCOTAXE PAGE 12

GRÈCE

Le gouvernement
grec englué dans
un scandale PAGE 8

QUÉBEC

La Belle Province a
un premier ministre
français PAGE 8

SÉISME La France
face aux risques
sismiques PAGE 13

NATATION

Ian Thorpe pourrait
perdre l'usage
d'un bras PAGE 14

BANQUE

Interview avec le
PDG de JP Morgan
Chase PAGE 22

INDUSTRIE

Le site PSA Rennes
réhabilité en projet
pilote PAGE 25

INTERNET Yahoo!
et Microsoft vont
produire leurs
séries télé PAGE 28

CINÉMA

Comédie :
John Turturro dans
la peau d'un gigolo
PAGE 30

CHAMPS LIBRES

- Jeux de rôles chez Vivendi
- «UMP: les trois candidats favoris de l'opinion», par Pascal Perrineau
- Les tribunes de Jean d'Ormesson et Anders Fogh Rasmussen
- La chronique d'Yves de Kerdrel

PAGES 16 À 19

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question de mardi :
Pensez-vous que Valls parviendra à faire 50 milliards d'économies ?

OUI

11%

NON

89%

TOTAL DE VOTANTS : 47776

Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr
Manuel Valls
vous a-t-il convaincu ?

EFFREM LUKATSKY/AR
STEPHANE MAME/REUTERS

Du Hollande, façon Valls

Dans son discours de politique générale, le premier ministre a décliné la feuille de route du chef de l'État en s'attachant à concilier les attentes contradictoires des socialistes et de leurs alliés.

PAGES 2 À 6, 18 ET L'ÉDITORIAL

Le pacte de responsabilité se précise, pas les économies

Manuel Valls a annoncé des baisses de cotisations et d'impôts pour les entreprises et les ménages, mais est resté flou sur les 50 milliards d'économies pour les financer. Il n'entend pas réduire le déficit autant que prévu pour ne pas pénaliser la croissance. PAGE 4

Une réforme territoriale à l'horizon 2017

Le chef du gouvernement propose de réduire de moitié le nombre des régions en 2017. Mais son annonce la plus forte concerne la suppression des départements à l'horizon 2021, proposition qui « donnera lieu à un profond débat ». PAGE 5

Un enthousiasme mesuré chez les socialistes

La déclaration de politique générale a été approuvée par 306 voix contre 239. Au PS et chez les écologistes, 17 députés ont choisi de s'abstenir. De nombreux députés socialistes assurent qu'ils comptent bien faire entendre leur voix sur le pacte de responsabilité de Manuel Valls. PAGES 2 ET 3

ÉDITORIAL par Alexis Brézet, directeur des rédactions @abrezet

Occasion manquée

Mais où est passé Manuel Valls ? Qu'est devenu l'esprit libre qui, jadis, bousculait joyeusement les totums et les tabous de la vieille gauche socialiste ? Qu'est-il arrivé à l'ardent iconoclaste qui devait faire souffler sur la France l'air nouveau d'un réformisme de gauche enfin assumé ? Hier, ce Valls-là n'était pas à l'Assemblée. Celui qui a parlé à sa place est apparu, sur le fond sinon sur la forme, contrainct, emprunté, ligoté - en un mot, hollandisé.

À vrai dire, depuis quelques jours, on s'en doutait un peu. La reconduction, quasiment à l'identique, de ce gouvernement perclus d'échecs et d'impopularité était de mauvais augure. La tonalité de la première intervention télévisée du nouveau chef du gouvernement, tout entière placée sous le signe de la continuité de l'action de Jean-Marc Ayrault, faisait craindre le pire. Les tractations partisanes, dignes des plus beaux jours de la IV^e République, qui ont précédé le grand oral du premier ministre ne laissent rien présager de bon. Depuis hier, il n'est malheureusement plus permis

de douter. La gravité de la situation française exigeait un hussard, c'est en équilibriste qu'il s'est exprimé. Manuel Valls, déjà digéré par la machine, ne sera pas le réformateur que l'on espérait.

Certes, le nouveau premier ministre n'est pas Jean-Marc Ayrault. Il a du souffle, de l'énergie à revendre, une rhétorique efficace - quoiqu'un peu surjouée. Ici ou là, dans son discours, un mot, une expression témoignaient heureusement de sa volonté de s'abstraire du dictionnaire des idées reçues socialistes. L'hommage appuyé aux entreprises était bienvenu ; l'exaltation de la fierté française ne manquait pas de pâche. Le premier ministre a même osé proclamer que l'euro trop fort était un drame pour nos exportations. Bravo ! Mais il ne suffit pas, le menton impérieux, de convoquer à la tribune les mânes de Jaurès, de Clemenceau et du général de Gaulle pour sauver la République !

Suite page 19 [-]

DU 10 AU 27 AVRIL

PARIS 15^e

VENTES (NON) PRIVÉES!

Club Clayton
1290€
au lieu de 1900€



NEOLOGY

L'excellence française !

Découvrez la qualité irréprochable d'un cuir de mouton patiné et ciré à la main, sublimé par une finition haut de gamme. Fabrication française.

CANAPÉS, LITERIE, MOBILIER : 3 000 M² D'ENVIES !

Espace
Topper
A l'acte depuis 1966

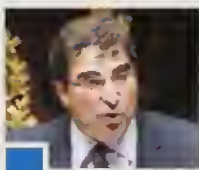
71/71 - M^{re} BOUCHAUT - P. GRATUIT

Canapés : 63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40

Literie : 66 rue de la Convention, 01 40 58 02 10

Mobilier : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 06 61

Mobilier d'extérieur : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 61



Un gouvernement Valls qui n'est finalement qu'un gouvernement Ayraut avec Valls à la place d'Ayraul

CHRISTIAN JACOB, PRÉSIDENT DU GROUPE UMP À L'ASSEMBLÉE
PATRICK KOTZ/ARND/APP

Valls vend la feuille de route de

Le premier ministre a obtenu la confiance de l'Assemblée à l'issue d'un discours

ANNE ROVAN @AnneRovan

PARLEMENT Il y en aura pour tout le monde. Pour les entreprises et pour les salariés, qui vont voir impôts et cotisations baisser. Pour tout le spectre de la gauche aussi. Des écologistes aux socialistes favorables à la politique de l'offre, de l'aile gauche appelant à une réorientation de l'Europe à ceux réclamant un geste fort sur le pouvoir d'achat.

Manuel Valls a prononcé mercredi, à l'Assemblée nationale, son discours de politique générale. Ce grand oral était très attendu. Hué par la droite lorsqu'il a pris la parole, le premier ministre est

apparu fébrile au début de son allocution. Il s'est ensuite montré plus incisif, habité par ce qu'il disait. Surtout à la fin de son discours, lorsque, reprenant les éléments qu'il avait prononcés à La Rochelle à l'été 2012 devant des militants conquis, il s'est épuisé à défendre « la grandeur de la France » et de la République. Et a crié son « honneur » d'être désormais premier ministre du pays qu'il a accueilli. Lui, « le socialiste », le « républicain », le « patriote ».

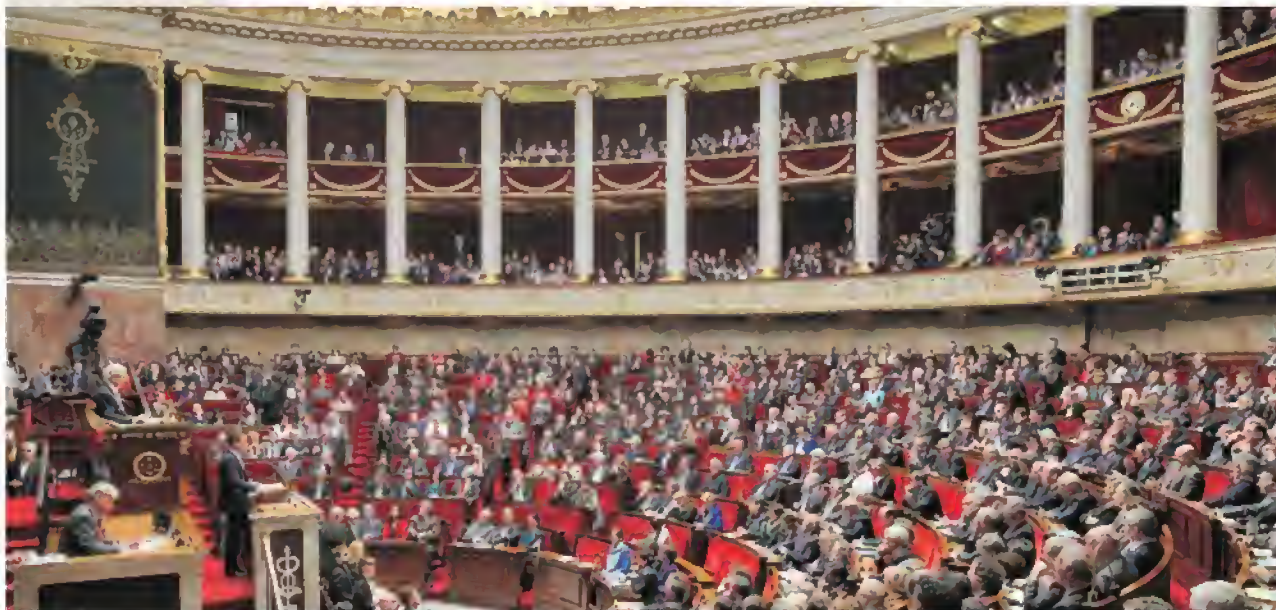
Valls avait promis d'être bref. Il l'a été. Son discours n'aura duré que quarante-sept minutes montrant en main. Il a fait bien plus court que beaucoup d'autres avant lui, notamment Jean-

Marc Ayraut, auquel il n'a pas oublié de rendre « hommage » en évoquant la « droite » et le « sens de l'État » de l'ex-premier ministre.

L'objectif du premier ministre était de s'adresser directement aux Français qui doutent, à ces « retraités » qui touchent de « maigres pensions », à ces ouvriers qui attendent depuis trop longtemps, à ces « agriculteurs » minés par « l'endettement », à ces « patrons » rongés d'inquiétude. À tous ces Français « aux visages fermés », aux « gorges nouées », aux « lèvres serrées » qui ont exprimé leur « exaspération » ou « leur silence » à l'occasion des dernières élections. « Trop de souffrance, pas assez d'espoir, telle est la situation

de la France », a-t-il lancé, affirmant qu'il voulait dire « la vérité » à la manière d'un Pierre Mendès France.

Pour redonner au pays « la confiance » qui lui fait défaut, le premier ministre a détaillé les mesures prévues dans « le pacte de responsabilité et de solidarité ». Mais il a surtout veillé à s'adresser à toutes les composantes de la gauche, à cette majorité dont il connaît « les attentes » et avec laquelle il veut « travailler sur la base d'un contrat équilibré qui nous engage mutuellement ». À l'adresse de l'aile gauche du PS et de son allié, le ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg, il a évoqué un euro trop fort. « La Banque centrale européenne mène une politique



Pendant 47 minutes, le premier ministre Manuel Valls a prononcé, mardi, à l'Assemblée nationale, son discours de politique générale et a obtenu ensuite la confiance des députés avec 306 voix pour, 239 contre et 26 abstentions dont 11 socialistes. JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO

Les députés socialistes mi-figue, mi-raisin

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD
ET SOPHIE HUET
 @fxbourmaud @sophiehuet

STANDING ovation au début. Standing ovation à la fin. Entre les deux, rien. Ou pas grand-chose. Alors que les bancs de la droite sont déchaînés et interrompent bruyamment et constamment Manuel Valls, les députés socialistes ne forcent pas sur les applaudissements pour soutenir le premier ministre lors de son discours de politique générale. À tel point qu'au cœur de son discours, Manuel Valls enfile un tunnel de près de vingt minutes sans entendre le moindre encouragement jaillir des rangs de sa majorité. Malaise ?

À la sortie de l'Hémicycle, et mis à part les députés de l'aile gauche, les commentateurs socialistes sont pourtant plutôt élogieux à l'égard de Manuel Valls, voire flagorneurs. « Je suis heureusement surpris par l'audace réformatrice : le plan de réduction des cotisations sociales patronales et salariales, et le mille-feuille territorial. Cela va au-delà de ce que l'on attendait », assure le porte-parole du groupe Thierry Mandon. La députée Sandrine Mazetier parle même d'un « grand discours précis, très dense, avec beaucoup d'annonces, de la vision, énormément de contenu ».

Négocier pied à pied

De son côté, Christophe Borgel se dit « agréablement surpris par la volonté de réforme du premier ministre. Il est concentré sur l'essentiel : l'emploi, et la croissance. On n'est pas dans une flûpée d'annonces. Il est clair qu'il veut montrer sa volonté réformatrice et son engagement ».

Mais alors d'où vient cette impression persistante d'une majorité parlementaire soutenant son premier ministre du bout des lèvres ? C'est en fait entre les lignes

que se camouflent les critiques, signe d'une inquiétude réelle sur la suite des opérations. Si Philippe Doucet salue ainsi un discours qui « avait de la tenue » il n'en demeure pas moins attentiste. « C'était clair, il y a des éléments sur le pacte de solidarité. On aura d'autres échecs pour approfondir. Valls entérine qu'on a débranché du peuple de gauche. Je vote la confiance pour ne pas voter la défiance. On a un chemin après, on va voir. »

Après ? C'est le pacte de responsabilité. Et une grande partie des députés se prépare déjà à le négocier pied à pied. « Ce vote d'investiture ne vaut pas approbation du pacte de responsabilité. Nous allons continuer à vous battre », explique Christian Paul. Il est l'un des 86 députés socialistes du texte adressé à Manuel Valls pour qu'il prenne plus en compte le travail de l'Assemblée nationale.

Côté aile gauche, on se montre tout aussi exigeant. Invisibles dans les couloirs de l'Assemblée nationale après le discours de Valls, les membres de cette

tendance contestataire du PS se réunissent longuement salle Colbert pour décider de leur vote. Ce sera la confiance, mais pas pour tout le monde. « Sur le fond, c'est du Schröder, sur la forme tout est verrouillé. J'attendais plus de compréhension sur la défaite de dimanche et plus d'ouverture vers le Parlement. Si on fait la même politique qu'avant en la durcissant, je m'abstiens », explique Pascal Cherkil. Il ne sera pas le seul. Avec lui, Pouria Amirshahi et une dizaine de députés s'abstiennent.

« Feuille de route »

Tout comme certains partenaires de la gauche, notamment chez les Verts, où c'est plus sur la transition énergétique que sur le pacte de responsabilité que l'on attend Manuel Valls. Les écologistes votent la confiance, mais leur patron François de Rugy prévient : « Cette confiance est critique, elle est conditionnelle, elle sera vigilante. Elle demandera à être confirmée au fil des textes et au fil du temps, le premier

rendez-vous essentiel étant celui de la transition énergétique. »

Face à ces doutes exprimés au sein du PS et à cette prise de distance de Verts, les radicaux de gauche en profitent pour tenter de se placer en pivot de la majorité. « Il y a notre groupe radical RRD dont les voix pourront être déterminantes pour l'issue de tel ou tel scrutin législatif. Dans ce nouveau contexte parlementaire, le fait d'atteindre ou non la majorité dépendra souvent des votes des députés de notre groupe », rappelle leur patron Roger Gérard Schwartzberg.

Si Manuel Valls en doutait, les réactions des députés le lui auront confirmé, son mandat à Matignon ne sera pas un chemin de roses avec sa majorité parlementaire. « On n'a jamais vu des députés s'enthousiasmer pour une feuille de route » relativise Thierry Mandon. A fortiori quand la « feuille de route » en question ne correspond pas à leurs attentes. Valls voulait la confiance, il a pour l'instant reçu la méfiance. ■



Nous savons pouvoir compter sur votre énergie pour assumer (...) ce qu'Albert Camus a justement appelé « le réformisme radical »

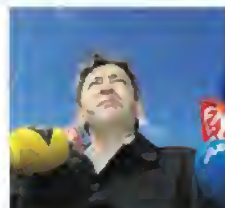
BRUNO LE ROUX, PRÉSIDENT DU GROUPE PS
PATRICK KOTZ/ARND/APP



La confiance de votre majorité, il vous faudra la bâtir sur chacun des textes que vous présenterez

FRANÇOIS DE RUGY, COPRÉSIDENT DU GROUPE EELV
PATRICK KOTZ/ARND/APP

Mélenchon a trouvé « beaucoup d'accents sarkoziens »



Jean-Luc Mélenchon, mardi à Braid-et-Saint-Louis (Gironde). N. TUCAT/APP

Manuel Valls ne devra pas compter sur le Parti de gauche. Le leader de la gauche de la gauche a trouvé dans le discours du premier ministre « beaucoup d'accents sarkoziens », notamment sur la « réorganisation des territoires ». « En provoquant un véritable effondrement de la démocratie locale », a-t-il ajouté, en dénonçant la suppression à venir des départements.

Depuis la Gironde, Jean-Luc Mélenchon a jugé « stupide » la suppression des cotisations patronales à l'Urssaf pour les employés payés au smic annoncée

par le premier ministre.

« C'est stupide et ruineux parce que les cotisations sociales lorsqu'elles ne sont pas versées doivent être intégralement compensées par le budget de l'État. Ce qui ne sera pas payé par les cotisations devra l'être par les contributions de l'impôt », a-t-il affirmé. Selon Mélenchon, c'est une « facilité que se donne M. Valls de faire une progression du pouvoir d'achat sur le dos de ceux qui auront des dépenses supplémentaires parce qu'il ne sera pas financé ».

Hollande à son camp

au cours duquel il a tenté de rassurer le PS et ses alliés.

monétaire moins expansionniste que ses concurrents américaine, anglaise ou japonaise », a-t-il martelé. À la gauche populaire, il a « vendu » un geste de 5 milliards d'euros pour les salariés et les contribuables modestes. À l'ailé droite du PS, il a promis des allègements de charges et d'impôts pour les entreprises de 20 milliards d'euros au minimum.

Les écologistes « soignés »

Les écologistes ont été « soignés », le premier ministre leur promettant que le texte sur la transition énergétique, « mori né » du gouvernement Ayrault, sera soumis au « Conseil des ministres avant l'été ». Valls n'a pas non plus

oublié les partisans des réformes sociales. Il a remis sur les rails, certes de manière assez floue, la réforme pénale promise à la ministre de la Justice Christine Taubira, la loi famille, la fin de vie. Autant de sujets explosifs. « La gauche est fidèle à elle-même et à ses valeurs quand elle sait s'adresser à tous et rassembler », a argumenté le premier ministre en insistant toutefois sur le fait que le président comme lui-même souhailait « l'apaisement ».

Valls avait promis un discours « compact ». Tout en tendant à plusieurs reprises la main à la droite, il a balayé le spectre à gauche, au risque de faire perdre le fil aux Français. La semaine dernière, Manuel Valls affirmait

sur TFI : « Nous sommes tous des hollandais ». Mardi, devant les députés de sa majorité, Valls a pratiqué un exercice auquel il n'est pas rompu : celui de la synthèse, sur une feuille de route décidée par François Hollande. « Il est dans la séréne hollandaise », ironise un élu.

Souhaitait s'adresser à tous, Manuel Valls a pris le risque de ne parler à personne. À ce stade, l'opération a fonctionné. Le premier ministre a obtenu la confiance. Mais certains députés sont très dubitatifs. La réforme territoriale qu'il promet risque de mettre beaucoup d'huile sur le feu à gauche. Les 50 milliards d'économies qu'il propose de financer en s'attaquant notamment aux prestations sociales, plus encore. ■



CONTRE-POINT

PAR GUILLAUME TABARD @gtabard

Déminer ou rassembler ?

Puisqu'il s'est référé à Pierre Mendès France, Manuel Valls aurait pu citer le discours de politique générale de son modèle et lointain prédécesseur à Matignon. « Gouverner, c'est choisir, si difficile que soient les choix », disait-il. À l'Assemblée nationale, le nouveau premier ministre a plutôt tenté une délicate synthèse, tout à sa hantise de voir la majorité se déliter, au lendemain du choc subi aux municipales et à la veille du choc redouté aux européennes.

Valls avait reçu pour consigne de François Hollande de « faire du Valls ». C'est-à-dire de rester lui-même. Homme de gauche lucide plus que socialiste lyrique. Mais voilà, il y a des électeurs à apaiser dont il a justement mesuré « le doute et la colère ». Et une majorité à cajoler qui, jusqu'au sein du PS, ne lui consent qu'une confiance conditionnelle.

Manuel Valls s'est donc risqué à un périlleux exercice d'équilibre. Au prix d'ambiguïtés qui recèlent autant de déceptions à venir. Il y en a eu pour tout le monde. Tout autant que « socialiste » il s'est dit « patriote » et « républicain ». Voilà pour le Valls qui veut transcender les clivages et invite au dialogue les présidents de groupe de l'opposition. Mais, « pas d'adversaire à gauche ! », renchérit-il. Voilà pour le Valls qui veut éviter la constitution d'un pôle de radicalité qui rendrait son gouvernement minoritaire à gauche. Aux Verts, il confirme les engagements de réduction de la part du nucléaire. Aux socialistes avides de signaux concrets en direction de leurs électeurs perdus il promet un « contrat équilibré ».

À cinquante jours des européennes, son premier test électoral, Manuel Valls veut surtout éviter tous les motifs de crispation. Il s'engage sur le respect des engagements de la

France mais tonne contre l'euro fort. Il claironne allègements de charge et baisses d'impôts mais reste muet sur les économies à faire. Sur la réforme territoriale, il plastronne, ignorant les obstacles qui la bloqueront. À la société chahutée par les réformes sociales il promet « l'apaisement », en maintenant tous les chantiers qui menacent de l'enflammer encore.

En trois quarts d'heure, Manuel Valls a réussi à tenir l'équilibre entre les grands principes et les annonces concrètes, entre la concision et la passion. Mais il ne suffit pas de déminer pour parvenir à rassembler. Mendès France le disait : « Le fruit des réformes ne mûrit pas aussi vite qu'on le souhaiterait. Prenons garde à ce que le pays ne soit pas dupé une fois de plus. » ■



Retrouvez Guillaume Tabard tous les matins à 8h10 sur Radio Classique

Onze élus PS ont fait défaut

SOPHIE HUET @sophihuet1

Ils sont finalement onze députés de l'ailé gauche du PS à avoir refusé mardi la confiance au gouvernement Valls. Par 306 voix pour (dont 279 voix PS) contre 239 (UMP, UDI, communistes et non-inscrits de droite), l'Assemblée a accordé sa confiance au nouveau premier ministre. Malgré les efforts réitérés de Manuel Valls, onze membres de l'ailé gauche n'ont pas voulu lui apporter leur soutien : Pouria Amirshahi, Fanelle Carrey-Conte, Nathalie Chabanne, Pascal Cherkil, Jean-Pierre Dufau, Henri Emmanuelli, Jérôme Guedj, Philippe Nogues, Barbara Romagnan, Gérard Sebaoun et Suzanne Tallard. Six députés écologistes (sur 17) se sont également abstenus : Laurence Abeille, Michèle Bonneton, Christophe Cavad, Sergio Coronado, Noël Mamère et Eva Sas, ainsi que trois radicaux de gauche (sur 17) et un député martiniquais du groupe communiste, Jean-Philippe Nlor.

Valls est parvenu à convaincre dix dé-

putés Verts, dont les deux coprésidents du groupe, Barbara Pompili et François de Rugy, de lui accorder leur confiance, mais une élue écologiste, Isabelle Attard, a voté contre, aux côtés de 197 députés UMP, 30 élus centristes du groupe UDI, 12 élus communistes et Front de gauche et 6 non-inscrits, dont les députés du FN Gilbert Collard et Marion Maréchal-Le Pen. Le nouveau maître de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, est le seul UMP non votant, et le député MoDem Jean Lassalle s'est abstenu.

Épreuve parlementaire

Au final, Manuel Valls sort vainqueur de cette première épreuve parlementaire. Le premier ministre a recueilli quatre voix de plus que son prédécesseur Jean-Marc Ayrault, qui, le 3 juillet 2012, avait rassemblé 302 voix en faveur de son discours de politique générale. Sur les 86 députés PS qui avaient fait monter les enchères en réclamant un nouveau « contrat de majorité » avec l'exécutif, la plupart ont accordé la confiance au nouveau gouvernement, tout en préci-

sant que cela ne valait pas quitus pour l'avenir. « Si nous avions été nombreux à nous abstenir, c'était la dissolution, et le retour de la droite aux affaires », a expliqué Christian Paul, proche de Martine Aubry, à l'issue d'une ultime réunion des députés « frondeurs » salle Colbert. Le député de la Nièvre a ajouté : « Ce vote d'investiture ne vaut pas approbation du pacte de responsabilité. C'est un choix de femmes et d'hommes de gauche qui expliquent les limites de leur soutien. »

Membre de la Gauche populaire, Laurent Baumel a renchérit : « Nous sommes déterminés à apporter des améliorations sensibles à ce pacte. » Le député d'Indre-et-Loire a qualifié son vote en faveur de la confiance de « choix de responsabilité qui ne vaut pas approbation du contenu » du discours de politique générale de Manuel Valls. En clair, les ennemis commencent pour le premier ministre, puisque, au lendemain de la déroute des municipales, les députés de la majorité voudront imprimer leur marque sur tous les textes inscrits à l'ordre du jour. ■

Manuel Valls s'est risqué à un périlleux exercice d'équilibre. Au prix d'ambiguïtés qui recèlent autant de déceptions à venir





Manuel Valls lors du discours de politique générale, mardi à l'Assemblée. MARMARIS/LE FIGARO

Valls accélère sur le pacte de responsabilité

Le premier ministre a détaillé les mesures visant à baisser le coût du travail et la fiscalité des entreprises. Le patronat est divisé.

CÉCILE CROUZET ET CYRILLE PLUYETTE
@CyrillePluyette @ccrouzet

FINANCES PUBLIQUES Manuel Valls veut aller vite pour améliorer la compétitivité des entreprises. L'ampleur du geste est massive. Le premier ministre a d'abord détaillé le pacte de responsabilité, annoncé par François Hollande le 14 janvier. Mais, s'il a confirmé la réduction du coût du travail de 30 milliards d'euros, elle est désormais prévue d'ici 2016, et non 2017. Ce montant, qui inclut les 20 milliards du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), déjà en place, comprendra aussi 10 milliards de baisse de charges. Les cotisations patronales au niveau du smic seront supprimées dès le 1^{er} janvier 2015. Et les allègements « Fillon », qui permettent de réduire les charges pour les salaires inférieurs à 1,6 smic, renforcés. Résultat, le coût du travail sur les bas salaires diminuera de 4,5 milliards d'euros l'année prochaine. Si le gouvernement poursuit la politique sur les bas salaires, inaugurée il y a vingt ans, c'est au nom de l'emploi. Le lien entre diminution du coût du travail et embauches serait plus fort pour les salaires proches du smic.

« Le refus d'opposer l'effort pour les emplois les moins qualifiés - dont nous avons besoin - et celui pour les emplois qualifiés qui font notre compétitivité - notamment dans l'industrie », a toutefois précisé Manuel Valls. Les cotisations familiales jusqu'à 3,5 smics seront abaissées de 1,8 point en 2016. Soit une ristourne de 4,5 milliards. De quoi satisfaire le Medef et l'Aefp, qui se sont battus sur ce terrain. Par ailleurs, les travailleurs in-

dépendants et les artisans bénéficieront quant à eux d'une baisse de plus de 3 points des cotisations familiales dès 2015. « Nous sommes satisfaits, cela rétablit de l'équité », a réagi Pierre Burban, secrétaire général de l'UPA (artisans).

Satisfait modéré du Medef

Parallèlement, Manuel Valls a annoncé une baisse de la fiscalité des entreprises « pour relever l'investissement ». La C3S, un impôt basé sur le chiffre d'affaires, sera supprimée en trois ans. Soit un geste de 6 milliards en 2017, dont 1 milliard en 2015. Autre allègement, la surtaxe sur l'impôt sur les sociétés (IS) - acquittée par celles dont le chiffre d'affaires dépasse 250 millions - sera supprimée en 2016. Mais ce dispositif, qui rapporte 2,5 milliards par an, devait de toute façon être provisoire. Manuel Valls a par ailleurs promis d'abaisser le taux normal de l'IS

de 33,33 % à 28 % en 2020, avec une « première étape » en 2017. A quoi s'ajoutera l'élimination d'une dizaine de petites taxes. Au total, la diminution de la fiscalité des entreprises s'élèvera donc, au minimum, à 8,5 milliards en 2017. Mais les sociétés, dont les résultats seront améliorés par la baisse des charges et des impôts sur la production, paieront environ 3 milliards d'IS en plus en 2017.

En toute logique, cette potion fiscale mécontente la CGPME (représentant des PME). « Le choix fiscal, c'est celui des grandes entreprises au détriment des plus petites. Seules 10 % des sociétés, les plus grandes, paient la C3S », tonne Jean-Eudes du Mesnil, son secrétaire général. Pierre Gattaz, le président du Medef, regrette un calendrier de mise en œuvre trop lent, mais estime que « les mesures faites par le premier ministre doivent être saluées ».

Un geste de 5 milliards d'euros pour les ménages modestes à horizon 2017

François Hollande l'avait annoncé au lendemain de la défaite aux municipales : au pacte de compétitivité doit répondre un pacte de solidarité. Après avoir évoqué « l'exaspération » quand, « à la feuille de paie déjà trop faible, s'ajoute la feuille d'impôt trop lourde », Manuel Valls a promis 5 milliards d'euros de mesures fiscales et sociales pour « améliorer le pouvoir d'achat des salariés les plus modestes » à horizon 2017. Début

2015, les cotisations salariales jusqu'à 1,3 smic seront diminuées pour améliorer le salaire net d'un smicard de 500 euros par an. L'enveloppe, plus importante qu'attendu. Incuria des mesures pour gonfler des effets de seuil qui déclenchent l'entrée dans l'impôt sur le revenu. Le geste est bien inférieur à celui prévu au total pour les entreprises, alors que la pression fiscale sur les ménages doit augmenter de plus de 12 milliards en 2014. C.M.

BOUCHON-VARMA/LE FIGARO



On se demande si le gouvernement et la majorité ont bien compris ce qui s'est passé aux municipales.

THIERRY LEPAON, CGT



L'exécutif, plutôt que de faire simple en augmentant le smic, allège les cotisations, ce qui fragilise la Sécu.

JEAN-CLAUDE MAILLY, FO



Ces orientations répondent aux principaux défis à relever. Mais au-delà de ces engagements généraux, beaucoup de questions demeurent.

LAURENT BERGER, CFDT

Déficit: le premier ministre veut convaincre l'Europe de lui donner du temps

MARIE VISOT @MarieVisot

« BIEN SÛR, il faut redresser nos comptes publics », a voulu pour la première partie de la phrase. « Mais sans casser notre modèle social et nos services publics, les Français ne l'accepteraient pas ». Voilà pour la seconde partie. En s'adressant de la sorte à la représentation nationale, le premier ministre, Manuel Valls, en a profité pour envoyer un message très clair à la Commission européenne : l'exécutif ne compte pas sacrifier sa croissance à une baisse trop rapide du déficit public.

Et tant pis si nous ne pouvons pas respecter notre engagement de le ramener sous la barre des 3 % à la fin 2015 ! « Ce n'est pas équilibré, nous allons, à nouveau, l'expliquer à nos partenaires européens. La reprise économique est là, mais elle est fragile. Nous devons l'entretenir comme un feu naissant, l'accompagner », a d'ailleurs souligné le premier ministre, dans son discours de politique générale.

Nécessaire de redonner de l'oxygène à l'économie

Comme Pierre Moscovici l'avait fait en son temps, le nouveau ministre des Finances, Michel Sapin, va donc prendre son bâton de pèlerin pour aller expliquer à Bruxelles que revoir notre trajectoire de finances publiques n'a rien à voir avec du laxisme budgétaire. Mais

qu'il est au contraire nécessaire de redonner de l'oxygène à l'économie, ce qui fera ensuite baisser le déficit. Michel Sapin s'est d'ailleurs rendu lundi à Berlin pour tenter de convaincre son homologue allemand, Wolfgang Schäuble, de soutenir la France dans sa demande de réajustement entre croissance et déficit.

« Je suis pour le sérieux budgétaire, pas pour l'austérité ! », a martelé Manuel Valls devant les députés.

Le nouveau locataire de Matignon a également saisi l'occasion qui se présentait pour rappeler que la gauche avait trouvé, en arrivant en mai 2012 aux responsabilités, un déficit des comptes publics de 5,2 % du PIB et qu'elle l'avait « déjà ramené à 4,3 % fin 2013 ». Avant de promettre qu'elle allait « poursuivre ce redressement tout au long du quinquennat ». L'Assemblée nationale sera d'ailleurs saisie à la fin du mois d'avril du nouveau programme de stabilité et de la trajectoire actualisée des finances publiques.

En juin, une loi de finances rectificative pour 2014, comportant des économies supplémentaires (15 milliards étaient prévus jusqu'à présent pour cette année) aura pour objectif de limiter le dérapage du déficit, prévu par le gouvernement français, à 3,6 % de PIB pour 2014. La Commission européenne, elle, a déjà anticipé un dérapage de l'ordre de 4 % du PIB à la fin de cette année.

Mais les finances publiques ne sont

pas le seul sujet sur lequel Manuel Valls a voulu interpeller l'Europe. « Les efforts que nous faisons sur la réduction de nos déficits, sur nos réformes structurelles, sur la compétitivité des entreprises, sur le coût du travail, ne doivent pas être balayés par un niveau trop élevé de l'euro », a-t-il expliqué avec force. Il est aujourd'hui 10 % plus cher qu'à l'été 2012, ce qui évidemment pèse sur nos exportations.

Une politique monétaire de la BCE pas assez expansionniste

Dans la ligne de mire du premier ministre : la Banque centrale européenne (BCE), dont la politique monétaire est « moins expansionniste que ses concurrents américains, anglais ou japonais ». Manuel Valls veut d'ailleurs dans cette stratégie une conséquence directe : « C'est dans la zone euro que la reprise économique est la moins vigoureuse ».

Quel moment plus propice, dès lors, que les prochaines élections européennes pour « aborder très directement » ce sujet ? Selon lui, « il appartient à l'Europe d'apporter des réponses concrètes aux attentes des peuples. Ce qui est essentiel, c'est de remettre l'Union européenne sur le chemin de la croissance au travers de politiques de grands investissements, des politiques pour l'emploi, notamment tournées vers la jeunesse ». Sinon, a-t-il conclu, comme pour boucler la boucle, « tous les efforts de réduction des déficits seront vains et je ne veux pas que cette magnifique aventure qui a uni notre continent perde son éclat et finalement sa logique ».

50 milliards d'économies: le compte n'y est pas

MARC LANDRE @marclandre

TOUS ceux qui espéraient que Manuel Valls donnerait des détails sur les 50 milliards d'euros d'économies promis sur trois ans peuvent être déçus. Le premier ministre n'a rien dit, ou presque. Tout juste a-t-il indiqué « et encore de manière assez floue, donnant lieu à de multiples interprétations - qui contribueraient et à hauteur de combien. L'effort sera partagé par tous », s'est borné à rappeler le chef du gouvernement : 19 milliards à la charge de « l'Etat et ses agences », 10 pour l'Assurance-maladie et 10 pour les collectivités. « Le reste viendra d'une plus grande justice, d'une mise en cohérence et d'une meilleure lisibilité de notre système de prestations », a-t-il ajouté. Bref, de coupes claires, à hauteur de 11 milliards, dans les budgets de l'emploi, la famille ou la solidarité.

« Imposer au secteur de la santé de supporter, à lui seul, 20 % du montant global des 50 milliards d'économies prévues est en contradiction avec l'objectif du pacte de solidarité qui vise à faire de la santé une priorité », a aussitôt dénoncé le CSMF, le premier syndicat de médecins en France. Pour en savoir plus, il faudra attendre une quinzaine de jours et la présentation à l'Assemblée - soit avec une semaine de retard par rapport au calendrier prévu - du nouveau « programme de stabilité et de la trajectoire des finances publiques » pour les trois ans à venir, avant de l'envoyer à Bruxelles.

En attendant, lorsque l'on met face à face les allègements annoncés et la somme des économies à réaliser, l'équation présentée par Manuel Valls est loin d'être équilibrée. Les gestes consentis en direction des entreprises et des ménages représentent en effet une facture bien supérieure à 50 milliards. « Les 20 à 25 milliards d'euros supplémentaires de baisse des prélèvements annoncés par le premier ministre ne pourront être financés que par le recours à l'emprunt, a aussitôt calculé Gilles Carrez, le président UMP de la commission des finances de l'Assemblée. Ce choix délibéré du déficit et de l'endettement publics fait courir les plus grands risques à la France, qui se caractérise par la persistance d'un déficit primaire et par un besoin annuel de financement d'ores et déjà le plus important des pays de la zone euro ».

Collectif budgétaire cet été

Probablement Manuel Valls corrigera-t-il sa copie et proposera-t-il des « économies nouvelles » dans le cadre du projet de loi de finances rectificative « au début de l'été ». C'est en tout cas ce qu'il a assuré aux députés socialistes devant lesquels il a planché en fin de matinée. Autre déception de taille : l'absence totale d'annonces sur les réformes structurelles - autres que la remise à plat radicale et déjà contestée du « mille-feuille territorial » - indispensables à mettre en œuvre, sur les trois dernières années de la fin du quinquennat, pour « retrouver notre indépendance financière ».

Le premier ministre prêt à un big bang territorial

Fusion des régions, fin des conseils généraux... Le premier ministre a précisé la réforme territoriale esquissée par Hollande.

JEAN-BAPTISTE GARAT *dirigant*

COLLECTIVITÉS Depuis Jean-Pierre Raffarin en 2002, peu de premiers ministres ont autant insisté sur le volet territorial dans leur déclaration de politique générale. Manuel Valls n'a d'ailleurs pas manqué de citer le nom de son prédécesseur, coauteur avec le sénateur PS Yves Krattinger d'un rapport sur la fusion des régions. Valls a surtout avancé une feuille de route très précise et détonante.

Durant sa conférence de presse, en janvier, François Hollande en avait esquissé le contour en annonçant la réduction du nombre de régions. Sur la base du volontariat mais avec de « puissantes » incitations et modulation des dotations de l'État pour favoriser les collectivités qui suivraient cette voie. Manuel Valls est allé plus loin en fixant pour objectif une « réduction de moitié du nombre de régions dans l'Hexagone » d'ici à 2017. Les régions ont le choix de présenter d'ici la fin de l'année leur projet de fusion ou de redécoupage. Mais si cette phase devait ne pas aboutir, la « nouvelle carte des régions sera établie pour le 1^{er} janvier 2017 » par le gouvernement. Les vingt-deux régions métropolitaines sont concernées pour ramener leur nombre à « dix, onze ou douze », explique l'entourage de la ministre de la

Décentralisation, Marylise Lebranchu, qui prépare depuis plusieurs semaines un nouveau texte sur la décentralisation.

Autre niveau de collectivités, autre calendrier : le premier ministre a annoncé qu'une nouvelle carte des intercommunalités entrerait en vigueur début 2018. L'annonce surprend d'autant plus que le gouvernement Fillon avait lancé une réforme des intercommunalités obligeant toutes les communes à intégrer une telle structure avant 2014. Le gouvernement Valls a décidé de remettre à plat la carte des 2 500 intercommunalités qui devront



Réunion du Conseil général des Hauts-de-Seine. Les départements pourraient disparaître à l'horizon 2021. CHRISTOPHE MORIN / JIP

à l'avenir être centrées sur les « bassins de vie », beaucoup plus larges. Le seuil minimal des intercommunalités pourrait ainsi passer de 5 000 habitants aujourd'hui à 10 000 habitants.

Méthode brutale

La réforme concernerait également les quelque 13 500 syndicats intercommunaux qui gèrent les déchets ou l'approvisionnement en eau dont le gouvernement souhaite la concentration, la rationalisation, voire le transfert aux intercommunalités. Mais c'est avec le troisième volet

de la réforme territoriale, la suppression du département, que Manuel Valls a surpris son monde. Il souhaite « engager le débat sur l'avenir des conseils départementaux ». « Je vous propose leur suppression à l'horizon 2021 », a-t-il expliqué en guise de première contribution. À l'horizon 2021, c'est-à-dire au terme des mandats des conseillers départementaux qui seront élus en 2015. Le débat commence très fort puisque dans le même temps, le premier ministre annonce « la suppression de la clause de compétence générale » qui permet à une collectivité de se saisir et

d'investir dans tout dossier qu'elle juge d'intérêt local même si elle n'en a pas spécifiquement la compétence. C'est notamment sur ce point qu'avait échoué la réforme souhaitée par Nicolas Sarkozy. La clause avait finalement été amendée à la marge et rétablie sous contrôle par l'actuelle majorité en début de quinquennat.

Ambitieuse sur le papier, la réforme sera d'autant plus compliquée à négocier que la gauche dirige près des deux tiers des 101 départements. Le président de l'Association des régions de France, Alain Roussel, a salué une « étape de décentralisation très ambitieuse », « Réduire le nombre de régions pour plus d'efficacité, je dis chiche », a expliqué le président PS du conseil régional d'Aquitaine, Marylise Lebranchu, elle, se dit « déterminée à mettre en œuvre cette nouvelle organisation territoriale, ambitieuse, moderne et efficace ». Son projet de loi est prêt : il devrait être transmis la semaine prochaine au Conseil d'État avant d'être présenté en Conseil des ministres début mai pour une première lecture au Sénat avant la fin de la session parlementaire. ■

Dix milliards d'euros d'efforts demandés aux collectivités

« L'effort sera partagé par tous. » En détaillant les secteurs concernés par les « 50 milliards d'euros d'économies sur trois ans », Manuel Valls a confirmé que les collectivités territoriales devront prendre leur part dans l'effort à hauteur de 10 milliards d'euros. Les différents volets de la réforme territoriale doivent y contribuer. « Nous avons commencé par rationaliser le fonctionnement d'un certain nombre de nos services et nous avons déjà engagé la baisse des

dotations aux collectivités », explique-t-on au ministère de la Décentralisation en annonçant que « l'effort doit dépendre de la poursuite ». Les dotations globales de fonctionnement ont ainsi diminué de 15 milliard d'euros en 2014 et devraient encore baisser de 15 milliard en 2015, pour un total de 4,5 milliards sur deux ans. Les services de Marylise Lebranchu estiment par ailleurs que la seule refonte des syndicats intercommunaux doit

permettre d'économiser entre 2 et 3 milliards d'euros. La baisse des dotations – près de 50 milliards d'euros par an versés par l'État aux collectivités – sera également modulée en fonction des initiatives de fusion et de mutualisation menées par les collectivités. Les régions qui devanceraient l'appel en matière de fusion pourraient ainsi voir leur dotation stabilisée pendant deux ou trois ans. J.-B. G.

Besoin d'un collaborateur dynamique dans votre équipe ?

FORD S-MAX BUSINESS NAV
2.0 TDCI 140 ch
Rejet de CO₂ : 139 g/km
Consommation mixte : 5,3 l/100 km
TVS** : 765 €/an

449 €/mois sans apport*
Location longue durée d'une durée de 48 mois et de 80 000 km avec entretien, gestion des pertes totales et carte grise.
Aide au stationnement avant/arrière • Air conditionné • GPS avec écran couleur • Interface Bluetooth*

FORD ENTREPRISE. Notre métier, simplifier le vôtre.

*Offre de Location Longue Durée pour un Ford S-MAX Business NAV 2.0 TDCI 140 ch SAP BVM6 type 08-43 avec peinture métallisée, sur la base du tarif du 01/01/2014. Modèle présenté : S-MAX Titanium 2.0 TDCI 140 ch FAP BVM6 avec Jantes alliage 18" 5 branches et Phares bi-xéon à 465 €/mois sans apport. Contrats de location longue durée d'une durée de 48 mois et de 80 000 km, sans apport, incluant les prestations maintenance et assurance et gestion des pertes totales. Carte grise incluse. Offres réservées aux professionnels. Vous réservez l'acceptation du des usages par Ford Business Partner, 34 rue de la Croix de Fer - CS50056 - 78105 Saint-Germain-en-Laye - SIREN 493 381 950 RCS Versailles, entreprise regroupant le code des assurances et soumise à l'autorité de contrôle prudentielle de la loi n°2007-1223 du 22/12/2007 (www.ohs.fr) et de la ratification des conditions générales de location longue durée et des services optionnels disponibles en concession. Offres valables pour toute commande adressée à Ford Business Partner du 01/01/2014 au 30/04/2014. Sans réserve participant, sauf modification du tarif contractuel, des taux bancaires ou de la réglementation en vigueur et notamment de la réglementation fiscale (taux de TVA, etc.). ** Taxe sur les Véhicules de Société, selon la loi de finance 2013. Montants exprimés en TTC. Ford France, 34, rue de la Croix de Fer - 78122 St-Germain-en-Laye Cedex. SIREN 425 127 362 RCS Versailles.

Ford
Go Further

Retrouvez Ford France sur

Recul annoncé sur la réforme des rythmes scolaires

Face à la grogne persistante des élus, le premier ministre a promis d'assouplir cette « bonne réforme », cinq mois avant sa généralisation.

MARIE-ESTELLE PECH @MarieEstellePech

ÉDUCATION La grogne des maires aura fini par être écoutée. Comme beaucoup le pressentaient, Manuel Valls a annoncé que le « cadre réglementaire » de la réforme des rythmes scolaires serait « assoupli, après les concertations nécessaires avec les enseignants, les parents et les élus ». Il a « entendu les remarques de bonne foi des maires », assure-t-il.

Le premier ministre a beau jeu d'affirmer qu'il s'agit d'une « bonne réforme » avec laquelle « beaucoup plus d'enfants ont accès à des activités périscolaires, sportives, culturelles ». Le retour à la semaine de cinq jours à l'école primaire constitue en réalité une épine dans le pied du gouvernement socialiste depuis ses débuts. Et il a contribué à l'éviction de Vincent Peillon. Lundi encore, trente maires communistes écrivaient un courrier au ministre de l'Éducation, lui demandant de « revenir » sur cette réforme...

Manuel Valls va-t-il à nouveau des-

ser le calendrier qui impose à toutes les villes d'adopter les nouveaux rythmes en septembre 2014 ? François Hollande avait déjà décidé en 2013 de décaler dans le temps cette réforme contestée. De report en report, le texte risquerait fort d'être vidé de sa substance. Le ministère de l'Éducation nationale ne l'entend pas de cette oreille : « La réforme s'appliquera bien en 2014 dans toutes les communes », y affirme-t-on, expliquant que « l'assouplissement est une mesure pragmatique qui vise à permettre l'application pleine et entière de la réforme en tenant compte des réalités du terrain ».

La pression de l'AMF

Fort de ses 36 000 membres, l'Association des maires de France (AMF) ne cesse néanmoins de faire pression pour que le gouvernement revole sa copie. Le principe d'un rendez-vous avec le premier ministre est déjà acté pour négocier. À l'issue du discours de Manuel Valls, Jacques Pélassard, le président de l'AMF, indique que plusieurs pistes pourraient

être abordées. Il propose de « supprimer » le « temps périscolaire » de trois heures hebdomadaires financé par les maires pour les classes de maternelle. « Ces très jeunes enfants font déjà de l'éveil en classe. Ajouter de l'éveil à l'éveil est un non-sens pédagogique », affirme-t-il. Il juge aussi nécessaire de simplifier l'organisation des activités périscolaires en primaire. Il attend ainsi plus de souplesse sur les jours où sont organisées les activités. Enfin « il faut respecter la volonté des communes qui souhaitent décaler la réforme jusqu'à ce que l'état soit capable de la financer », insiste-t-il. Une façon de dire que la réforme pourrait être abandonnée ici ou là...

Le financement reste un point d'achoppement. Jacques Pélassard a envoyé mardi un courrier au nouveau ministre de l'Éducation nationale faisant part de sa « très grande inquiétude » à ce sujet. Inlassablement, il demande que le gouvernement prenne en compte la réalité du surcoût pour les collectivités, soit un milliard d'euros annuel. Alors que Manuel Valls vient

d'annoncer que les collectivités auraient à faire de conséquents efforts budgétaires dans les prochaines années, la possibilité de négocier sur ce point paraît peu probable. C'est surtout vers une réécriture du décret sur les rythmes que s'oriente le gouvernement.

Les réactions à cette annonce révèlent la division du monde éducatif sur le sujet. Si la Peep, deuxième fédération de parents d'élèves de l'enseignement public, s'est réjouie, tandis que Sébastien Sihir, du Snuipp-FSU, principal syndicat du primaire affirmait de son côté qu'il n'est « jamais trop tard pour bien faire », indiquant qu'il fallait « reprendre les discussions à un niveau national et local », des associations et syndicats comme la FCEP ou l'Unsa s'inquiètent de l'« assouplissement » annoncé. Elles continuent aussi à s'interroger sur le devenir des créations de postes promises. Le premier ministre s'est contenté d'assurer que « le redressement de l'école doit être poursuivi » sans autre précision.



On ne sait pas si le décret va être retravaillé, s'il y aura des dérogations (...). Les autres sujets, notamment celui des 60 000 postes, n'ont pas été abordés.

PAUL RAOULT, PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DE PARENTS D'ÉLÈVES FCEP



Nous n'aurions pas compris l'éviction de Vincent Peillon s'il n'avait pas été question de renégocier la réforme des rythmes.

VALÉRIE MARTY, PRÉSIDENTE DE LA PEEP

L'examen par l'Assemblée nationale du projet de réforme pénale est donc reporté sine die, comme le faisait craindre la nomination de Manuel Valls.

FRANÇOISE MARTRES, PRÉSIDENTE DU SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE

EN BREF

Le président du groupe UDI à l'Assemblée sera élu mardi prochain

À l'issue de la réunion du groupe mardi matin, l'UDI a annoncé que ses députés éliront leur nouveau président mardi prochain. Il doit succéder à Jean-Louis Borloo qui présidait le groupe depuis le 19 juin 2012. Les candidats devront se faire connaître avant vendredi. Le vice-président du groupe, François Sauvadet, en campagne active auprès de ses collègues depuis l'annonce dimanche soir du retrait de Borloo, a officiellement fait acte de candidature mardi matin. Dans la soirée, le comité exécutif de l'UDI devait par ailleurs se réunir pour décider du calendrier de l'élection du nouveau président du parti et de la forme que devra prendre la direction transitoire d'ici le congrès du parti. Jean-Christophe Lagarde et Hervé Morin pourraient concourir.



L'Association des maires de France demande que le gouvernement prenne en compte la réalité du surcoût pour les collectivités de la réforme des rythmes scolaires, soit un milliard d'euros annuel. N. TAVENNIER/REA

Réforme pénale, loi famille, fin de vie... Le grand flou

DELPHINE DE MALLEVOÛE, PAULE GONZALES, ET JEAN-MARC LECLERC

APaiser par le flou, Manuel Valls a plaidé, mardi, l'« apaisement » sur les sujets de société. « Tous les républicains doivent savoir écouter, se retrouver et éviter les surenchères, dont les extrémismes du fond sont les seuls vainqueurs. » « Je pense à la réforme pénale, dont le but, je le rappelle, est de lutter contre la récidive », a-t-il affirmé, se gardant bien d'en dire davantage. Annoncer la poursuite du projet de la réforme, proposer une date de discussion par le Parlement ou de nouveaux axes de réflexion aurait inévitablement entraîné une levée de boucliers. En matière de justice, l'apaisement voulu par le premier ministre passera à n'en pas douter par une longue phase de réflexion, tant le sujet est à vif aussi bien dans l'opinion publique qu'au sein des forces de l'ordre et de l'administration pénitentiaire. Mardi matin, FO-pénitentiaire, le syndicat majoritaire de la profession, s'est associé à l'Institut pour la justice ainsi qu'à l'Alliance, syndicat de police classé à droite, mais aussi aux maires de Fleury-Mérogis et de Réau, pour demander le retrait pur et simple du projet et l'ouverture d'instances générales de la justice et de la sécurité.

Le syndicat de la magistrature (SM) ne s'y est pas trompé en soulignant immédiatement après l'intervention de Manuel Valls que la réforme « ne figure plus au calendrier de l'Assem-

blée pour les prochaines semaines, et (que) le premier ministre, dans son discours de politique générale, ne précise rien ». Vendredi dernier, devant les juges d'application des peines, la garde des Sceaux avait pourtant encouragé les magistrats à « faire le siège des parlementaires » afin d'obtenir une date d'examen de la loi « au plus tôt »...

« L'intérêt de l'enfant »

Sur la famille, « sujet sur lequel nous devons continuer à légiférer dans le seul intérêt de l'enfant », le premier ministre est aussi resté évasif. Il n'a pas li-

vré d'échéance pour d'éventuels nouveaux textes ni abordé les épineuses questions de PMA et de GPA. Une prudence qui contraste avec la publication, mercredi, du rapport de la sociologue Irène Théri, dessinant un bouleversement de la filiation (en préconisant notamment l'ouverture de la PMA aux couples de femmes) - un rapport qui devait initialement servir de base à l'élaboration de la loi famille du gouvernement.

Toujours autour de ces questions, Manuel Valls a fustigé ceux qui ont soulevé le débat sur le « genre » « dans un pays traversé par les fractu-

res, les rumeurs, notamment sur cette soi-disant théorie du genre à l'école ».

Le premier ministre ne s'est pas plus étendu sur ses projets au sujet de la fin de vie, « pour laquelle un consensus peut être trouvé dans le prolongement de la loi Leonetti », a-t-il simplement observé. En novembre 2009, en tant que rapporteur de la Commission des affaires sociales, il avait cependant été le défenseur convaincu d'une proposition de loi de Jean-Marc Ayrault - relative au droit de « finir sa vie dans la dignité » - visant à « créer une aide active à mourir de portée générale ».

L'immigration et l'asile sont finalement les seuls dossiers sociétaux sur lesquels l'ancien ministre de l'Intérieur a livré une information précise : « Deux projets de loi vous seront bientôt soumis », a-t-il détaillé aux députés. Place Beauvau, il a constaté - comme Claude Guéant en son temps - que le droit d'asile en France est mis en péril par l'afflux massif d'une immigration économique. Le premier texte devra rétablir les équilibres et permettre un retour effectif au pays des clandestins. Le second projet de loi auquel il fait référence concerne le droit au séjour des étrangers. Il comportera selon nos informations des éléments relatifs aux titres de séjour pluriannuels destinés aux profils les plus intégrés. Objectif : moins de bureaucratie mais des contrôles plus approfondis à chaque renouvellement. Par ailleurs, ce texte vise à faciliter le « parcours d'accueil » des étrangers.

Le cap de la transition énergétique est réaffirmé

La transition énergétique est sur les rails. Devant les députés, Manuel Valls a affirmé que le cap tracé par François Hollande pendant la campagne présidentielle - ramener à 50 % la part du nucléaire dans la production d'électricité d'ici à 2025, contre 75 % actuellement - serait tenu. Le projet de loi sur la transition énergétique sera présenté en Conseil des ministres « avant l'été », a ajouté le premier ministre, ouvrant la voie à une discussion du texte au Parlement cet automne. Évoquant une « nécessité écologique », le chef du gouvernement a dit l'importance d'une « stratégie bas

carbone » pour répondre à « l'enjeu planétaire majeur » du climat. En tôle de fond, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, qui se déroulera à Paris en 2015. En se référant à ce rendez-vous, Manuel Valls a expliqué que « le climat est probablement le domaine où le besoin de régulation se fait le plus pressant ». Sur le volet économique de la transition énergétique, le premier ministre a parlé d'« une formidable opportunité », susceptible notamment de réduire le déficit commercial mais aussi de restaurer le pouvoir d'achat grâce aux économies d'énergies.

F. M.

INTERNATIONAL

Face-à-face tendu entre Ukrainiens et prorusses dans l'est du pays

L'occupation de bâtiments officiels par des prorusses à Donetsk et à Louhansk inquiète Kiev, Bruxelles et Washington.

ADRIEN JAUMES @AdrienJaumes

UKRAÏNE L'occupation des sièges du gouvernement régional de Donetsk et de Louhansk par des militants prorusses ouvre une deuxième crise grave en Ukraine, après celle de la Crimée. La menace de voir quelques centaines d'autonomistes masqués entrainer la sécession de ces régions orientales, et leur rattachement éventuel à la Russie, est prise très au sérieux par le gouvernement ukrainien, mais aussi par les Américains et les Européens, qui craignent une réédition du scénario criméen.

Les autorités ukrainiennes, issues de la révolution de Maidan, ont qualifié les manifestants de « terroristes et criminels ». Kiev a même accusé les séparatistes d'avoir pris des otages et placé des explosifs dans l'immeuble des services de sécurité à Louhansk. Les autorités ont promis que la loi serait rétablie. Mais la marge de manœuvre du gouverne-

ment est étroite et ses moyens limités. L'Ukraine ne peut pas se permettre de laisser les manifestants occuper les représentations du pouvoir central dans ces régions, d'où ils font flotter des drapeaux russes et lancent des proclamations appelant à la sécession. A Donetsk, ils ont proclamé la création d'une république autonome. Chaque jour qui passe donne un écho supplémentaire à leur agitation. Les militants parlent ouvertement de prendre le contrôle des routes et des aéroports, défilant ouvertement l'autorité du gouvernement central.

Recours à la force problématique

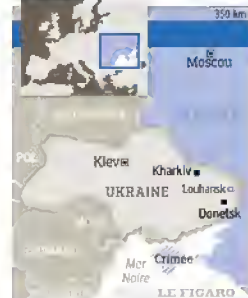
La situation place les autorités dans une position délicate, et le recours à la force est problématique. D'abord parce que la police compte dans ses rangs un certain nombre de sympathisants prorusses. A Donetsk, notamment, beaucoup de policiers originaires de cette grande ville ouvrière et minière ont participé à la ré-



Des militants prorusses s'en prennent à un bus transportant des policiers, hier à Kharkiv, dans l'est de l'Ukraine. © IVASHCHENKO/AFIP

pression de la révolution de Maidan. Ils n'éprouvent pas forcément une grande loyauté à l'égard des nouvelles autorités qui en proviennent et ne se sont pas opposés très vigoureusement à l'occupation des locaux en mars. Des unités plus fiables ont été dépêchées depuis Kiev, mais le gouvernement ukrainien craint qu'une action en force ne débouche sur des affrontements violents avec des militants décidés à en découdre et ne serve de prétexte à Moscou pour intervenir dans ces régions sous prétexte de protection de ses ressortissants. L'armée russe dispose de plusieurs divisions déployées à la frontière ukrainienne, en mesure d'intervenir très vite dans une mission de « maintien de la paix » qui pourrait déboucher sur une séparation des provinces de l'Est. L'armée ukrainienne n'a aucun moyen de les empêcher, et le gouvernement de Kiev semble en être conscient.

Ces actions simultanées de militants prorusses ont été dénoncées par Kiev



comme une nouvelle phase d'un plan russe. John Kerry a repris ces accusations. « Il est évident que des forces spéciales et des agents russes ont joué le rôle de catalyseur du chaos au cours des der-

nières 24 heures », a dit le secrétaire d'État américain à des parlementaires. Cela pourrait potentiellement servir de prétexte artificiel à une intervention militaire comme nous l'avons vu en Crimée.

A Kharkiv, la police a réussi lundi soir à évacuer les manifestants du bâtiment de l'administration régionale par une opération surprise. Mais cette méthode risque de faire long feu à Donetsk et à Louhansk, où les militants ont érigé des barrières pour empêcher une action en force. Ils se souviennent aussi d'une ruse de la police qui avait réussi à les faire évacuer l'immeuble qu'ils occupent déjà en mars en prétextant une alerte à la bombe. L'oligarque Sergueï Akhmatov, l'homme le plus riche d'Ukraine, lui-même originaire de Donetsk, est entré en contact avec les militants pour négocier leur retrait. Akhmatov s'était publiquement opposé à la sécession de l'est de l'Ukraine. Cette médiation n'a pour le moment pas donné de résultats. ■

Le FMI redoute une contagion de la crise

Le Fonds monétaire international a mis en garde mardi contre les risques de contagion de la crise ukrainienne - qui touche déjà la Russie - à l'ensemble de l'économie mondiale. « Des retombées importantes pourraient apparaître en cas de perturbation importante de la production ou du transport du gaz naturel ou du pétrole brut », relève le FMI. La crise à Kiev et la confrontation diplomatique entre Moscou et les Occidentaux qui en a découlé ont fait replonger l'Ukraine dans une profonde récession et causé d'importantes fuites de capitaux de Russie par crainte de sanctions économiques occidentales. Cette crise ukrainienne pourrait aussi menacer l'équilibre budgétaire allemand. « Nous faisons tout » pour que le budget 2015 ne comprenne pas de dette supplémentaire, a expliqué le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble. « Les chances sont bonnes d'arriver à un budget équilibré (...) Mais le futur est imprévisible et je ne peux donner aucune garantie. Par exemple, personne ne sait comment cela va évoluer en Ukraine. » AFP

L'Otan appelle Moscou à la désescalade



François Hollande et Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'Otan, hier à l'Élysée. © BRUNO MAGNIEN

ALAIN BARLUET @abarluet

« J'APPELLE la Russie à reculer. Toute intervention dans l'est de l'Ukraine représenterait une escalade sérieuse », le secrétaire général de l'Otan, qui quitte son poste dans quelques mois, a vigoureusement appelé Moscou à la « désescalade », mardi, trois semaines après l'annexion de la Crimée. « Si la Russie intervenait davantage en Ukraine, ce serait une erreur historique », s'est alarmé Anders Fogh Rasmussen lors d'un séminaire dans le cadre de la préparation du sommet de l'Otan qui se tiendra à Newport, au pays de Galles, début septembre. Ses priorités ont d'ores et déjà été chamboulées par la crise ukrainienne : au retrait d'Afghanistan, prévu fin 2014, s'est substitué un autre dossier, « le plus grand défi posé à la sécurité de l'Europe en une génération », comme l'a résumé le patron de l'Otan. La crise actuelle pousse en tout cas l'organisation à accélérer sa « transformation », au creux du séminaire de mardi, qui désigne l'adaptation de l'Alliance aux nouveaux défis de sécurité.

À la lumière de ces événements, M. Rasmussen a souhaité la mise en place

d'un « plan d'action pour améliorer la préparation » des forces des 28 membres. Ces efforts passent notamment par une meilleure interopérabilité et un renforcement des capacités dans plusieurs domaines, « le renseignement, la défense antimissile, le contrôle et le transport aérien ». Ce défi doit conduire les pays membres, notamment les Européens, à « cesser de couper dans leurs budgets de défense et à inverser la tendance », a martelé M. Rasmussen. « Ces dernières années, certains de nos alliés européens ont réduit leurs dépenses en matière de défense de 40 %, alors que d'autres, comme la Russie, les augmentaient de 40 % », a-t-il poursuivi. Certes, a-t-il convenu, « la sécurité a un coût, mais le coût de l'insécurité est beaucoup plus élevé ».

« Cadeau » d'un nouvel ennemi

Autre impératif souligné par le « secgen », le « renforcement du lien transatlantique » et notamment une « meilleure coopération entre l'Otan et l'Union européenne ». Un vieux projet plus que jamais entouré d'incertitudes. Aux perpétuels balbutiements de la défense européenne s'ajoutent maintenant les questions sur la façon dont les États-Unis pourraient se

réengager sur le terrain stratégique européen. Présents et actifs durant les manifestations de la place Maidan, à Kiev, les Européens se sont révélés impuissants dès lors que la Russie est entrée en scène. Dans cette crise, « nos principaux leviers sont politiques et économiques », a déclaré Jean-Yves Le Drian, présent à l'ouverture du séminaire. « L'Otan n'en demeure pas moins un acteur essentiel de cette crise », a ajouté le ministre de la Défense.

Lui aussi parmi les intervenants, l'ancien ministre Hubert Védrine, auteur il y a deux ans d'un rapport sur la France et l'Otan, a quelque peu « décoiffé » son auditoire. Si, en annexant la Crimée, Poutine vient de faire à l'Otan le « cadeau » d'un nouvel ennemi, cela ne doit pas dispenser l'Alliance d'une réflexion de fond, a développé en substance l'ancien chef de la diplomatie. Selon lui, les pays membres devraient ainsi dresser un bilan approfondi de leur engagement en Afghanistan. Ils devraient aussi réfléchir aux liens entre la dissuasion et la défense, aux caractères d'intervention de l'Alliance et aux incidences entre ses efforts de mutualisation et le projet européen. ■

+ Lire aussi PAGE 18

Le début d'une nouvelle phase dans le scénario russe ?



DÉCRYPTAGE
Isabelle Lasserre
lasserre@lefigaro.fr

S'AGIT-IL d'une nouvelle phase de la stratégie russe vis-à-vis de l'Ukraine ? Probablement. Après s'être emparés du bâtiment de l'administration locale, les séparatistes russes de Donetsk, dans l'est de l'Ukraine, ont proclamé une « république souveraine » et demandent l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Les mêmes événements se sont produits dans les villes de Kharkiv et de Louhansk. Un peu partout dans l'est de l'Ukraine, les activistes prorusses exigent que soient organisés des référendums d'autodétermination qui leur permettraient de demander leur rattachement à la Russie voisine.

Après des semaines de vive tension, on redoute désormais, à Kiev mais aussi à Bruxelles, dans les quartiers généraux de l'Union européenne et de l'Otan, une réédition en chaîne du scénario qui a

mené, le 21 mars, à l'annexion de la Crimée. Une inquiétude nourrie par la présence de 40 000 soldats russes massés aux frontières de l'Ukraine.

Le discours prononcé par Vladimir Poutine le 18 mars donne des indications sur ses intentions. Le président russe s'est engagé à protéger « à tout prix » les russophones vivant sur les terres de l'ancienne URSS. Il a décrit la Russie comme la nation la plus divisée du monde et défilé la légitimité des frontières actuelles de l'Ukraine. Vladimir Poutine veut rétablir l'influence russe sur ses voisins, dont il alimenterait la politique, la diplomatie et les choix économiques en instaurant l'Union eurasiennne, la pièce maîtresse de son troisième mandat. Il a fait de la défense de ses compatriotes vivant à l'étranger de la Russie le cœur de sa doctrine expansionniste. Sur les marches de l'ancien empire soviétique, il entend barter définitivement l'accès à l'Otan et à l'Union européenne. Le Kremlin ne veut pas d'une Ukraine stable, démocratique et proeuropéenne à ses portes, qui pourrait un jour servir d'exemple à la Russie.

Pour achever ces bus, la désattribution de l'Ukraine, qui résiste au projet eurasienn, est sans doute, vue du Kremlin, la meilleure stratégie. À Donetsk et dans les autres villes ukrainiennes, la tactique ressemble fort à celle qui a précédé l'annexion de la Crimée, mais aussi la prise de contrôle des républiques d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie en Géorgie en 2008. John Kerry, le secrétaire d'État américain, a accusé Moscou d'avoir envoyé des forces spéciales, des « provocateurs et des agents » dans l'est de l'Ukraine pour y semer le chaos et créer le prétexte à une intervention militaire. Se disant menacés par les troubles, les Russes ou russophones pourraient alors en appeler à la « mère patrie », qui pourrait, comme elle l'a fait en Crimée, voler à leur secours et en profiter pour annexer un bout de territoire ukrainien.

Projet de « fédéralisation »

Selon les autorités de Kiev, l'agitation entretenue par Moscou dans l'est de l'Ukraine vise aussi à torpiller le scrutin présidentiel du 25 mai, dont les favoris veulent armer le pays à l'Ouest. Le but

de la Russie, selon Kiev, étant de « démembrer » l'Ukraine.

Parallèlement à ses provocations armées, le Kremlin brandit toujours, dans les enceintes diplomatiques, son projet de « fédéralisation » de l'Ukraine, qui est porteur des mêmes objectifs : affaiblir le futur gouvernement et faire rentrer le voisin rebelle dans le giron russe. « Vladimir Poutine a compris que si les interventions russes se faisaient sans pertes humaines, comme en Crimée, il n'y aurait pas de réaction occidentale. Il prépare donc une guerre d'attrition, alimentée par des opérations de désinformation », commente la spécialiste Marie Mendras, à l'occasion d'un colloque au Ceri. D'autres spécialistes, comme les chercheurs de l'International Institute for Strategic Studies Johan Norberg et Fredrik Westerlund, envisagent des scénarios plus ambitieux, comme l'invasion de la côte ukrainienne de la mer Noire, qui permettrait au Kremlin de créer une zone tampon autour de la Crimée et de relier par un corridor la république séparatiste de Transnistrie, en Moldavie. Mais on n'en est pas encore là. ■

EN BREF

Plus de 1 000 migrants secourus au large de l'Italie

La marine italienne a annoncé mardi avoir secouru plus de 1 000 migrants qui se trouvaient sur trois bateaux repérés par un hélicoptère et un drone.

Rajoy contre une Catalogne « hors de l'Espagne »

Le chef du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a affirmé mardi qu'il ne pouvait « concevoir une Catalogne hors de l'Espagne et de l'Europe », lors du débat sur le référendum sur l'indépendance de la région que les députés espagnols devaient rejeter massivement.

Pakistan : une bombe fait 14 morts dans un train

Quatorze passagers d'un train ont été tués mardi dans un attentat à la bombe revendiqué par les séparatistes de l'armée baloutche une en représailles des raids aériens de l'armée pakistanaise lundi.

Scandales, chantages et vidéos menacent le gouvernement grec

Des enregistrements révèlent les liens entre le parti conservateur au pouvoir et les néonazis d'Aube dorée.

EUROPE Le gouvernement grec est en proie à un scandale sans précédent. Tout commence mercredi dernier, à quelques minutes du vote par les députés de la levée de l'immunité parlementaire des membres d'Aube dorée, dont celle d'Ilias Kassidiaris, le porte-parole du parti néonazi. Celui-ci dégage alors une arme puissante. Il brandit un enregistrement, en caméra cachée, d'une de ses nombreuses discussions avec Panagiotis Baltakos, le secrétaire général du gouvernement et bras droit du premier ministre conservateur, Antonis Samaras. Filmé à son insu, Panagiotis Baltakos confie au porte-parole du parti néonazi - dont neuf députés sur 18 sont en prison - que la déferlante judiciaire qui s'abat sur eux, depuis le meurtre d'un rappeur activiste en septembre dernier par un partisan extrémiste, est en fait dilguée par le gouvernement pour des raisons électorales. On y apprend aussi que la procureur en charge du dossier serait une amie proche du premier ministre, ce qui expliquerait les arrestations en cascade.

La diffusion de cette vidéo sur Internet provoque un véritable tollé dans la classe politique et contraint Panagiotis Baltakos à démissionner quelques minutes plus tard. L'opposition de la gauche radicale, Syriza, dénonce, avec force, des connivences au sein du parti au pouvoir avec Aube dorée. Au même moment, la justice dément toute pression politique dans le procès du parti néonazi.

La justice au cœur de la polémique

Pourtant, deux jours plus tard, Ilias Kassidiaris insiste en affirmant disposer d'autres enregistrements entre des membres du gouvernement et un des juges en charge de l'affaire. « Tout ce déballage met au plus mal le premier ministre grec qui se voulait le grand pourfendeur des néonazis, même s'il prônait des positions extrémistes dans ses discours », explique l'historien Nicolas Blouinis. « Il y a toujours eu des accointances politiques entre le parti conservateur, Nouvelle Démocratie, et Aube dorée. Il existe même des courants d'extrême droite dans le Pasok, le parti

socialiste, où on retrouve quelques partisans des Colomels. Le problème se trouve clairement au niveau de la justice qui ne condamne pas Aube dorée pour ses positions politiques extrémistes et négationnistes, mais pour ses délits de corruption », ajoute-t-il.

Le manque d'indépendance de la justice est souvent au cœur de la polémique. Une majorité de la population rapproche aux juges de ne jamais

condamner les ministres et députés corrompus, malgré les preuves. « Il faut dire qu'un seul ministre est en prison à l'heure actuelle, Akis Tsohatzopoulos, un ancien ministre socialiste de la Défense inculpé pour pots-de-vin. Il a 77 ans, c'est un bon émissaire qui paye pour les autres », renchérit Nicolas Blouinis.

Au-delà du scandale judiciaire, ces enregistrements ont provoqué un séisme politique. La question est aujourd'hui posée de savoir si Antonis Samaras pourra sortir indemne de cette épreuve. Dans son entourage, personne ne s'illusionne. La majorité parlementaire de la coalition au pouvoir ne tient qu'à deux députés, et la plupart des ministres savent que cet épisode inopportuniste, et révélateur du système, aura un impact sur le scrutin des européennes, les 18 et 25 mai prochain. ■

A. K. (A. ATHÈNES)



Les militants néonazis d'Aube dorée manifestent à Athènes, en Grèce, le 30 novembre dernier. Le porte-parole de ce parti a rendu publiques des discussions enregistrées en caméra cachée avec des membres du gouvernement. Y. KARAHALIS/REUTERS

Cette « rivière » qui rompt les vieilles digues partisanes

ALEXIA KEFALAS
ATHÈNES

CETTE RIVIÈRE pourrait tout emporter sur son passage et dévaliser les partis traditionnels grecs aux prophéties européennes de mal, ces élections étant propices aux tentatives électorales. Ce nouveau parti incarne en tout cas l'espoir d'un renouveau de la classe politique grecque, considérée comme responsable de ces quarante ans de laxisme budgétaire qui ont mené le pays à la déroute.

Pour ses détracteurs, cette formation est plutôt une menace brandie opportunément par de grands groupes médiatiques. Une chose est sûre, Stavros Theodorakis fait parler de lui. Ce journaliste de 41 ans, star de la télévision privée, a décidé, début mars, de lancer un mouvement, le Potami, « rivière » en grec. Son objectif

est d'aller à la rencontre des citoyens pour recueillir leurs doléances. « C'est un peu ce que je faisais avec mon émission, mais cette fois, je ne me contente pas d'observer, je réagis », explique cette vedette du petit écran, avant de s'asseoir sur son bureau flambant neuf, installé dans le centre d'Athènes.

Habillé d'un jean, de baskets, et portant un sac à dos dans ses tournées à travers le pays, il reste très prudent sur ses déclarations. « Je ne suis pas le Messie et je ne possède pas toutes les clés pour sortir le pays de la crise. Je sens bien que rien ne change et je veux surtout marquer une rupture totale par rapport à la classe politique actuelle inchangée depuis cinquante ans. Ou que j'aïlle, dans les villes et les villages, on me réclame ce changement ! » confie-t-il. C'est exactement ce qu'il s'attelle à faire avec son parti pro-européen, favorable à des réformes radicales. S'il reste réservé sur les problèmes économiques du pays, il met un point d'honneur à vouloir séparer le

18%
d'opinions
en faveur du parti
politique la « rivière »,
en 3^e position dans
les sondages

pouvoir bicéphale État-Église, à en finir avec le népotisme, la corruption, et à établir un mécanisme étatique fiable. « Il est honteux pour les gouvernements précédents, s'insurge-t-il, d'avoir attendu que les ordres viennent de l'étranger, de nos créanciers publics, pour faire des réformes de base, comme, par exemple, établir un cadastre, ou contribuer correctement à l'impôt ! Nous aurions dû le faire sans qu'on nous le dicte. »

Sourire ironique et regard rusé

Stavros Theodorakis est entouré d'autres journalistes, de fonctionnaires, de professeurs, tous acteurs de la société civile, mais qui ne se sont jamais engagés politiquement. Pour les aider, des dizaines de

jeunes bénévoles se relaient. « Certains tiennent le coup, d'autres abandonnent, je les comprends », précise-t-il. L'air faussement détaché, le sourire ironique et le regard rusé, il ne veut rien laisser au hasard. Il avoue ainsi que « même le nom donné au mouvement, Potami, est stratégique, à une époque où les Grecs ne veulent plus entendre parler de parti, de coalition, ni même d'union politique ». Le résultat ne s'est pas fait attendre. À peine un mois après sa création, ce nouveau parti a été propulsé en troisième position dans les sondages, avec un score de 18 % d'opinions favorables.

Souvent comparé à l'italien Beppe Grillo, Stavros Theodorakis sait qu'il a une occasion en or de percer face à une

classe politique qui se délite. Mais la « rivière ne marche pas toujours », surtout s'il s'agit de recycler de vieux fonds de commerce partisanes, tempère Ilias Niko-lakopoulos. Cet analyste politique rappelle que « le centre gauche s'est uni pour les élections européennes en une seule liste appelée Elia, "l'olivier", qui démarrait bien dans l'option, jusqu'à ce que le Pasok socialiste rejoigne le mouvement. Alors Elia a plongé dans les sondages, soulignant la défiance envers les mouvements politiques traditionnels ».

Si nombre d'experts doutent que cette rivière soit pérenne, tous s'accordent à dire que la Grèce vit les prémices d'un changement radical de sa classe politique. ■

Revers électoral pour les indépendantistes au Québec

Philippe Couillard ramène le Parti libéral au pouvoir et devient le nouveau premier ministre de la Belle Province.

LUDOVIC HIRTZMANN
MONTREAL

AMÉRIQUE DU NORD Le Québec a un premier ministre français : Philippe Couillard, 56 ans, français par sa mère et canadien par son père. Réunis lundi soir au Théâtre Plaza, dans le quartier de la Petite Italie de Montréal, les supporters de son Parti libéral du Québec (PLQ) exultaient. Leur succès a causé la déroute des indépendantistes du Parti québécois (PQ) de la première ministre démissionnaire, Pauline Marois. Avec 70 députés contre 30 au PQ, 22 aux populistes de droite de la Coalition avenir Québec (CAQ) et trois à Québec solidaire

(gauche, NDLR), les libéraux ont ravi les 63 sièges nécessaires pour former une majorité. Lors des dernières élections, en septembre 2012, le Parti québécois avait obtenu 54 sièges, contre 50 au Parti libéral.

Au début mars, Pauline Marois, à la tête d'un gouvernement minoritaire, a dissous l'Assemblée nationale, persuadée qu'elle pourrait obtenir une majorité pour mener le Québec vers l'indépendance. Elle a fait appel au magnat de la presse Pierre Karl Peladeau, le patron de Québecor, pour convoquer les indécis que la souveraineté était une solution économiquement viable, mais les sorties controuvées sur l'indépendance du milliardaire, que Pauline Marois a eu du mal

à contrôler, ont fait peur à une partie de la population, divisée sur le sujet. Après un brillant début de campagne pour mener le Québec à l'indépendance, les souverainistes se sont écroulés dans



« Je serai le premier ministre de tous les Québécois »

PHILIPPE COUILLARD

les sondages. La chef souverainiste a alors changé de stratégie et assurée, maladroitement, qu'elle ne voulait plus faire de référendum sur l'indépendance. Le

PQ, qui a aussi voulu imposer une charte de la laïcité mal ficelée qui s'adressait dans les faits aux musulmans, sikhs et juifs, a profondément divisé le vote. Philippe Couillard l'a bien compris et a déclaré au soir de sa victoire : « Je serai le premier ministre de tous les Québécois. »

Si les souverainistes ont été trop confiants au début des élections, ils ont aussi sous-estimé la capacité de mobilisation des fédéralistes qui ont fait le plein de votes chez les personnes âgées, les anglophones et les immigrants effrayés par l'indépendance.

Le troisième parti, la Coalition avenir Québec, a gagné quelques députés par rapport au scrutin de 2012, mais en a surtout fait perdre au PQ. Philippe

Couillard, donné toujours perdant dans les sondages ces derniers mois, a été un peu élu par défaut. Dans son programme, axé sur l'économie et l'emploi, Philippe Couillard veut unir les Québécois pour « travailler ensemble à la prospérité du Québec ». La victoire de cet ancien ministre de la Santé de 2003 à 2008, neurochirurgien de formation et sans grand charisme, est d'autant plus étonnante que son bilan en tant que ministre a été désastreux. Le système de santé québécois est en ruines et près de la moitié des Montréalais n'ont toujours pas accès à un médecin de famille. Le Parti libéral, miné par les scandales lors de son passage au pouvoir de 2003 à 2012, revient vraiment de loin. ■

JEAN-CLAUDE JUNCKER
Candidat du Parti populaire européen

MARTIN SCHULZ
Candidat des Socialistes et Démocrates

DUEL POUR LA COMMISSION EUROPÉENNE

Débat présenté par Caroline de Camaret (France 24) et Dominique Baillaud (RFI).

AUJOURD'HUI EN EXCLUSIVITÉ SUR FRANCE 24 À 17H10 ET SUR RFI À 19H10

À suivre aussi sur france24.com et rfi.fr



SOCIÉTÉ

L'avocat d'Agnelet piégé par son propre client

Au fil des débats, M^e François Saint-Pierre est parfois mis en difficulté par les réactions et les déclarations de l'accusé.

STÉPHANE DURAND-SOUFFLAND
@DurandSouffland
DROITE SPECIAL A RENNES

JUSTICE M^e François Saint-Pierre s'est autorisé, le 2 avril, une mise au point : « Je ne suis pas le porte-parole de Maurice Agnelet. Lui, c'est lui, et moi, c'est moi. » Comment un avocat peut-il défendre cet accusé, qui tient mille fois plus qu'un coupable retors et un innocent maladroit réunis, sans créer une sorte de vide sanitaire ?

Lundi 7 avril, Guillaume Agnelet dynamise les débats : il a la certitude, depuis ses 16 ans, que son père a bien assassiné Agnès Le Roux. M^e Saint-Pierre appelle l'accusé à « porter une parole courageuse et libre », affirmant qu'il n'a « jamais demandé l'acquiescement d'un homme en sachant clairement sa culpabilité ». Plaidé-t-il, à cet instant, pour le box ou pour lui-même ? Tel un ministre des Finances pris

à la gorge, le voici contraint de dévaluer la parole de celui qu'il défend pour sauver sa propre crédibilité, voire sa respectabilité. « Il l'a dit, mais ce n'est pas une raison pour le croire » : cette phrase inouïe lui échappe mardi quand M^e Temime, partie civile, dénonce une énigme redoutable de M. Agnelet.

M^e Saint-Pierre et l'avocat radié du barreau de Nice se sont rencontrés en 1988. À l'époque, le premier est un péna- liste qui commence à se faire remarquer à Lyon et le second, s'il a bénéficié d'un non-lieu pour l'assassinat, vient de purger deux ans ferme pour avoir détourné l'argent d'Agnès. Il poursuit en diffamation Renée Le Roux, qui publie *Une femme face à la mafia* et ceux qui se font l'écho du livre. Il gagne « plusieurs procédures », se souvient son conseil. Et d'évoquer un procureur compulsif qui amuse le cabinet où il surgit coiffé d'un grand chapeau et vêtu d'une cape.

L'affaire criminelle est relancée en 1999. C'est du sérieux. Las, M^e Saint-Pierre prend toute la mesure de la volatilité de son client. Le 22 décembre 2000, M. Agnelet est entendu par un juge de Nice ; le procureur, Éric de Montgolfier, assiste à l'audition. Le mis en cause toise le médiateur chef du parquet et demande s'il est « auditeur de justice » (élève à l'École de la magistrature). Le genre de boutade qui instaure une bonne ambiance...

Nice, 2006, cour d'assises. « Où, quand et comment Maurice Agnelet a-t-il tué Agnès Le Roux ? », demande M^e Saint-Pierre, abattant à intervalles réguliers son atout : le cadavre n'a jamais été retrouvé. Acquiescement. Appel à Aix-en-Provence, en 2007. On ne change pas un refrain qui gagne, croit-il, et l'avocat entorse à nouveau celui du « où, quand, comment ? ». Mais les jurés aixois n'aiment pas cette musique : vingt ans de réclusion.

M^e Saint-Pierre, juriste hors pair, saisit la Cour européenne des droits de l'homme. Celle-ci, début 2013, estime que le procès d'Aix était inéquitable et condamne la France. Pour le troisième round, à Rennes, le Lyonnais de 53 ans monte seul sur le ring, même s'il y avait « beaucoup de volontaires » pour l'accompagner. Le parti pris de la solitude, pourtant, est risqué, avec l'usure propre aux combats recommencés et un client dont l'âge élève les délits au rang de vices. De la même manière que M. Agnelet a fabriqué des preuves contre lui, même, son avocat s'est piégé en obtenant un procès de plus ; peut-être - le verdict le dira - celui de trop.

Car il est obligé de jouer sur deux tableaux : celui du « procès impossible », et celui du procès qui se déroule ici et maintenant, tout à fait possible et fort



Maurice Agnelet (à droite) et son avocat, M^e François Saint-Pierre, lors de leur arrivée au palais de justice de Rennes, le 2 avril. JEAN-SEBASTIEN EVRARD/APP

Instructif. Son client dit tout ce qu'il lui passe par la tête alors que ce qui lui passe par la tête est un cauchemar pour son avocat. Celui-ci ne se lève jamais pour le

Le rapport de l'avocat à la vérité est une question philosophique

M^e SAINT-PIERRE

lancer : « Ce serait trop dur pour lui, il se sentirait abandonné. » Il admet lui avoir passé un savon, hors audience, après que l'intéressé eut affirmé qu'il n'avait jamais voulu « b... Patricia », la sœur de la victime.

La volte de Guillaume sape toute défense de principe, car une scène de crime réa-

liste, désormais, saute aux yeux, avec le cadavre d'Agnès jeté au fossé. Paradoxalement, elle peut redonner de l'air à l'avocat, qui pourra travailler de la pâte humaine et non pas administrer un cours de droit. Plus M. Agnelet a l'air coupable, plus M^e Saint-Pierre parlera de tragédie. Les jurés se souviendront peut-être alors que l'accusé n'a jamais été assis derrière son conseil, mais nettement décalé sur sa gauche ; la robe et le jogging noirs n'auront échangé que de rarissimes conciliabules.

« Le rapport de l'avocat à la vérité est une question philosophique », avait tenté M^e Saint-Pierre après le passage du cyclone Guillaume. Pour M. Agnelet, alléger la vérité, la vraie question porte sur la portée de ses mensonges systématiques : où, quand et comment un jury ne finira-t-il pas par les condamner ? ■

Les « veilleurs », un an de « résistance »

À l'occasion de cet anniversaire, ils se sont réunis à l'unisson mardi soir dans 75 villes françaises.

STÉPHANE KOVACS skovacs@lefigaro.fr

FAMILIE Un an après, la petite flamme de leur espérance ne s'est pas éteinte. Ce mardi soir, quelque 75 villes devaient veiller à l'unisson, pour célébrer le premier anniversaire des « veilleurs », ce mouvement né dans le sillage des manifestations contre le mariage homosexuel. Sagement assis sur des places publiques, à la hauteur de bougies, un livre à la main et quelques citations de grands auteurs en tête, ils avaient choisi de réfléchir sur le thème « Culture et démocratie ». « Les événements politiques ont suscité ou ressuscité chez de nombreuses personnes la prise de conscience d'une responsabilité personnelle face au délitement du sens de l'homme et la dissolution des liens sociaux, à commencer par le bien familial, explique Axel Rokvam, l'un des fondateurs. Nos veilles sont avant tout le signe d'une aspiration à davantage de justice dans une société où l'illusion prend peu à peu la place de la réalité. » À Paris, les « veilleurs » se sont réunis au rythme d'une fois par mois depuis avril dernier.

Qui sont-ils ? Des jeunes et des moins jeunes, pour la plupart catholiques, de droite, et d'un milieu plutôt intellectuel. Pas mal d'anciens scouts, qui aiment à fredonner le refrain de *L'Espérance* : « Reprends courage ! L'espérance est un trésor sur que l'on veut détruire : la filiation », proclament-ils. « Nous ne sommes ni un groupe de prière ni un meeting parisien, nous n'avons ni morale ni programme à asséner, indique Gaultier, porte-parole des

« veilleurs » de Lyon. Nous ne sommes pas des gardiens de musée, des conservateurs de l'ancien monde, ni même simplement des intelligents. Nous sommes des amoureux de la vie. » Comme Confucius, les « veilleurs » affirment que « l'homme qui déplace une montagne commence par déplacer les petites pierres ». Partis de Paris, leurs petits harnais ont embrassé toute la France : ils sont désormais présents dans quelque 200 villes françaises et une douzaine de pays étrangers. Ils ont aussi inspiré d'autres citoyens engagés, comme les « mères veilleuses », ou ces « sentinelles » qui veillent régulièrement, debout, devant le ministère de la Justice.

Une ténacité qui intrigue

« Pourquoi s'obstiner, puisque la loi est votée ? » leur demandent parfois des passants déconcertés. « Il faut d'autant plus s'obstiner qu'elle est votée, témoigne un « veilleur » de Jérusalem. Vigilance rime désormais avec résistance. » Une ténacité qui intrigue le pouvoir. À tel point qu'il y a quelques mois la police des Yvelines pressait une jeune Russe en attente de naturalisation, Anna, d'espionner ces rassemblements... « On nous a mis des bâtons dans les roues à tous les niveaux : 104 personnes ont été arrêtées ! rappelle l'un des avocats des « veilleurs ». Mais 18 d'entre elles ont répondu en portant plainte avec constitution de partie civile. Aujourd'hui, nous sommes en train de réunir les 5 700 euros de frais de consignation... Une procédure pour l'histoire, afin de dénoncer la répression très forte que ce mouvement a subie, alors qu'il n'a jamais commis aucune infraction. »

Pour Henrik Lindell, auteur des *Veilleurs*, enquête sur une résistance (1), « le premier rôle des Veilleurs, aujourd'hui et demain, est d'être un lieu d'apaisement. Ils ont inventé une forme de résistance civile et spirituelle détonante ». Un mouvement qui ferait presque envie à la gauche... « La contestation est passée à droite ! s'exclame Gaël Brustier, chercheur en sciences humaines et membre du PS. L'hégémonie culturelle n'est plus à gauche. » Désormais, « les veilles se sont émancipées de la seule question de la filiation, souligne Axel, et l'ont approfondie et élargie à une plus large réflexion sur l'homme, la liberté, la justice, la vie et la mort. » Portés par « l'espérance », certains ont choisi l'engagement politique, créé des associations. « Qui aurait imaginé que la lueur d'une espérance viendrait du refus spontané d'un projet de loi présenté comme une « avancée sociale » ? s'enthousiasme l'écrivain Denis Tillinac dans sa préface du livre *Veilleurs* (2). Sous d'autres formes peut-être, le printemps des âmes daté de 2013 fera écho ici et là de quoi résister à l'acculturation et à la déprime. » ■

(1) Éditions Salvator.
(2) Éditions Le Centaure.



Rassemblement des « veilleurs » mobilisés contre la loi Taubira, place de la Concorde, à Paris, le 31 août. L. LUNG/LE FIGARO



Tarifs Bas France

au départ de

19.99

€

ALLER SIMPLE, A.P.D.



Sièges alloués 2ème bagage à main gratuit

RYANAIR

Réservez jusqu'à minuit le 10.04.14. Taxes et charges incluses. Voyagez entre mai-juin. Sujet à disponibilité, termes et conditions. Voyages Ryanair sont réservés aux adultes. Les tarifs peuvent varier sans préavis. Ne pas oublier de réserver vos places à l'avance sur Ryanair.com

Initiez le mouvement.

Nouvelle Mercedes Classe C.

Au volant de la Nouvelle Classe C, vous allez jouer un rôle déterminant. Avec une élégance novatrice, alliant sportivité et modernité, elle répond à vos exigences. À l'intérieur, le confort de la Classe C assure la parfaite maîtrise de la conduite. Les équipements de série vous offrent une expérience de conduite unique. Pour plus d'informations, contactez votre concessionnaire Mercedes-Benz.

Une marque Damier

*En option. **Prix client TTC clés en main conseillé pour la Nouvelle Classe C 180 BM6 au tarif en vigueur au 16/12/2013. **Modèle présenté : Nouvelle Classe C 180 B** clés en main conseillé de **44 600€^{TTC}**. Tarif en vigueur au 16/12/2013. **Consommations mixtes de la Nouvelle Classe C de 4,0 à 5,8 l/100 km. Emissi**



Mercedes-Benz

M6 Executive avec jantes alliage 19" avec pneus roulage à plat, ILS (Intelligent Light System), toit ouvrant panoramique électrique et peinture métallisée au prix client TTC
cons de CO₂ de 103 à 135 g/km. Mercedes-Benz France SIREN 622 044 287 R.C.S. Versailles.

Les députés veulent sauver l'écotaxe

Présidée par un socialiste, la commission parlementaire qui planche sur cet impôt tient à sa mise en place.

JEAN-YVES GUERIN ET ANNE JOUAN

ÉCOLOGIE Les députés qui planchent actuellement sur le sujet de l'écotaxe vont-ils désavouer Ségolène Royal ? La nouvelle ministre de l'Écologie avait, jeudi dernier, appelé de ses vœux une « remise à plat » de la taxe poids lourds. Une déclaration interprétée comme un ballon d'essai pour envisager l'abandon de cet impôt très impopulaire. Une possibilité car cette taxe connaît un parcours erratique depuis quelques mois : initialement, elle devait entrer en application en juillet dernier puis en septembre, et enfin en janvier. Devant la révolte des « bonnets rouges » en Bretagne très opposés à cet impôt, Jean-Marc Ayrault, alors premier ministre, avait même, début no-

vembre, suspendu son application. Son principe, pourtant, semblait séduisant : il s'agissait de faire payer les poids lourds qui empruntent les nationales et certaines routes secondaires. Des recettes qui permettraient de financer notamment des infrastructures de transport « durables » (voir infographie ci-dessous).

Or selon nos informations, les députés ne partagent pas le point de vue de Ségolène Royal. Et ils entendent bien garder le principe d'une écotaxe, quitte à faire des modifications à la marge. C'est du moins ce qui va ressortir de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur l'écotaxe créée le 12 novembre par Claude Bartolone, le président PS de l'Assemblée nationale. « À une très large majorité », selon l'expression de l'un d'entre eux, les députés, et ce toutes tendances confondues, sont favorables à l'application de cette taxe. « Le principe est admis car ce n'est pas qu'une taxe écologique mais un financement durable des infrastructures. En résumé, ce n'est pas juste un problème dogmatique d'écologistes », résume le député PS de Gironde, Gilles Savary.

Simplement, les députés souhaitent rebaptiser cette taxe et l'appeler « taxe poids lourds » ou encore « taxe utilisateur-pays », ou encore « redevance participative ». « Nous sommes d'accord pour faire en sorte que ce projet de taxe aboutisse », confie Jean-Pierre Gorges, député UMP d'Eure-et-Loir.

L'avis de cette commission qui rendra son rapport le 30 avril est très important : quand il était premier ministre, Jean-Marc Ayrault avait indiqué qu'il



À l'automne 2013, la mise en place des portiques écotaxe avait déclenché la colère des « bonnets rouges ». REUTERS

tientrait compte de ces travaux pour décider de l'application ou pas de cette taxe. Et son successeur, Manuel Valls, devrait aussi s'en inspirer.

Reste que les travaux de cette commission ne sont pas définitivement bouclés. Mercredi et jeudi, les 50 députés qui la composent vont réaliser leurs dernières auditions. Ils entendront les syndicats de salariés des transports et, à la demande expresse des élus bretons, les membres du Collectif des acteurs économiques bretons.

Un système complexe

Cette commission ne peut pas être suspectée de pencher plus dans un camp politique que dans l'autre. Certes, elle est présidée par un socialiste, le député de l'Indre, Jean-Paul Chanteau qui s'est notamment distingué en s'engageant pour la sortie du nucléaire. Mais sur les 50 députés qui planchent sur le sujet, 27 sont de gauche, et 23 de droite. En revanche, une douzaine viennent de Bretagne (avec une forte représentation de l'Ille-et-Vilaine). « Il s'agissait de répondre au malaise de cet hiver », avance Sophie Errante,

député PS de Loire-Atlantique. Ainsi, il était impossible de dire que cette mission s'était faite sans les Bretons ». Or on peut être breton et pour l'écotaxe. C'est le cas de plusieurs élus de la mission qui ne souhaitent pas en parler à visage découvert. Plus facile d'être un élu breton et de se dire publiquement contre. Comme Hervé Pellois, (DVG) député du Morbihan qui dénonce la complexité du système. « Plus on nous explique comment fonctionne techniquement ce péage, moins nous comprenons comment il marche. Car contrairement à ce que tout le monde pense, il ne s'agit pas simplement de passer sous les portiques », confie-t-il. « Il faut avoir fait bac + 30 pour comprendre ! », rétorque un autre. « C'est une usine à gaz », résume Sophie Errante, qui soutient pourtant cet impôt. Pour nous expliquer techniquement le principe, la mission a entendu un exposé de 70 minutes ! Ce n'est pas possible ! Le système ne me convient pas. »

Hervé Mariton, député UMP de la Drôme relève que « la majorité ne souhaite pas tuer la taxe poids lourds ». Mais qu'une adaptation peut être proposée en lançant notamment l'idée de la régionalisation de la taxe. Fervent opposant à l'écotaxe, Marc Le Fur, député UMP des Côtes-d'Armor, reconnaît que sa position est minoritaire dans la mission. Selon lui, en cette période de crise, cet impôt n'est pas cohérent. « Le président de la mission voulait riposter, changer seulement quelques détails à la marge mais pas remettre en cause le fond », déplore-t-il. Et Isabelle Le Calennec, députée UMP d'Ille-et-Vilaine et opposante à l'écotaxe de résumer : « Les rapports, il y en a plein les placards. Nous ne faisons pas cette mission pour disposer d'outils d'aide à la décision. In fine, la décision de maintenir ou non l'écotaxe reviendra au gouvernement. » ■

LES DATES CLÉS

1999

Le gouvernement Jospin étudie la mise en place d'une écotaxe pour financer les 35 heures. Le conseil constitutionnel invalide le projet.

2007

À l'issue du Grenelle de l'environnement, l'idée d'une « éco-redevance » est adoptée.

2008

La mise en place de l'éco-redevance est votée en octobre. Elle doit rentrer en vigueur en 2011.

Avril 2013

Le Parlement adopte le 24 avril, par un vote de l'Assemblée nationale, le projet de loi mettant en place une écotaxe poids-lourds.

Nov. 2013

Après une série de manifestations en Bretagne, Jean-Marc Ayrault annonce le 19 novembre que l'entrée en vigueur de l'écotaxe est suspendue « aux conclusions et aux recommandations des parlementaires » réunis dans une mission d'information.

Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, lors du premier Conseil des ministres après le remaniement, au Palais de l'Élysée. P. BOUCHONIA/LE FIGARO

Le choix crucial d'un secrétaire d'État aux Transports

Une dizaine de secrétaires d'État doivent être nommés mercredi. La question est de savoir si l'un d'entre eux sera spécifiquement en charge des Transports. Ségolène Royal aurait demandé qu'un secrétaire d'État aux Transports soit rattaché à son ministère de l'Écologie. Autant dire que le profil du prochain intéressé sera particulièrement parlant quant à la volonté du nouveau gouvernement de mettre ou non en place la taxe poids

lourds. Car une partie de la recette générée par l'écotaxe doit servir à financer les transports du quotidien et la modernisation des infrastructures, notamment ferroviaires. « Le plus grand défenseur de l'écotaxe était Frédéric Cuvillier, l'ancien ministre des Transports, qui a disparu dans la tourmente du remaniement », fait observer Marc Le Fur, député UMP des Côtes-d'Armor. Frédéric Cuvillier pourrait faire son retour. Si tel est le cas, ce serait un signal fort envoyé à la mise en place de l'écotaxe. J.-Y.G. ET A.J.

ZOOM

Euthanasie : Vincent Lambert transféré à la Pitié-Salpêtrière à Paris

Selon nos informations, le jeune tétraplégique, dont la question sur son maintien en vie sera tranchée par la justice fin juin, a été transféré lundi du CHU de Reims à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. Il y restera 5 jours pour subir des examens neurologiques poussés, à la demande des experts médicaux nommés par le Conseil d'État en février dernier.

EN BREF

Affaire des « fadettes » : Bernard Squarcini condamné

L'ancien patron du renseignement intérieur français, Bernard Squarcini, a été condamné mardi à 8000 euros d'amende par le tribunal correctionnel de Paris, qui l'a reconnu coupable d'avoir réquisitionné illégalement les factures téléphoniques détaillées (« fadettes ») d'un journaliste du Monde.

Conduite en état d'ivresse : Depardieu condamné

Gérard Depardieu a été définitivement condamné mardi à Paris à une amende pour conduite en état d'ivresse lors de sa chute à scooter en 2012. Son permis n'a pas été suspendu.

Le contrat Ecomouv' dans le collimateur

LUNDI soir, Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, a eu une réunion avec les hauts fonctionnaires des différents ministères qui planchent dans l'ombre depuis des mois sur le projet de l'écotaxe. C'est la première fois qu'elle rencontrait ces membres de la haute administration, convaincus du bien-fondé de la mise en place de la taxe poids lourds. Or la réunion s'est mal passée...

Pourtant, l'État ne va plus pouvoir tergiverser longtemps. Il va lui falloir très rapidement, selon la formule consacrée, « réceptionner l'ouvrage » livré par le consortium Ecomouv', emmené par l'Italien Autostrade (filiale de Benetton, qui exploite des autoroutes de l'autre côté des Alpes). Il s'agit d'une étape importante car à partir du moment où l'État réceptionne l'ouvrage, il doit verser à Ecomouv' un loyer de 20 millions d'euros par mois, et ce même si la taxe n'est pas perçue.

Pour Ecomouv' cette étape constitue un enjeu considérable qui dépasse de loin les 800 millions que l'État lui devrait s'il devait ne pas tenir les engagements pré-

vus dans ce PPF (partenariat public privé). En fait, il s'agit d'une histoire d'Image pour Autostrade, qui emploie 10 000 salariés dans le monde et qui possède 70 % du capital d'Ecomouv'. En d'autres termes, une réception de l'ouvrage lancerait un signal fort aux futurs clients d'Autostrade : le groupe est capable de mettre en place des systèmes complexes qui fonctionnent. Une manière pour les Italiens d'éviter tout « risque industriel » en perdant des marchés pour cause de mauvaise publicité.

Une société d'économie mixte

Pour éviter d'avoir à donner une partie de la collecte à une société privée, les députés de la mission sur l'écotaxe ont eu une idée : pourquoi ne pas changer le contrat que l'État a signé avec Ecomouv' ? Le dénoncer puis le renégocier en créant une société d'économie mixte avec l'État et les collectivités locales ? En excluant Ecomouv'. L'objectif serait de rendre la taxe « moins crispante », selon l'expression de Sophie Errante, députée

PS de Loire-Atlantique. « J'en ai discuté avec Michel Cornil, le vice-président d'Ecomouv', c'est l'une des hypothèses étudiées », assure Gilles Savary, député PS de Gironde. Pour Ecomouv', il est techniquement possible de mettre en place une société d'économie mixte. Il faut d'abord résilier le contrat existant, en établir un nouveau et faire entrer Ecomouv' à hauteur de 49 %, au plus. La perception de la taxe se ferait alors par une entreprise publique. Toutes les parties concernées (État, élus, collectivités locales, Ecomouv') pourraient y trouver leur compte, confie une source proche du dossier.

Dans ce cas de figure, Ecomouv' devrait licencier ses 210 salariés. Un vrai risque que qui n'émeut pas beaucoup le gouvernement. « Quand Lejaby est en difficulté, c'est tout juste si Arnaud Montebourg, alors ministre du Redressement productif n'enfile pas des dessous féminins pour défendre les salariés. Quand il s'agit d'Ecomouv', tout le monde s'en moque », gélisse un connaisseur du dossier. ■

J.-Y.G. ET A.J.

Principaux projets menacés par la suspension de l'écotaxe

NOMBRES DE PROJETS

52	Bus à haut niveau de service	6	Voie
20	Tramway et tram-train	4	Navettes
8	Transport par câble ou crémaillère	2	Métro

Et aussi
28 Projets à mobilité durable et autres
2 Augmentation de capacité

Source : Direction générale de l'Équipement des transports

SCIENCES

La France redécouvre le risque sismique

Un tremblement de terre de magnitude 5,3, lundi soir dans le sud-est du pays, a causé une belle frayeur.

MARIELLE COURT [@MarielleCourt](#)

SISMOLOGIE Une magnitude de 5,3 sur l'échelle de Richter. Lundi soir, à 21 h 27, une grande partie du sud-est de la France a tremblé. L'épicentre, à cinq kilomètres sous terre, se trouvait à hauteur de Jausiers, à quelques kilomètres de Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence). En France, on estime qu'un tel séisme intervient environ tous les dix ans et tous les trente ans dans les Alpes. Il a été ressenti à Digne, tout au long de la vallée de l'Ubaye, à Gap et Briançon et même au-delà, dans des villes telles que Grenoble ou Nice (probablement ressentis par 2 678 610 personnes réparties dans 1 312 communes, estimation établie par l'Observatoire des sciences de la terre, l'EOST de Strasbourg). S'il n'y a eu que très peu de dégâts, les témoignages évoquent un bruit terrible et une grande émotion.

« La zone de Barcelonnette est connue pour son potentiel sismogénique », rappelle Olivier Bouc, responsable de l'unité risques sismique et volcanique au BRGM. Dans cette région, le précédent tremblement de terre significatif n'est pas très vieux. Il remonte à février 2012 (4,8 sur l'échelle de Richter). « La sismicité de cette zone n'est pas étonnante du fait de la structure des failles », rappelle le spécialiste. Elle est due aux compressions qui forment les Alpes nées de la remontée de la plaque

tectonique africaine sur la plaque européenne.

Depuis le séisme de lundi, plusieurs répliques sont intervenues, mais d'intensité bien moindre. « La région de Barcelonnette connaît régulièrement des mouvements depuis 2002-2003. C'est un réajustement des contraintes », souligne Olivier Bouc.

Si la France métropolitaine subit quelque 2 500 tremblements de terre chaque année, la très grande majorité passe totalement inaperçue. La base de données SisFrance a recensé, avec les archives depuis le IX^e siècle, plus de 6 000

événements suffisamment importants pour que les effets ressentis et les dommages causés soient décrits ou recensés. D'où une estimation de leur intensité.

Sachant que les Antilles sont la région de France où le risque est le plus important, quatre grandes zones sismiques ont été identifiées en métropole : les Pyrénées ; les Alpes du Sud avec les Bouches-du-Rhône ; les Alpes du Nord avec la Savoie et l'Isère ; enfin la région de Bâle, Mulhouse et de Belfort. « Mais l'alerte peut arriver sur tout le territoire », rappelle le scientifique. Touraine et Poitou-Charentes ont connu des

séismes très destructeurs. Ainsi en 1711, la ville de Loudun a enregistré un séisme d'intensité de 7 à 8. Ce qui signifie des dommages importants. Mais jusqu'à aujourd'hui, le tremblement de terre le plus violent en France aurait été celui de Bigorre le 21 juin 1660 : peut-être une intensité de 8 ou 9.

Reste que, vue la situation sismologique actuelle, les scientifiques s'accordent à dire qu'un méga-séisme comme ceux qui menacent le Japon ne pourrait pas arriver en métropole. La probabilité d'un tremblement de terre de magnitude 6 est déjà très faible.

De très nombreux chercheurs dans le monde tentent de trouver les moyens d'anticiper les séismes. Mais il n'y a pour l'instant aucune unanimité sur les travaux effectués. La sismologie en revanche a fait d'énormes progrès grâce à des instruments toujours plus efficaces et précis pour caractériser les sources sismiques et leurs effets en fonction des structures géologiques des sols. » Sur la

La sismologie a fait d'énormes progrès grâce à des instruments toujours plus efficaces et précis pour caractériser les sources sismiques

Après chaque séisme, les regards se tournent vers Nice

Et si tout cela se passait aussi à Nice ? La ville est située dans la zone d'alerte élevée et c'est une grande ville avec beaucoup de constructions, commente Claire Arnal, directrice de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur au BRGM. Si la ville avait connu le même séisme que celui de lundi soir dans les Alpes-de-Haute-Provence, il y aurait eu une autre émotion. « Localement, tout le monde garde en mémoire le tremblement de terre qui a secoué la ville d'Imperia en Italie, de l'autre côté de la frontière. C'était le mercredi des cendres de 1887, les habitants se trouvaient tous à l'église, la coupole

s'était effondrée, faisant 400 morts. Imperia se trouve à un bout de la faille. Si le séisme s'était déroulé à l'autre extrémité, c'est Nice qui aurait été touchée. Outre les morts et les blessés qu'un séisme peut entraîner, un autre problème intervient très vite : celui des sans-abri, dont le nombre se compte vite en milliers. « Ça a été un des problèmes majeurs du tremblement de terre de l'Aquila, toujours en Italie, qui date de 2009. D'ailleurs, le centre-ville n'est pas encore réhabilité », rappelle Claire Arnal. La meilleure prévention reste bien sûr la construction d'immeubles

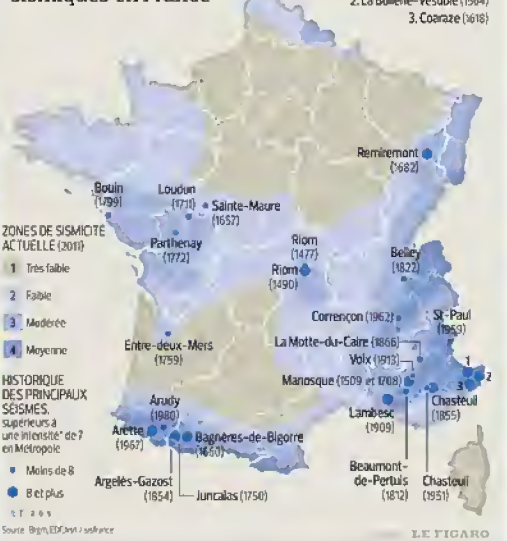
parasismiques. Mais le renouvellement de l'immobilier n'est pas plus rapide à Nice que dans le reste de la France, soit 1 % par an. « Localement, nous avons beaucoup travaillé avec la ville sur la prévention, et les choses ont bien évoluées ces vingt dernières années », assure toutefois le spécialiste. Un service de risque sismologique a été mis en place, des opérations de sensibilisation sont menées notamment auprès des enfants dans les écoles. Reste qu'après chaque changement de maire à la faveur des élections municipales dans la région, il faut souvent recommencer ! M.C.

base de travaux américains, le BRGM, avec l'Observatoire Midi-Pyrénées, le Bureau central sismologique français ainsi que des partenaires espagnols, a adapté pour les Pyrénées un système qui permet en quelques minutes après un séisme d'avoir une carte régionale des effets attendus, précise Olivier Bouc. Il existe de même des mécanismes d'alerte précoce, qui se déclenchent en quelques secondes pour permettre aux compagnies de chemin de fer d'arrêter des trains ou à une usine de suspendre son activité. » Mais ils sont encore rares. À défaut de pouvoir prévenir on sait aujourd'hui un peu mieux secourir. ■

Comment rendre un bâtiment « invisible » aux ondes sismiques ?



Séismes et risques sismiques en France



Une expérience prometteuse d'« invisibilité sismique »

TRISTAN VEY [@veytristan](#)

PEUT-ON rendre des bâtiments ou des villes « invisibles » aux tremblements de terre en forçant les ondes sismiques à les contourner ? Cette idée, moins saugrenue qu'il n'y paraît, s'inspire de célèbres travaux sur la lumière réalisés par le physicien anglais John Pendry. Ce dernier avait démontré en 2006 qu'il était possible de créer un matériau sur lequel les rayons lumineux « glisseraient », ce qui le rendrait invisible. Sa théorie reposait essentiellement sur le caractère ondulatoire de la lumière. Or, mathématiquement, il n'y a pas vraiment de différence entre une onde de type électromagnétique et une onde mécanique (houle, séisme, etc.).

« Nous avons réalisé qu'en forçant des trous ou en plaçant judicieusement des piliers dans le sol, il serait possible d'obtenir un effet similaire », explique Sébastien Guenneau, directeur de recherche du CNRS à l'Institut Fresnel de Marseille qui a imaginé ce concept de cape d'invisibilité sismique. « Il nous restait à vérifier que les simula-

tions numériques et la théorie que nous proposons en 2009 tenaient la route. »

Stéphane Brûlé pour sa part, sismologue de formation et ingénieur BTP chez Ménéard, tombe par hasard sur les travaux de ses collègues marseillais. Enthousiasmé par l'idée, il propose de monter une expérience de terrain afin de valider le concept. Le dispositif mis en place à Grenoble est assez lourd. Plusieurs dizaines de trous de 32 cm de diamètre et 5 m de profondeur sont creusés à intervalles réguliers dans un grand rectangle (un terrain de badminton). Des dizaines de capteurs sismiques sont alors disposés sur une zone un peu plus grande. Un vibreur, qui émet 50 vibrations par seconde (50 hertz), est enfoncé dans le sol devant l'installation.

Les résultats, publiés dans la revue *Physical Review Letters*, sont très encourageants : les ondes sismiques artificielles sont clairement détournées par les différents puits créant une « bande interdite ». « Ce n'est qu'une preuve de concept, mais cela montre que des inhomogénéités artificielles dans le sol permettent de contrôler la propagation des ondes », se félicite Stéphane Brûlé.

Une autre expérience, menée à Lyon en 2012 – mais dont les résultats n'ont pas encore été publiés –, serait encore plus concluante. « Cette fois-ci, les trous étaient plus larges et disposés en arcs de cercle concentriques », raconte Sébastien Guenneau. C'est une configuration plus proche de ce que nous imaginons pour protéger des bâ-

Des inhomogénéités artificielles dans le sol permettent de contrôler la propagation des ondes

STÉPHANE BRÛLÉ, SISMOLOGUE

timents. » C'est la chute d'un poids de plusieurs tonnes d'une hauteur de 20 mètres qui a simulé le séisme. « Les fréquences obtenues pour les ondes sismiques sont plus basses et plus proches de la réalité », souligne Stéphane Brûlé. La « cape antisismique » aurait parfaitement fonctionné.

Bien sûr, cette cape ne rend pas complètement invisible. La Terre se soulève sous l'effet des ondes les plus longues, de taille kilométrique, rappel-

le Stéphane Brûlé. Celles-ci ne sont pas détournées, mais ce ne sont pas les plus dangereuses. En pratique, il faudra surtout protéger les bâtiments des fréquences avec lesquelles ils entrent en résonance. Généralement ce sont les ondes comprises entre 1 et 10 Hz.

Une troisième expérience doit être menée fin 2014 dans une configuration quasi réelle afin de vérifier l'efficacité du dispositif pour l'intégralité de cette gamme de longueurs d'onde. Si cela fonctionne, les ingénieurs prendront le relais afin de trouver des applications concrètes. « Cela pourrait permettre de protéger des centrales nucléaires, des aéroports ou des bâtiments historiques pour lesquels il est compliqué de mettre en place des fondations antisismiques », note Sébastien Guenneau.

Le chercheur a réussi à se faire allouer 1,5 million d'euros sur 5 ans par le Conseil de recherche européen pour ses travaux. Il utilise une partie de cette enveloppe pour mettre au point des dispositifs antisismiques fonctionnant sur le même principe. « Les installations de protection des digues sont déjà très encourageantes », estime-t-il. ■

ZOOM

Stimulation électrique encourageante pour les paralysés

Une nouvelle étude américaine montre que la stimulation électrique sur des paralysés reste prometteuse. Selon ces travaux (publiés dans la revue *Brain*), trois volontaires parapalés sont redevvenus capables de bouger volontairement les hanches, les chevilles et les oreilles, mais pas de marcher. « La croyance qu'aucune récupération n'est possible et qu'une paralysie complète est permanente est désormais contestée », écrit Susan Harkema de l'université de Louisville, l'une des auteurs de l'étude. Ces volontaires se sont vu appliquer un courant électrique à des fréquences et des intensités variables dans la région lombosacrée du bas du dos. S'ils n'ont pas pu marcher, ils ont vu leur état général s'améliorer, leur masse musculaire augmenter, avec une meilleure régulation de la pression artérielle, une moindre fatigue et une sensation générale de mieux-être.

Ian Thorpe pourrait perdre l'usage d'un bras

La légende de la natation australienne vit un nouveau drame. Il a été placé en soins intensifs à la suite d'une grave infection.

JEAN-JULIEN EZVAN @JeanJulienEzvan

NATATION Descente aux enfers. En janvier dernier, Ian Thorpe (31 ans) a été hospitalisé dans une clinique de Sydney pour « dépression et abus d'alcool ». En février, l'ancienne star australienne des bassins était de nouveau hospitalisée après avoir avalé un cocktail de médicaments, dont des antidépresseurs. La chaîne de télévision Seven Network a, ce mardi, rapporté que l'ancien nageur a contracté une infection lors d'une intervention chirurgicale et, placé en soins intensifs, pourrait perdre l'usage de son bras gauche.

L'Australie suit avec angoisse les nouvelles qui accompagnent la chute de celui qui reste l'une de ses plus célèbres figures sportives. Thorpe, modèle de précoce, symbole de réussite. Enfant bûche, doré, adulé. Avant d'arpenter sans fin la face sombre. Flashback. Janvier 1998, cheveux peroxydés, un jeune concurrent éclaboussé de sa classe les championnats du monde disputés à Perth. Médaille d'or (devant son compatriote Grant Hackett). Visage radieux, sourire éclatant. Invité à dîner. Il sera ensuite, avec l'athlète Cathy Freeman (dernière porteuse de la flamme) l'une des stars des Jeux olympiques de Sydney en 2000 (médailles d'or sur 400 m nage

libre, 4 × 100 m et 4 × 200 m, médaille d'argent sur 200 m). Il deviendra même le premier nageur à collectionner 6 titres lors des Mondiaux de 2001 à Fukuoka (200 m nage libre, 400 m, 800 m, 4 × 100, 4 × 200 m et 4 × 400 m 4 nages). Sommet.

Addiction et dépression

Dans son palmarès, entre écarts et éclats, brillent 11 titres mondiaux, 5 médailles d'or olympiques (record australien du genre) et 13 records du monde. Avant la retraite précipitée. À 24 ans. Une porte claquée avant un come-back désespéré. Source d'intense frustration, de profonde désillusion pour « Thorpedo » [« la

torpille »] qui visait un nouveau départ pour les Jeux olympiques 2012 à Londres après avoir tourné le dos à la natation en 2006... Loin des vivats des bassins, Ian Thorpe a, dans la pénombre, usé les couloirs d'une vie sans reliefs. L'année dernière, l'Australien avait, dans une émouvante autobiographie, C'est moi, posé, sans tard, des mots crus sur ses problèmes d'addiction et de dépression. Il livrait ses états d'âme : « Même ma famille ignore que j'ai passé une grande partie de ma vie à me battre avec ce que je pourrais appeler une dépression rampante (...) J'ai consommé de l'alcool comme un moyen de déharrasser ma tête de pensées terribles, comme un moyen de gérer mes hu-

meurs. » Il confiait encore ses douleurs, son mal-être, son quotidien hanté : « C'était un terrible trou noir. Je suppose qu'il était inévitable que je me sois tourné vers des moyens artificiels pour maîtriser mes sentiments et j'ai trouvé l'alcool. »

Ligne brisée. Cible de tous les regards, la légende de la natation a été confrontée pendant des années à des rumeurs sur son orientation sexuelle avant de démentir qu'il était homosexuel. En 2007, mis en cause pour un contrôle « suspect », le nageur avait, des mois plus tard, été blanchi par l'agence australienne antidopage. Thorpe, carrière précoce et fulgurante, avant, bien loin des bassins, de continuer à faire parler de lui. ■

Détenteur d'un palmarès exceptionnel (11 titres mondiaux, 5 médailles d'or olympiques et 13 records du monde), Ian Thorpe a pris une retraite prématurée en 2012, à 24 ans. AMA/PRESSE SPORTS

libre, 4 × 100 m et 4 × 200 m, médaille d'argent sur 200 m). Il deviendra même le premier nageur à collectionner 6 titres lors des Mondiaux de 2001 à Fukuoka (200 m nage libre, 400 m, 800 m, 4 × 100, 4 × 200 m et 4 × 400 m 4 nages). Sommet.

Addiction et dépression

Dans son palmarès, entre écarts et éclats, brillent 11 titres mondiaux, 5 médailles d'or olympiques (record australien du genre) et 13 records du monde. Avant la retraite précipitée. À 24 ans. Une porte claquée avant un come-back désespéré. Source d'intense frustration, de profonde désillusion pour « Thorpedo » [« la

torpille »] qui visait un nouveau départ pour les Jeux olympiques 2012 à Londres après avoir tourné le dos à la natation en 2006... Loin des vivats des bassins, Ian Thorpe a, dans la pénombre, usé les couloirs d'une vie sans reliefs. L'année dernière, l'Australien avait, dans une émouvante autobiographie, C'est moi, posé, sans tard, des mots crus sur ses problèmes d'addiction et de dépression. Il livrait ses états d'âme : « Même ma famille ignore que j'ai passé une grande partie de ma vie à me battre avec ce que je pourrais appeler une dépression rampante (...) J'ai consommé de l'alcool comme un moyen de déharrasser ma tête de pensées terribles, comme un moyen de gérer mes hu-

meurs. » Il confiait encore ses douleurs, son mal-être, son quotidien hanté : « C'était un terrible trou noir. Je suppose qu'il était inévitable que je me sois tourné vers des moyens artificiels pour maîtriser mes sentiments et j'ai trouvé l'alcool. »

Ligne brisée. Cible de tous les regards, la légende de la natation a été confrontée pendant des années à des rumeurs sur son orientation sexuelle avant de démentir qu'il était homosexuel. En 2007, mis en cause pour un contrôle « suspect », le nageur avait, des mois plus tard, été blanchi par l'agence australienne antidopage. Thorpe, carrière précoce et fulgurante, avant, bien loin des bassins, de continuer à faire parler de lui. ■

L'ombre d'un doute pour le Bayern, Barcelone en danger

Le Bayern et l'Atlético sont en favoris avant de recevoir Man Utd et le Barça.

CYRILLE HADDOUCHE @chaddouches

FOOTBALL L'ombre d'un doute. Sur un piedestal depuis son triple la saison dernière, le Bayern Munich, ce mercredi à l'Allianz Arena, aborde son quart de finale retour de la Ligue des champions face à Manchester United avec une petite fièvre dans sa carapace. En position favorable après leur match nul à Old Trafford (1-1), les champions d'Europe n'en demeurent pas moins sous la menace d'une formation anglaise qui n'a plus que l'Europe pour sauver une saison totalement ratée en Premier League. En dépit de la supériorité collective manifeste des Bavarois, les hommes de David Moyes avaient ainsi failli créer la sensation au match aller en suivant un plan de jeu certes simpliste (réduction des espaces et contre-attaques) mais adapté à l'asymétrie du rapport de forces entre les deux équipes.

À l'outlet de rendre stérile la possession de balle d'une équipe allemande qui s'est sortie du piège manucien en pratiquant un football plus direct dans la foulée de l'entrée en jeu de Mandzukic. Depuis qu'ils ont conquis le titre de champion d'Allemagne, fin mars, les hommes de Pep Guardiola semblent aussi avoir perdu de leur inoxydable détermination, com-

me en atteste l'étonnante mauvaise passe de trois matchs sans victoire sur laquelle ils restent. Avec, en prime, une défaite à Augsburg (1-0) samedi mettant un terme à une série de 53 rencontres d'invincibilité. « J'ai toujours dit que j'en perdrais un jour ou l'autre. Je suis triste que j'en ait perdu, mais l'objectif est le match contre Manchester United depuis des semaines. On ne peut pas comparer la Bundesliga et la Ligue des champions », a tempéré Pep Guardiola, qui avait aligné une équipe totalement remaniée à Augsburg.

Opposition de styles

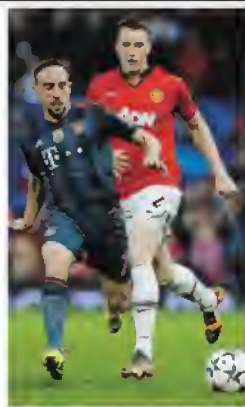
Avant de mettre en garde son équipe - diminuée par les absences de Thiago (blessé), Schweinsteiger et Martinez (suspendus) au milieu - sur les données tactiques de la rencontre : « Ils jouent très bien le contre en attendant vos erreurs. J'ai peut-être tort, mais je pense que Manchester va défendre à neuf ou dix autour de la surface et attendre un coup franc ou un corner pour nous taper. » Septième de Premier League à 7 points de la dernière place qualificative pour la prochaine édition de la C1, Manchester United jouera sa saison à Munich. Moyes, qui ne pourra pas compter sur Fellaini et Rafael blessés, devra en revanche aligner Wayne Rooney. Forfait ce week-end en raison d'une

QUARTS DE FINALE RETOUR			
CHELSEA	hier	PARIS SG	
BOR. DORTMUND		REAL MADRID	
MANCHESTER U.	mer. 20h45	MANCHESTER U.	
ATLÉTICO MADRID	beIN (1-1)	FC BARCELONE	
ATLÉTICO MADRID	beIN (1-3)	FC BARCELONE	

blessure à l'ortil, l'attaquant s'est entraîné normalement ce mardi. Son retour devrait donner un coup de boost à ses coéquipiers en quête d'un incroyable exploit à l'Allianz Arena.

Tenu en échec au Camp Nou sur le même score par l'Atlético Madrid (1-1), Barcelone devra aussi marquer ce mardi à Vicente Calderon pour atteindre les demi-finales. Un défi délicat pour les coéquipiers de Lionel Messi qui butent sur la défense de fer des Madrilènes depuis le début de saison. Ce quart de finale retour entre deux équipes n'ayant pas réussi à se départager lors de leurs quarts précédents confrontations cette saison (2 fois en Supercoupe d'Espagne, une fois en Liga et lors de la demi-finale aller) s'annonce donc particulièrement incertain.

L'opposition de styles entre le « tiki-taka » catalan et la débâche acharnée d'énergie des « colchoneros » promet des étincelles. « Nous partons avec un certain désavantage, qui nous oblige à marquer au moins un but », a admis l'en-



Ribéry (à gauche, Bayern) et Jones (Man Utd) lors du quart de finale aller, le 1^{er} avril.

traîneur barcelonais, Gerardo Martino, conscient de l'obligation pour ses joueurs d'accélérer les échanges pour défaire le maillage défensif ultra-serré tissé par l'entraîneur madrilène, Diego Simeone.

« Dans aucun des quatre matchs joués contre l'Atlético, nous n'avons pris l'avantage au score. Nous allons essayer de le faire pour voir comment ils réagissent. Ce pourrait être la clé », indique Xavi, le capitaine Blaugrana. Également à la lutte pour un sacre domestique, les deux équipes ont d'ores et déjà rendez-vous lors de la dernière journée de Liga. ■

EN BREF

Natation : Agnel s'impose sur 400 mètres

Le champion olympique du 200 m, Yannick Agnel, a décroché un premier titre de champion de France, sur 400 m nage libre (en 3'49"65), mardi, à Chartres, gagnant ainsi son billet pour l'Euro de Berlin, en août.

Tennis : Inde-Serbie en barrage de la Coupe Davis

La Serbie de Djokovic défendra mi-septembre sa place dans le groupe mondial en Inde. L'Espagne de Nadal se rendra, elle, au Brésil. Les autres barrages : Israël-Argentine ; Canada-Colombie ; États-Unis-Slovaquie ; Pays-Bas-Croatie ; Ukraine-Belgique ; Australie-Ouzbékistan.

Équitation : Bost forfait pour la finale mondiale

Roger-Yves Bost a déclaré forfait pour la finale de la Coupe du monde de saut d'obstacles, du 18 au 21 avril à Lyon, sa jambe manquant « de condition physique ». Patrice Delaveau, Kevin Staut et Simon Delestre défendront les chances françaises.

Voile : les figuristes au cap Finisterre

Le duo Gwennolé Gahinet-Paul Melinat (Safraan-Guy Cotten) occupait la tête de la Transat AG2R La Mondiale, mardi, à 16 heures et à l'approche du cap Finisterre.

Montpellier résiste à toutes les épreuves

Le club héraultais se débat depuis 18 mois avec les difficultés financières et les sanctions sportives qui découlent de l'affaire des paris.

CÉDRIC CALLIER ccallier@lefigaro.fr

HANDBALL « Montpellier sera toujours là. » Pour Michaël Guigou, l'international emblématique du club héraultais, cela ne fait aucun doute. Et cette saison le prouve de la plus belle des manières. En lice pour le titre de champion de France, derrière le surprenant leader Dunkerque, et aux portes du dernier carré de la Coupe EHF, la deuxième plus grande compétition européenne, la formation montpelliérine fait preuve d'une incroyable résilience. Car, depuis la révélation de l'affaire des paris présumés truqués fin septembre 2012, le sort s'acharne sur le Mahb.

Sportivement tout d'abord, avec les départs des principaux concernés par le scandale, dont la tête de gondole Nikola Karabatic. Un démantèlement de l'effectif qui avait stoppé net Montpellier la

saison dernière et ouvert un boulevard à Paris SG vers son premier titre de champion de France. Après cinq années de règne héraultais. Mais la formation dirigée par Patrice Canayer était loin d'être au bout de ses peines. L'impact sur le terrain s'est accompagné d'un autre, encore plus douloureux, sur les finances du club. Ainsi, le principal sponsor du Mahb (Brother) s'est retiré, laissant inévitablement un grand vide derrière lui. À tel point qu'avant le début de l'exercice 2013-2014, quatre joueurs de l'effectif héraultais ont vu leurs contrats invalidés par la Commission nationale d'aide au contrôle de la gestion (CNACG).

Finalement, hormis le dommage collatéral vécu lors du Trophée des champions, où Montpellier décida d'aligner ses jeunes en guise de réaction, tout est rapidement rentré dans l'ordre. En surface. Car cela ne chan-

geait pas le nœud du problème : malgré une baisse importante de son budget (de 7,4 millions à 6,60 millions d'euros), le Mahb restait sur le fil du rasoir en raison de sa masse salariale. Trop fragile, la situation débouchait



MICHAËL GUIGOU

« Il y a une vraie volonté politique à Montpellier de conserver une belle équipe de handball »

sur une sanction le 4 février dernier, sous la forme d'un retrait de deux points au classement. En cause, « un non-respect dans des proportions importantes de son budget prévisionnel pour la saison 2012-2013 ». Autant dire

une nouvelle conséquence de l'affaire des paris. Le coup de grâce définitif cette fois pour les Héraultais ?

Absolument pas. Malgré cette tempête qui n'en finit plus, Montpellier reste compétitif et enchaîne les victoires. D'où cette question : comment le club héraultais fait-il pour toujours se relever ? « Tout simplement car c'est dans la culture de la ville, et qu'il y a un véritable savoir-faire dans ce club, confie Michaël Guigou au Figaro. Je pense qu'il réunit beaucoup de bons ingrédients, notamment sur le plan humain, et que rien n'arrive par hasard. Il y a une vraie volonté politique à Montpellier de conserver une belle équipe de handball. » Mais si la volonté est louable, encore s'agit-il de l'accompagner d'une compétence idoine.

À ce titre, l'international tricolore ne tarit pas d'éloges au sujet de Frédéric Anquetil, un des anciens capitaines

emblématiques de Montpellier, qui a, depuis, pris la direction du centre de formation : « Il est discret, mais il effectue un travail exceptionnel. C'est un éducateur avant tout, qui a un très bon rapport avec les jeunes. Il leur inculque de vraies valeurs, ce qui est la base selon moi. Et puis, il a ce talent de réussir à les faire éclore, à leur donner confiance, à pleinement travailler leur potentiel. C'est grâce à lui que la politique formatrice du club fonctionne si efficacement. »

Celle-ci permet au Mahb de pouvoir continuer à regarder droit dans les yeux le Paris SG version gatarienne, malgré des moyens sans commune mesure. Mais, plus encore, avec les Mathieu Grébille et autre Baptiste Bonnel, le club héraultais fait le bonheur de... l'équipe de France. Celle qui domine la planète et qui n'hésite pas à s'appuyer sur la capacité à toujours se renouveler de Montpellier. ■

LE CARNET DU JOUR

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité

par téléphone

01 56 52 27 27

par télécopie

01 56 52 20 90

par courriel

carnetdujour@figaromedia.fr

sur notre site

www.carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne TTC :

24 C du lundi au jeudi

27 C le jour de diffusion

des magazines (vendredi et samedi)

Réduction à nos abonnés :

nous consulter

Reprise des annonces sur :

www.carnetdujour.lefigaro.fr

www.dansnoscoeurs.fr

thèses

Rainier ROCCHI

directeur honoraire

des Affaires culturelles

de la Principauté de Monaco,

est à l'honneur.

Homme discret, à l'humilité

intellectuelle sans faille,

après de musique et de peinture,

c'est la littérature qui reste

depuis son plus jeune âge

sa grande passion.

Encore jeune étudiant,

il a été admis à la faculté de lettres,

son intérêt pour le Nouveau Roman

le conduira à rencontrer

plusieurs fois,

l'écrivain Nathalie Sarraute.

Rencontre décisive à 11 ans, il était

26 ans à la direction des

Affaires culturelles, nommé

en 1982, il en devient en 1992,

directeur, la direction qu'il

décidera, de quitter en 2008.

À partir de 2009, ayant toute

liberté pour s'adonner

entièrement à sa passion,

(marginalisée pendant ses fonctions),

il décide de reprendre ses études littéraires

et ses recherches par 5 années

à l'université de Nice Sophia-Antipolis,

en vue du doctorat.

Après sa toute récente

soutenance,

à la faculté de lettres

de Nice Sophia-Antipolis sur

l'œuvre de Nathalie Sarraute,

à l'épreuve de l'interdisciplinarité

avec pour thème 5 dimensions

du jury, Mme Ann Jefferson

de l'université d'Oxford,

actuellement la référence

internationale de cet auteur,

il vient d'obtenir avec brio, le

diplôme de docteur en lettres,

avec mention très honorable

et félicitations du jury.

Nous vous félicitons !

deuil

Mme Dominique Bagot,

née Bénédicte Sirel,

son épouse,

Mme Gisèle Debilly,

M. Olivier Rouard,

M. et Mme Yvonne Bagot,

Mme Olivia Bagot

et M. Mickaël Frevil,

M. et Mme Éric Bagot,

M. Tristan Bagot,

ses enfants,

Ninon, Marc et Paul,

ses petits-enfants,

Mme Françoise Sirel,

née Rendu,

Mme Catherine Sirel

ont la douleur

de vous faire part

du rappel à Dieu de

Dominique BAGOT

envoyé à leur affection

le 5 avril 2014.

44, chemin des Bruyères,

99280 Sainte-Croix.

Le FIGARO

le carnet du jour

Souvenir, Messes,

Services religieux

Partagez le souvenir d'un cher

dans le carnet du jour

Tél. 01 56 52 27 27

Fax. 01 56 52 20 90

carnetdujour@figaromedia.fr

Mme Félix Balagny,
née Volande.
Le non de Lapointe, son épouse,
Bertrand, Gérard, Xavier,
Dominique, et leurs épouses,
ses enfants,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants

vous font part
du rappel à Dieu de

M. Félix BALAGNY

le 6 avril 2014,

dans sa 98^e année.

La cérémonie religieuse

aura lieu le vendredi 11 avril,

à 15 heures, en l'église

de Villefleur (Seine-Martinique).

Renée Bétray,

son épouse,

ses filles,

ses petits-enfants,

ses arrière-petits-enfants,

ses neveux et nièces

et toute sa famille

ont la profonde tristesse

de vous faire part du décès de

Guy BÉTRAY

officier de Légion d'honneur,

médaille militaire,

croix de guerre 1939-1945,

survécu le 5 avril 2014, à Paris,

dans sa 90^e année.

La cérémonie religieuse sera

célébrée le vendredi 11 avril,

à 10 h 30, en l'église

Saint-Pierre-du-Gros-Calvaire,

92, rue Saint-Dominique,

à Paris (7^e), sa paroisse.

20, avenue de la Motte-Picquet,

75007 Paris,

Mme Michel Bouquin-Hugues,

Mme Paul Bouquin,

Mme Pierre Bouquin,

ses belles-sœurs,

ses neveux et nièces,

petits-enfants et arrière-petits-enfants,

en union avec

ses frères et sa sœur,

Maurice, Jacques, André,

Germaine, Michel, Paul, Pierre,

Myrlam, sa secrétaire,

Rita et André,

ses fidèles employées,

ont la tristesse

de vous faire part

du rappel à Dieu de

Jeannette BOUTON

infirmière, spécialiste

du sommeil,

neuropédoagogue,

médaille militaire,

en son domicile, le 6 avril 2014,

dans sa 93^e année.

La cérémonie religieuse

aura lieu le jeudi 10 avril,

à 14 h 30, en l'église

Saint-Pierre-du-Martroi

d'Orléans.

Cet avis tient lieu de faire part.

3 ter, avenue

Jean-Baptiste-Clément,

92100 Boulogne-Billancourt.

M. et Mme Yvonne Bagot,

Mme Olivia Bagot

et M. Mickaël Frevil,

M. et Mme Éric Bagot,

M. Tristan Bagot,

ses enfants,

Ninon, Marc et Paul,

ses petits-enfants,

Mme Françoise Sirel,

née Rendu,

Mme Catherine Sirel

ont la douleur

de vous faire part

du rappel à Dieu de

Anne-Marie

BLANCHET de LA LANDE

« Ninette ».

le 7 avril 2014.

La cérémonie religieuse sera

célébrée le samedi 12 avril 2014,

à 16 heures, en la cathédrale

de Treguier (Côtes-d'Armor).

Cet avis tient lieu de faire part.

M. Pierre FRACHOT

né Marie-Cécile

de Chazay-sur-Bion.

le 7 avril 2014,

dans sa 97^e année.

La cérémonie religieuse

sera célébrée le vendredi 11 avril,

à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice.

Paris (6^e), suite

d'une bénédiction à 16 heures,

en l'église de Bessy-sur-Braye

(Sarthe) et de l'inhumation

dans le caveau de famille.

Paris.

Ses sœurs,

ses belles-sœurs,

ses beaux-frères,

ses neveux et nièces

ont la tristesse

de vous faire part du décès de

Nicole BUSCH

survécu le 28 mars 2014,

à l'âge de 87 ans,

à Colombes (Seine-Saint-Denis).

Véronique et Marshall Parke,

Douce et Raphaël Vendel,

Alban et Philippe Boudanger,

Gilles et Béatrice

de Champvillier,

Arnaut et Laurence

de Champvillier,

Marc-Léon et Catherine

de Champvillier,

Arme de Champvillier,

ses enfants,

ses petits-enfants

et arrière-petits-enfants,

ses neveux et nièces

ont la grande tristesse

de vous faire part du décès de

Michel de CHAMPVILLIER

survécu le 5 avril 2014, à Paris,

dans sa 90^e année.

Une messe sera célébrée

en l'église

Notre-Dame-de-Grâce-

de Passy, Paris (16^e),

le jeudi 10 avril, à 14 h 30,

ainsi qu'en l'église

de Champagne-Mouron

(Charente),

le vendredi 11 avril,

à 15 heures,

suivie de l'inhumation

dans le caveau familial.

Mme Adrien GALTIER

née Maude Motte,

le 7 avril 2014, à Paris,

à l'âge de ses 101 ans.

La cérémonie religieuse

sera célébrée le jeudi 10 avril,

à 14 heures, en l'église

Saint-François de Moulins,

34, rue Montparnasse,

Paris (14^e).

L'inhumation aura lieu

dans l'inhumation, au cimetière

de Saint-Jean de Luz.

Maurice Delafont,

son épouse,

Laurence Delafont,

sa fille,

et toute la famille

ont la peine et l'émotion,

vous font part du décès de

André DELAFONT

né Gaudin,

survécu le 7 avril 2014,

dans sa 87^e année.

La cérémonie religieuse sera

célébrée le vendredi 11 avril,

à 10 heures, en l'église

de l'Immaculée Conception,

à Paris (12^e),

34, rue du Louvre. Vous

suivie de l'inhumation au

cimetière de Serviers (Gard).

84, cours de Vincennes,

75012 Paris.

Grasse (Alpes-Maritimes).

Mme Marion Delebois,

son épouse,



Des journalistes devant le siège social de Vivendi à Paris, le 14 mars, jour où le conseil de surveillance du groupe a décidé d'engager des négociations exclusives avec Altice, la maison mère de Numericable. D. ALLARD/REA

Vivendi: la nuit la plus longue


Bertille Bayart
bbayart@lefigaro.fr

Veillée d'armes, jeudi 3 avril, autour de la place Charles-de-Gaulle-Étoile, à Paris. Les têtes sont à nu, épreuve. Car, le lendemain, l'une des plus grandes batailles qu'il connues le capitalisme français va trouver son épilogue : celle pour le rachat de SFR, la filiale télécoms de Vivendi, que se disputent Patrick Drahi et Martin Bouygues.

Depuis l'Étoile, il faut remonter l'avenue Kléber pour trouver le commando de Patrick Drahi. Les dirigeants du groupe Altice-Numericable, le banquier Bernard Mourad (Morgan Stanley), les communicants de Havas ont installé leur camp de base dans les bureaux d'Alexandre Marquet au cabinet d'avocats Franklin. Mais ce jeudi soir, il faut descendre encore un peu plus l'avenue pour les croiser. Ils tiennent le temps au Co-pernic, brasserie ordinaire des beaux quartiers, devenue leur deuxième QG. « Le Copernic, c'est idéal pour faire une révolution, non ? » s'amuse l'un d'eux. Une boutade qui résume l'enjeu : dans cette opération, la grenouille Numericable (1,3 milliard de chiffre d'affaires) entend bien avaler le bœuf SFR (10 milliards).

À l'opposé de l'Étoile, vers le nord, une autre équipe est sur des charbons ardents. Celle de Martin Bouygues, dans sa « war room » du 32, avenue Hoche, où sont rassemblés ses collaborateurs, ses banquiers chez Rothschild et HSBC et ses avocats de chez Daresis.

À mi-chemin, côté ouest, l'ambiance est studieuse chez Vivendi, avenue de Friedland. Le comité spécial du conseil de surveillance du groupe tient son ultime réunion. Il y a la Henri Lachmann, l'ex-PDG de Schneider et l'ami du président de Vivendi, Jean-René Fourtou, Alexandre de Juniac, le PDG d'Air France KLM, Daniel Camus, un ancien dirigeant d'Aveniris et d'EDF, et Nathalie Ercanli, qui représente les salariés actionnaires. « Notre travail, c'était d'instruire le dossier pour préparer les décisions du conseil. On s'est réunis une dizaine de fois en un mois », raconte Henri Lachmann, qui préside le petit groupe.

Beaucoup d'argent sur la table

Cette réunion n'est cependant encore qu'une sorte de répétition générale avant le conseil du lendemain. Depuis trois semaines, la date du 4 avril est surplombée de rouge dans tous les agendas. C'est la fin de l'exclusivité de trois semaines accordée par Vivendi à Numericable. C'est donc pour Bouygues la dernière chance de s'inviter à la table.

Les deux concurrents s'épient, se suivent à la trace. Il y a déjà beaucoup, beaucoup d'argent sur la table. Patrick Drahi propose à Vivendi 11,8 milliards en cash et 32 % des actions du futur SFR-Numericable. Bouygues aligne 13,15 milliards de cash et 21,5 % du capital d'un SFR-Bouygues Telecom. Mais, à la veille de ce conseil décisif, chacun sait qu'il va falloir surenchérir au moins une fois encore. C'est en effet ainsi que le jeu se déroule depuis un mois, et la partie n'est pas tout à fait finie. Maintenant, c'est une question de timing. Il faut tirer le plus tard possible, pour que l'adversaire ait aussi peu de temps que possible pour réagir. « On est en veille, prêts à déjauger à tout instant », explique un des acteurs.

Chez Bouygues, la tension est maximale. Depuis trois semaines, le groupe est contraint de naviguer à vue, faute de contacts avec Vivendi. Résultat : jusqu'au jeudi soir, Bouygues n'est même pas sûr de l'heure à laquelle le conseil de Vivendi a été convoqué ! Initialement programmée à 17 h 30, la réunion a été

La bataille pour SFR s'est jouée au sein du conseil de Vivendi, réuni vendredi et samedi derniers. Quarante-huit heures de huis clos qui ont fait pencher la balance en faveur du patron de Numericable, Patrick Drahi, au détriment de Martin Bouygues.

avancée à 15 h 30. À 11 h 27 vendredi matin, Martin Bouygues déclenche son offensive : c'est maintenant 15 milliards d'euros de cash qu'il met sur la table. Le chiffre est rond, il marque les esprits. Dans le camp Bouygues, on espère surtout qu'il met la barre trop haut pour Numericable, surtout à quatre heures seulement du conseil.

De fait, Patrick Drahi a visé en dessous, à 12,5 milliards d'euros. « Il a été sonné par les 15 milliards de Bouygues », affirme un acteur du dossier. « Faux », rétorquent deux proches du patron de Numericable. « On savait que Bouygues continuerait sur sa lancée, c'est-à-dire hors sujet. En proposant plus de cash et moins d'actions, Bouygues ne relevait pas réellement le prix total de SFR », poursuit l'un d'eux.

Patrick Drahi traverse l'Étoile à 14 h 30. Il passe une vingtaine de minutes avec Jean-René Fourtou au siège de Vivendi. « Je vous laisse le choix. Mettez le curseur où vous voulez entre le cash (de 11,8 à 15,1 milliards d'euros) et les actions (de 32 % à 10 %). À ce moment-là, il faut cependant encore les croire, lui et ses banquiers, sur parole ou presque : toute la documentation bancaire n'est pas encore finalisée pour monter à 15,1 milliards d'euros.

Mais, à la faveur des trois semaines écoulées, c'est un dossier de 300 pages décrivant l'opération Altice-Numericable qui est sur la table du conseil quand celui-ci commence à 15 h 30. Celui de Bouygues est, forcément, beaucoup plus mince. Devant les administrateurs, les dirigeants de Vivendi - en particulier le président du directoire, Jean-François Dubos, et le responsable des opérations financières, Régis Turrini - se relaient pour faire les présentations, avec les équipes des banquiers Thierry Varène (BNP Paribas), Pierre Tattévin (Lazard) et Pierre Hudry (Goldman Sachs). Les avocats sont là aussi : Dominique Bompoin, Marcus Billam, ainsi que Jean Vell.

Au sein du conseil, les 15 milliards de Bouygues ont fait leur effet. « On a regardé les deux offres, vraiment. Mais, indépendamment des surenchères, ce qui avait fait la différence le 14 mars, quand nous avions choisi Numericable, restait vrai », explique à posteriori un membre du conseil. La différence, c'est la concurrence. Chez Vivendi, on s'inspire des exigences que pourrait avoir l'Autorité de la concurrence et qui pourraient, dans le pire des cas, remettre en cause une opération Bouygues-SFR. « Si Martin Bouygues est si sûr de lui, qu'il prenne la totalité du risque sur ses épaules », explique un administrateur. Lundi 31 mars, Vincent Bolloré, futur président de Vivendi, a appelé Martin Bouygues pour lui passer le message. Mais les solutions techniques qui permettraient d'immuniser Vivendi contre le risque d'exécution - comme au moment du rachat d'EMI ou de la vente d'Edis - ne sont pas envisageables pour une opération à 15 milliards. « C'est un prétexte pour nous dire non », affirme un proche de Bouygues, convaincu que le jeu n'a jamais été équitable : « De bout en bout, Vivendi a été de mauvaise foi et s'est servi de nous comme d'un lièvre. »

Dès lors, la balance penche nettement en faveur de Numericable, dont l'offre est considérée comme « plus facile » chez Vivendi même si certains haussent le sourcil face à l'endettement dont va se lester le groupe de Patrick Drahi. « Les administrateurs n'ont pas voulu qu'il mette 15 milliards de cash dans ce deal », affirme même un proche du groupe. Son financement, arrangé

par la banque JP Morgan, « est très bien ficelé », conteste une autre source proche de Vivendi. De toute façon, Vivendi n'est pas à la recherche de cash à tout prix. Vincent Bolloré, en particulier, plaide pour garder beaucoup d'actions du nouveau groupe. L'industriel veut conserver des marges pour l'avenir, quand il s'installera aux commandes du groupe. Il dévalue peu à peu son jeu au sein du conseil. Et ce vendredi, son soutien à l'offre de Numericable est sans ambiguïté. Ce qui, hors des murs de Vivendi, en surprendra peut-être certains, qui l'avaient cru au soutien de la mobilisation de l'établissement en faveur de Bouygues. « Si certains se sentent trahis, c'est qu'ils ont fait l'erreur de se croire capables de lire cet homme-là », s'amuse un protagoniste.

Moins de deux heures pour un vote unanime

Pourtant, vendredi soir, il reste quelques voix dissidentes autour de la table du conseil. Celle de Pascal Cagné, l'ex-patron d'Apple Europe, déjà isolé le 14 mars. Celle de Claude Bébérac surtout. L'ancien patron d'Axa n'a pas de droit de vote au conseil de Vivendi dont il est le censeur. Mais il en est aussi un parrain, une caution morale. Difficile de passer outre. À 20 h 30, les administrateurs préfèrent en rester là, et suspendent la séance. Au moins pourront-ils honorer les dîners où ils ont été invités. Claude Bébérac pourra s'il le souhaite demander une dernière fois à Martin Bouygues des garanties supplémentaires. Mais d'autres administrateurs éminents de Vivendi s'emploieront encore dans la soirée et le lendemain matin à convaincre les plus hésitants de ne plus tergiverser.

L'équipe Bouygues apprendra cette suspension de la réunion par les agences de presse. Patrick Drahi a lui droit à un appel de Vivendi. Et il n'apprécie pas. La prolongation des débats lui permet certes de mettre les dernières virgules à sa documentation, mais il redoute qu'elle permette à Bouygues de remettre un pied dans la porte puisque les négociations exclusives tombent à minuit. La nuit est courte pour tout le monde. Ce samedi, les deux camps s'apprêtent à jeter leurs dernières forces dans la bataille. 15,5 milliards d'euros et 5 % du capital, propose cette fois Bouygues. « Mais ce n'était plus le sujet », commente un proche de Vivendi. Patrick Drahi veut en finir. Il écrit aux administrateurs - et en appelle quelques-uns - samedi matin : « À 16 heures, je rentre à Genève. »

Il aura moins à attendre. Le conseil reprend ses travaux à 11 heures et, en l'absence d'éléments fondamentalement nouveaux, les dernières résistances tombent. Il faudra moins de deux heures pour un vote unanime en faveur de Numericable. L'ambiance se détend d'un coup. Patrick Drahi est appelé pour la signature. Le temps que les techniciens et communicants fassent leur travail, les administrateurs prennent l'air dans les jardins, et déjeunent rapidement. Les dirigeants de Vivendi préviennent ceux qui doivent l'être. Jean-François Dubos écrit ainsi un simple mail à Martin Bouygues. On appelle aussi Arnaud Montebourg, « très renoué », affirme une source. « On s'était blindés depuis des jours contre les pressions des pouvoirs publics, les appels des "amis des amis" », ironise un administrateur. « Je ne suis pas sûr que les réflexes de l'établissement, parfois un peu sectaire, en tout cas révélateurs de sa tendance à ne pas vouloir sortir de ses habitudes un peu dogmatiques, ne l'aient pas emporté », explique Henri Lachmann.

À 15 h 30, la nouvelle est officielle. Le patron d'Altice-Numericable a déjà rejoint son QG et annoncé la nouvelle à ses troupes. « Il était ému. Enfin... quelques minutes... avant de nous dire de nous mettre au boulot ! », raconte un proche. Le soir, Patrick Drahi est effectivement rentré à Genève, pour un dîner en famille. ■



Je vous laisse le choix. Mettez le curseur où vous voulez entre le cash (de 11,8 à 15,1 milliards d'euros) et les actions (de 32 % à 10 %)

PATRICK DRAHI, PATRON DE NUMERICABLE. CECIL TREPOUX/AGF

PASCAL
PERRINEAU

Professeur
des Universités
à Sciences Po
Chercheur au Centre
de recherches politiques
de Sciences Po
(CEVIPOF, CNRS)

LA DROITE a gagné haut la main les élections municipales, au-delà même de ses espoirs. À une exception près : Paris. L'électorat de la capitale se démarque sociologiquement de celui de l'ensemble de la France, comme l'expose dans notre entretien Madani Cheurfa, chercheur et secrétaire général du Cevipof-Sciences Po Paris.

L'impressionnante victoire locale de la droite la remet en selle pour les prochaines échéances électorales (européennes en mai, sénatoriales en septembre, régionales et départementales au début de l'année prochaine).

Souvent, sous la V^e République, les succès locaux ouvrent la voie à une victoire nationale, présidentielle et/ou législative. Ce fut le cas en 1981 et 2002 pour la gauche, en 1986 et 2002 pour la droite. Mais, souligne Pascal Perrineau, pour transformer le plomb de victoires locales en or d'une victoire nationale, il faut un chef, une organisation et une stratégie. En 1981 il y avait François Mitterrand, le Parti socialiste et l'union de la gauche. En 2002, il y eut François Hollande, le Parti socialiste et le rassemblement écolo-socialiste. En 1986 il y eut Jacques Chirac, le RPR et l'union des droites. En 2002, il y eut à nouveau le même scénario, aidé par la disparition de la gauche. Qu'en est-il aujourd'hui ? À la lumière des dernières études d'opinion, Pascal Perrineau montre les recompositions qui affectent la droite, ceux qui font désormais la course en tête (Alain Juppé, Nicolas Sarkozy et François Fillon) ainsi que les rapports de force et les différences de type de popularité de chacun.

UMP: les trois candidats favoris de l'opinion

Après la victoire des municipales, Alain Juppé rejoint Nicolas Sarkozy et François Fillon dans la course à la candidature à l'élection présidentielle de 2017.

ÉTUDE Pour transformer le plomb des victoires locales en or d'une victoire nationale, il faut un chef, une organisation et une stratégie. Depuis des mois, la droite a offert le spectacle de ses querelles de chefs, de ses fractures organisationnelles et de ses incertitudes stratégiques. Le succès des municipales devrait mener à une clarification et une reorganisation du dispositif politique de la droite. Comme souvent, la question de l'homme ou de la femme susceptible de porter victorieusement les espoirs et les ambitions de cette famille politique se pose. Pour l'instant, celles et ceux auxquels les électeurs prêtent un « avenir politique » ne sont pas légion. Au regard de la dernière cote d'avenir telle que la mesure chaque mois la Sofres pour Le Figaro Magazine, on peut distinguer trois catégories de leaders : les « confirmés », les « possibles » et les « peu investis ». Certes, tous ces leaders n'ont pas toujours d'ambition présidentielle, mais, dans les trois catégories ci-dessus, la volonté de tenter sa chance dans les primaires qui devraient permettre de choisir le prochain candidat de la droite à l'élection présidentielle est assez bien répartie et concerne une petite dizaine de leaders.

Cependant, sur la ligne de départ, certains sont mieux placés que d'autres, même si, on s'en souvient avec les primaires socialistes de 2011, des « outsiders » peuvent s'inviter au bal des prétendants et compter de tout leur poids. À gauche, la carrière politique d'hommes comme Manuel Valls et Arnaud Montebourg a connu une brusque accélération due aux primaires. À droite, Nathalie Kosciusko-Morizet, Xavier

Bertrand, Bruno Le Maire, Valérie Pécresse ou encore Laurent Wauquiez peuvent connaître des destins de ce type.

Néanmoins, il est nécessaire de regarder attentivement qui fait la course en tête, les recompositions qui affectent dans la période récente les rapports de force et les types de popularité qui se construisent. Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international, n'étant pas dans la « course nationale », nous nous pencherons

Dans l'histoire des candidats à l'élection présidentielle, ce n'est pas toujours le plus populaire qui s'impose

sur le trio des leaders UMP les plus populaires (Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, François Fillon), auquel nous ajouterons le secrétaire général du parti, Jean-François Copé. Les trois premiers bénéficient d'une cote d'avenir supérieure à 30 % qui les font régulièrement figurer dans le quintette des personnalités auxquelles on prête le plus d'avenir en compagnie des deux leaders de gauche que sont Manuel Valls et Martine Aubry.

La série des cinq derniers baromètres politiques mensuels de la Sofres pour Le Figaro Magazine montre qu'après avoir atteint un haut niveau au début de l'année Nicolas Sarkozy connaît une certaine érosion et est rejoint par le fondateur de l'UMP, Alain Juppé, qui enregistre une progression sensible. Juste avant les municipales, les deux hommes rassemblent 36 % de Français qui souhaitent leur voir jouer un rôle

politique important dans les mois et les années qui viennent. Derrière ce duo de tête, François Fillon stagne autour des 30 %, alors que le chef du parti, Jean-François Copé, continue d'enregistrer un lourd handicap, avec seulement 17 % de soutien, ce qui le ravalait au rang des « leaders possibles » mais non confirmés. Cependant, dans l'histoire des candidats à l'élection présidentielle, ce n'est pas toujours le plus populaire qui s'impose. En 1981, le populaire Michel Rocard céda la place au dirigeant du Parti socialiste qu'était François Mitterrand. En 1995, le populaire Édouard Balladur fut vaincu par le

président du RPR, Jacques Chirac.

Si l'on s'en tient à la popularité large (« image positive ») des leaders recensés par le baromètre CSA L'Observatoire politique pour Les Échos et Radio Classique, 1^{er}-2 avril 2014 telle qu'elle a été mesurée aux lendemains des municipales, on constate que celles-ci ont déplacé les lignes de l'affrontement et de la concurrence entre les différents leaders de la droite. Alain Juppé, auréolé de sa victoire imparable à Bordeaux, du sort en grand vainqueur. En un mois, son image positive s'est améliorée de 7 points (de 49 à 56 %), ce qui l'installe aujourd'hui dans la situation enviable d'homme politique préféré des Français. Nicolas Sarkozy et François Fillon n'ont connu qu'un frémissement de 2 points (de 42 à 44 % pour le premier, de 40 à 42 % pour le second). En dehors de ce trio de tête, le patron de l'UMP, Jean-François Copé, enregistre une

forte hausse de 8 points (de 19 à 27 %) liée au succès des candidats de l'UMP aux municipales, qui lui permet tout juste de sortir des abîmes de l'impopularité.

À l'issue des élections municipales, les trois hommes de droite qui ont aujourd'hui les faveurs de l'opinion n'ont pas tout à fait les mêmes structures de popularité. L'ancien président de la République Nicolas Sarkozy dispose d'un soutien dont le centre de gravité est davantage droitier. Le fondateur de l'UMP, Alain Juppé, bénéficie d'une popularité beaucoup plus « centrale » et marquée par un haut niveau de soutien chez les cols blancs et les professions libérales. François Fillon recueille, à un niveau inférieur, le même type de popularité qu'Alain Juppé. La popularité sarkozyste explique que, pour l'instant, c'est l'ancien président de la République qui dispose d'une avance chez les sympathisants de l'UMP, qui seront au cœur du processus des élections primaires.

En revanche, dans la perspective d'un combat électoral où le centre a fait défaut au second tour de l'élection présidentielle de 2012, la logique de rassemblement politique large de la « non gauche » peut offrir un avantage comparatif non négligeable à Alain Juppé et même à François Fillon.

Le ton de la campagne de 2016-2017, les axes stratégiques de celle-ci, la place occupée par la candidature du Front national, le degré d'érosion de la gauche seront autant d'éléments qui donneront un espace de réussite plus ou moins fort à telle ou telle popularité et à celui qui l'incarne.

1 L'image des principaux leaders de l'UMP

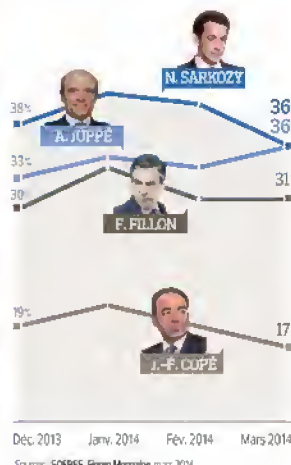
QUESTION : « POUR CHACUNE DES PERSONNALITÉS SUIVANTES, DITES-MOI SI VOUS EN AVEZ PLUTÔT UNE IMAGE POSITIVE OU PLUTÔT UNE IMAGE NÉGATIVE ? », en % d'image positive

	A. Juppé	N. Sarkozy	F. Fillon	J.-F. Copé
Ensemble	56%	44%	42%	27%
Profil de l'interviewé				
Cadres prof. libérales	57%	44%	47%	21%
Employés ouvriers	53%	47%	39%	26%
Proximité politique				
Gauche	50%	18%	32%	17%
Droite	78%	77%	64%	46%
FN	45%	56%	33%	28%
Vote au 1^{er} tour présidentielle 2012				
Hollande	62%	19%	40%	18%
Bayrou	62%	38%	37%	12%
Sarkozy	75%	85%	67%	50%
Le Pen	54%	55%	39%	27%

Source : Sondage CSA pour Les Échos et Radio Classique, réalisé par téléphone les 1^{er} et 2 avril 2014. Arrière-plan : échantillon national représentatif de 1000 personnes âgées de 16 ans et plus.

2 La cote des personnalités de l'UMP dans l'opinion

(Cote d'avenir SOFRES)



Sources : SOFRES, Figaro Magazine, mars 2014

3 Les leaders de la droite au regard du niveau de leur cote d'avenir

QUESTION : « VOULEZ-VOUS ME DIRE SI VOUS SOUHAITEZ LUI VOIR JOUER UN RÔLE IMPORTANT AU COURS DES MOIS ET DES ANNÉES À VENIR ? », en % de oui



*a annoncé son retrait de la vie politique

Sources : SOFRES, Figaro Magazine, mars 2014

Madani Cheurfa : la politique de logements sociaux façonne un électorat

Madani Cheurfa est chercheur au CNRS et secrétaire général du Cevipof.

LE FIGARO. - Comment s'explique le succès de la gauche à Paris alors que les listes PS sont en échec sur l'ensemble du territoire ?
Madani CHEURFA. - Quelques chiffres suffisent à préciser la singularité parisienne. Selon l'Insee, 51,3 % des ménages parisiens sont des ménages d'une seule personne (33,7 % pour la métropole), les cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 27,4 % de la population parisienne de plus de 15 ans (8,7 % pour la métropole), 41,7 % des Parisiens présentent un diplôme de l'enseignement supérieur à bac + 3 (contre 12,7 % au niveau de la métropole). Sociologiquement, l'électeur parisien s'intéresse à la politique et vote en

étant parfaitement édifié sur les enjeux en débat. Il porte les valeurs d'une nouvelle bourgeoisie urbaine prescriptive de ce qui est moderne, bon, beau ou vrai.

Est-ce à dire que les Parisiens ont été plus civiques qu'aux scrutins municipaux précédents ?
Ils ont moins voté qu'en 2001 et qu'en 2008. Cependant, le record d'abstention de 1995 n'est pas battu (50,3 % au premier tour). La participation parisienne de 2014 est inférieure à la moyenne nationale, mais elle est supérieure à celle des Lyonnais et des Marseillais ; les Parisiens ont aussi plus voté que les habitants des 41 plus grandes villes françaises. Plus abstentionnistes qu'en 2008, les Parisiens de 2014 ont aussi plus voté

blanc ou nul d'un scrutin à l'autre (-55 % entre les premiers tours et -78 % entre les seconds tours de 2008 et de 2014) et d'un tour à l'autre (-79 % entre les deux tours de 2014). Si l'on rapporte aux inscrits le total des abstentions et des votes blancs ou nuls, 46,15 % des électeurs parisiens au premier tour et 45,2 % au second tour ont refusé de répondre à l'offre électorale des 23 et 30 mars 2014.

Comment le mode de scrutin particulier à Paris a-t-il influencé la tendance ?
La logique et les effets du mode de scrutin parisien ont amplifié la victoire d'Anne Hidalgo ; elle n'a gagné aucun arrondissement au premier tour mais l'a emporté au second tour avec une majorité plurielle de 91 conseillers de

Paris (PS-PCF-PRG-GU-R et S-FELV), soit 305 681 voix, c'est-à-dire 53,33 % des exprimés, 51,42 % des votants, 30 % des inscrits, 13,62 % des Parisiens. En fait, pour obtenir une majorité au Conseil de Paris, il lui suffisait de s'assurer au second tour dans un minimum d'arrondissements d'un total de 23,44 % d'inscrits rendus « électoralement utiles » (soit 238 734 électeurs, 41,65 % des exprimés, 40,16 % des votants et 10,64 % des Parisiens).

La géographie électorale parisienne n'ayant pas été bouleversée, y a-t-il encore des arrondissements tests pour la politique d'Anne Hidalgo ?
Malgré la persistance de la structure politique parisienne (l'Ouest à droite, l'Est à gauche) - ce « cadastre électoral » visible à l'échelle du quartier -, la dyna-

misme de la droite en 2014 et le mode de scrutin mettent au cœur de la bataille de Paris les XI^e et XIV^e arrondissements. Ceux-ci ont assuré la victoire à Anne Hidalgo qui a respectivement devancé Nathalie Kosciusko-Morizet de 3162 voix et 3093 voix au second tour. La politique de logements sociaux, qui façonne la composition d'une population mais aussi d'un électoral, sera un indicateur précieux dans ces arrondissements électoralement stratégiques pour la gauche. Selon l'Atelier parisien d'urbanisme en 2012, le XI^e compte 18,4 % de logements sociaux et le XIV^e, 23,9 %. Soulignons qu'Anne Hidalgo s'est engagée à maintenir la création de 6500 logements sociaux par an... pour atteindre les 30 % en 2030.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JOSÉLINE ABONNEAU



JEAN D'ORMESSON POUR LE FIGARO

L'écrivain s'interroge sur le nouveau tandem à la tête de l'État, que tout oppose.

Où va le couple Hollande-Valls ?

C'est merveille d'entendre tous ceux qui encaissent Ayraut quand il était au pouvoir et qui participaient parfois à son gouvernement dénoncer aujourd'hui à qui mieux mieux son inaction et son échec. L'envie viendrait presque à ses adversaires d'hier de le défendre maintenant qu'il est tombé et délaissé par les siens. Car enfin qu'est-ce que le ministère Valls sinon ce ministère Ayraut qui s'est révélé si décevant avec Royal en plus, Moscovici en moins et Valls à la place d'Ayraut ?

Pour la énième fois depuis deux ans, on nous fait le coup du choc. Tout tourne, en vérité, autour du seul nom et de la seule personne de Valls. Pour le reste, on prend les mêmes et on recommence. Avec des finesses politiciennes d'équilibre héritées de la IV^e et marquées du sceau de la prudence, de l'habileté et de l'obstination pusillanime chères au chef de l'État : Cazeneuve passé bizarrement du Budget à l'Intérieur, Pélion remplacé par Hamon, Bercy toujours partagé, mais en deux au lieu de six, avec Sapin et Montebourg dans les rôles de Fontit et Chocolat au Finances et à l'Économie. Filippetti maintenue sur le trône de Malraux.

François Hollande nous assure avoir entendu la colère des Français réclamant plus de justice et une action

plus ferme. De qui se moque-t-on ? Les Français ont voté en masse contre les impôts qui les écrasent et contre une idéologie qui leur déplaît. Par le biais d'élections locales, les seules pour le moment à être à leur portée, ils ont voté contre Hollande qu'ils regrettaient amèrement, à 80 %, d'avoir choisi il y a deux ans. Et qu'est-ce qu'on leur offre ? Un changement, bien sûr, puisqu'il y a Valls. Mais dans la continuité puisque Hollande est toujours là.

Il y a désormais à la tête de l'État la pire des cohabitations. Non plus entre adversaires affichés qui finissent par se supporter. Mais entre frères d'armes appelés par la force des choses à s'entre-dévorer.

Le drame d'Ayraut à Matignon, c'était que chacun ne pouvait voir en lui que le double exact de Hollande. Le défi de Valls à Matignon, c'est que chacun devine en lui l'exact opposé de Hollande. Ayraut serait peut-être, et même probablement, resté si les élections de mars avaient été seulement mauvaises. Parce qu'elles ont été, avec les succès de l'UMP et les gains modestes du FN, bien plus désastreuses qu'attendu pour un pouvoir à la dérive, il n'y avait pour Hollande plus d'autre choix possible que Valls. Le président

s'y est résolu, sans aucun doute à contrecoeur et avec des arrière-pensées qui transparaissent déjà dans la composition d'un gouvernement où l'influence de Hollande contrebalance sérieusement la consécration de Valls. Il y a désormais à la tête de l'État la pire des cohabitations. Non plus entre adversaires affichés qui finissent par se supporter. Mais entre frères d'armes appelés par la force des choses à s'entre-dévorer. La question majeure qui se pose dès aujourd'hui est très

simple : lequel mangera l'autre ?

Comme Sapin et Montebourg à Bercy, Elysée et Matignon s'élèveront de concert contre ces rumeurs défaitistes et afficheront leur entente. Mais, dans l'avenir comme par le passé, les choses sont déjà écrites : hier, une médiocrité fusionnelle ; demain, une tension permanente.

De part et d'autre, à défaut de résultats, la parole fonctionne encore. Elle ne convainc plus grand monde, mais elle se déploie à l'Assemblée nationale comme elle se déployait au Bourget en 2013 ou à l'Elysée il y a trois mois. Il faut encore et toujours attendre et juger sur les actes. Dans cent jours, dans six mois, à la fin

de l'année, Manuel Valls aura-t-il réussi, en dépit du président, à rétablir la confiance, à encourager la croissance, à remettre sur pied l'économie, à inverser la courbe du chômage, à freiner la baisse du pouvoir d'achat, à rassurer une Europe où la France prend peu à peu la place de l'Espagne ou de la Grèce, où l'Italie de Renzi la considère avec une sorte de commiseration ? Qui le sait ? Ayraut devait être jugé sur ses résultats. C'est fait. Valls le sera à son tour sur les siens. Dans les deux cas, Hollande - il l'a dit et répété - était et sera responsable.

Il faut naturellement souhaiter, dans ces conditions redoutables, le succès de Manuel Valls. Si, par malheur, le gouvernement Valls ne faisait guère mieux que le même gouvernement avec Ayraut à sa tête, François Hollande aurait réussi, non seulement à détruire la social-démocratie et peut-être le socialisme en France, mais à mettre à son tour sur les yeux riche et puissant.

L'autre hypothèse est à peine plus réjouissante : si Manuel Valls réussissait à redresser une situation presque désespérée, le conflit d'ambition serait inévitable entre le président et son premier ministre. À vrai dire, on s'en consolerait si la France pouvait au moins tirer un bénéfice de ce déchirement au sommet dont l'évidence crève déjà les yeux. *Membre de l'Académie française.



ANDERS FOGH RASMUSSEN

Alors que la Russie masse des soldats aux frontières de l'Ukraine, le secrétaire général de l'Otan insiste sur l'importance du lien entre les démocraties libres d'Amérique du Nord et d'Europe.

L'Otan est prête à répondre à la Russie

Il y a soixante-cinq ans, ce mois-ci, l'Otan voyait le jour dans un monde lourd de dangers.

Alors que l'ombre de l'Union soviétique s'étendait à travers l'Europe, douze nations de part et d'autre de l'Atlantique s'engagèrent en faveur de la démocratie, de l'État de droit, des libertés individuelles et des droits de l'homme et décidèrent de s'unir pour défendre leur sécurité. La Belgique, le Canada, les États-Unis, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et le Royaume-Uni prirent alors l'engagement le plus solennel qu'un pays puisse prendre : une attaque visant l'un d'entre eux serait tenue pour une attaque contre eux tous.

Des Spitfire aux chars Sherman, les armes de nos fondateurs sont aujourd'hui au musée. Les forces de l'Otan sont équipées de jets supersoniques, de navires furtifs, d'équipements de vision nocturne et de cyberdéfenses. Au fil des décennies, l'Alliance s'est élargie à vingt-huit nations, protégeant presque 1 milliard d'individus et contribuant à la stabilité mondiale. Le serment de nos fondateurs a passé l'épreuve du temps et reste aussi ferme face à l'avenir. Nous sommes venus à bout de la guerre froide sans tirer un coup de feu. Nous avons contribué à une nouvelle Europe, plus stable, en nous ouvrant à de nouvelles démocraties sorties de la dictature et en mettant fin

au bain de sang dans les Balkans. Nous avons dépassé nos frontières pour relever de nouveaux défis et travailler avec de nouveaux partenaires.

Aujourd'hui, l'Otan représente la combinaison unique des plus fortes démocraties de la planète avec une structure militaire intégrée, un processus de décision politique permanent et un réseau de plus de quarante partenaires à travers le monde. C'est là qu'Européens et Nord-Américains se consultent,

Grâce aux alliés des deux côtés de l'Atlantique, nous avons plus que doublé le nombre d'avions de chasse surveillant l'espace aérien des États baltes.

décident et agissent quotidiennement sur des questions de sécurité qui nous concernent tous.

Nous avons beaucoup appris des opérations difficiles menées depuis vingt ans, de l'Afghanistan au Kosovo, de la Libye à la Corne de l'Afrique. Nous sommes aujourd'hui plus efficaces et pertinents que jamais dans l'histoire de l'Alliance, et mieux équipés pour faire face aux menaces.

Nous vivons toujours dans un monde dangereux. Les périls sont même plus complexes et imprévisibles qu'il y a soixante-cinq ans. Certains sont nouveaux, comme les missiles et les cyberattaques ; d'autres sont aussi vieux que le monde, comme les tentatives de redessiner les frontières

par la force. Ce qui n'a pas changé, c'est l'engagement de l'Otan sur ses valeurs et sa raison d'être. Notre devise reste : tous pour un, un pour tous. Notre solidarité fait notre force.

Cette solidarité est claire dans notre réponse à l'agression illégale de la Russie contre l'Ukraine et sa violation continue de la loi internationale. Grâce aux alliés des deux côtés de l'Atlantique, nous avons plus que doublé le nombre d'avions de chasse surveillant l'espace aérien des États baltes. Nous parcouillons le ciel de Pologne et de Roumanie avec des avions radars Awacs ; les alliés ont aussi renforcé

leur présence en mer Noire. Nous sommes prêts à prendre d'autres mesures, incluant la mise à jour de nos plans de défense, l'intensification des manœuvres et des entraînements et les déploiements appropriés. Nous sommes unis dans notre détermination à neutraliser un large éventail de menaces et à défendre tout membre de l'Alliance, à tout moment.

Nous avons renforcé notre soutien à l'Ukraine et à d'autres partenaires dans la région. Et nous avons suspendu notre coopération avec la Russie : pas question de faire comme si de rien n'était. Nul au sein de l'Otan ne veut un retour de la guerre froide, mais nous voyons le Kremlin s'efforcer de revenir en arrière en découpant l'Europe

en sphères d'influence. Nous devons défendre nos valeurs, sur lesquelles nous avons bâti une nouvelle et meilleure Europe, le système de règles internationales sur lequel reposent la prospérité et la prévisibilité du continent. Lors d'un sommet crucial au pays de Galles, en septembre, nous ferons en sorte de rester forts chez nous, actifs dans la gestion des crises et mobilisés auprès de nos partenaires dans le monde.

La crise actuelle démontre que la défense reste plus importante que jamais. Chaque membre de l'Alliance doit investir les ressources nécessaires dans les capacités adéquates. Cela signifie : des équipements modernes, un entraînement intensif de nos forces et une coopération accrue entre nous comme avec nos partenaires. Je sais quel défi cela représente dans le contexte économique d'aujourd'hui, mais le contexte sécuritaire en fait un défi vital. À long terme, le manque de sécurité nous coûterait plus cher que le fait d'investir maintenant. Nous le devons à nos forces et à la société en général. Nous bénéficions tous de la protection de l'Otan ; nous devons tous pouvoir y contribuer.

L'Alliance atlantique a garanti notre sécurité pendant soixante-cinq ans. Le lien entre les démocraties libres d'Amérique du Nord et d'Europe reste le socle de notre sécurité collective. L'Otan a triomphé des épreuves du passé, nous sommes prêts à faire face à l'avenir.

ÉLECTIONS MUNICIPALES

RECORD ABSOLU DE PARTICIPATION

dimanche 30 mars 2014

+74% SUR LE FIGARO.FR

1^{er} site web d'actualité

+65% POUR LE FIGARO

1^{er} quotidien national

LE FIGARO

#projetSFRNumericable

PLUS QUE JAMAIS LE CARRÉ ROUGE A DE L'AVENIR DANS LES TÉLÉCOMS.

Sitôt que le rapprochement de SFR et de Numericable aura été autorisé par les autorités compétentes, nous accélérerons ensemble le futur des télécoms : celui du Très Haut Débit.

Même si c'était déjà l'ambition de SFR hier, elle serait encore renforcée demain par ce rapprochement. Encore plus de Très Haut Débit et plus d'intelligence pour relier les meilleurs réseaux fixes et mobiles entre eux, c'est rendre votre vie plus fluide.

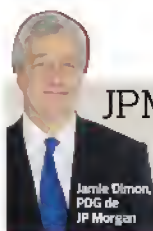
Ainsi, au quotidien vos usages seront plus rapides, plus simples, en continu, partout, tout le temps. Et vous pourrez encore plus facilement bénéficier du meilleur des contenus connectés (sur votre télévision, dans votre maison avec la domotique, ou en mobilité).

Regardons aussi les faits. Ces perspectives dessinent un nouvel avenir, mais ce qui nous relie à chacun de nos 25 millions de clients grand public et entreprises reste inchangé : contrats, tarifs, services, Espaces SFR, site internet...

Tout concourt donc à ce que, demain, le CARRÉ ROUGE continue d'incarner ce qu'il y a de meilleur pour vous, vos échanges, vos idées, votre vie digitale et connectée.

SFR SMART COMME VOUS

LE FIGARO



JPMORGAN CHASE
LE PATRON DE LA BANQUE
JUGE QUE LE SYSTÈME
BANCAIRE AMÉRICAIN
EST SAIN **PAGE 22**

INNOVATION
LE SITE PSA RENNES
ACCUEILLERA
L'USINE DU FUTUR
PAGE 25



**LA SNCF
RÉORGANISE
SES TER
POUR CALMER
LA COLÈRE
DES RÉGIONS**

Microsoft et Yahoo! se lancent dans la télévision

Les deux géants d'Internet
vont produire des séries
pour capter les internautes qui
se détournent du téléviseur.

PAGE 28



Marissa Mayer, PDG de Yahoo! (à gauche),
et Satya Nadella, PDG de Microsoft.

Fabius met le Quai d'Orsay au service des entreprises



Laurent Fabius
a toujours fait
de la « diplomatie
économique ».

COMMERCE EXTÉRIEUR

Alors que le ministère des Affaires étrangères est désormais aussi celui du Développement international, Laurent Fabius organisait hier les Rencontres Quai d'Orsay-entreprises. Un événement qui se tenait pour la deuxième fois, destiné à « multiplier les rencontres, partager les expériences et renforcer les partenariats ».

L'édition de cette année avait

pour autant une nouvelle saveur : bien qu'Arnaud Montebourg ait tenté que cela n'arrive pas, le commerce extérieur et le tourisme sont désormais rattachés au Quai d'Orsay. Un secrétaire d'État - le nom de Fleur Pellerin revient le plus fréquemment - devrait être nommé aujourd'hui.

Alors que Laurent Fabius a toujours fait de la « diplomatie économique » sa priorité, la

création d'un pôle international sous son autorité « permet de franchir une nouvelle étape en renforçant l'efficacité de l'action économique extérieure de l'ensemble des services de l'État », fait-on valoir au Quai. Laurent Fabius veut depuis longtemps que son ministère devienne la « maison des entreprises ». « Notre problème numéro un, c'est l'emploi, or ce sont les entreprises qui créent de l'emploi ; le

gouvernement doit les aider », a-t-il souligné en clôture de cette journée. Parmi les axes de sa politique : soutenir le développement international des entreprises, attirer des investissements étrangers créateurs d'emplois et renforcer la prise en compte des intérêts français dans les négociations internationales. Avec un seul but : « Contribuer au redressement économique de notre pays. »

M. VI

TRANSPORT A force de ruer dans les brancards, les régions auront-elles gain de cause ? La SNCF a annoncé mardi son intention de réorganiser sa direction TER. L'objectif est d'améliorer le service rendu aux collectivités locales. « Les 20 régions qui disposent de TER auront un directeur avec des responsabilités importantes qui travaillera directement avec le conseil régional et une organisation par région afin d'avoir le meilleur TER possible », a expliqué mardi le nouveau directeur général régions et Interclités, Alain Le Vern. Ancien président de la région Haute-Normandie, il est au fait des critiques adressées par les élus à l'entreprise publique. Cette décentralisation devrait lui permettre de mieux s'adapter à la demande des régions.

La qualité du service et la ponctualité devraient logiquement s'améliorer avec la mise en service, à partir du 22 avril, de nouveaux trains livrés avec un an de retard sur le calendrier prévu. Avec l'arrivée de ces trains construits par Bombardier et Alstom, la flotte sera plus homogène. « Il y aura des gains en termes d'opérations de maintenance », assure Alain Le Vern. Donc moins de retard ou de suppressions de trains pour cause d'indisponibilité du matériel. « Nous voulons des TER plus performants, plus réguliers et qui permettent un voyage plus agréable dans des trains innovants, avec une information en temps réel, via des écrans dans les trains. Il y a une volonté d'avoir une meilleure information », a ajouté Alain Le Vern.

Alors que, pour bien des régions, le transport est souvent le premier budget, devant les lycées, la SNCF doit aussi calmer leur fronde financière. Sur ce point, Alain Le Vern a aussi promis plus de « transparence » sur les prix. Actuellement, les régions se plaignent de l'opacité de la tarification. La SNCF doit prendre cette colère d'autant plus au sérieux que les régions ont demandé il y a un mois que la législation française soit modifiée : elles veulent avoir la possibilité de faire appel à d'autres prestataires que la SNCF pour exploiter les TER.

LE CHIFFRE

11,37
milliards
de dollars

C'est le montant de l'aide publique au développement (APD) de la France en 2013, selon l'OCDE, en recul de 9,8 %. Il s'agit de la troisième année de baisse consécutive. Alors que l'aide des pays développés a augmenté l'an dernier de 6,1 %, atteignant le niveau record de 134,8 milliards de dollars. Surtout, avec une APD qui représente 0,41 % du revenu national brut, l'Hexagone est loin de l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations unies. La baisse de la France sur 2013 est principalement due à des remboursements de prêts et des annulations de dettes moins importantes qu'en 2012. La France fait toutefois partie des plus gros donateurs en volume, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Japon. **A.C.**

L'HISTOIRE DU JOUR

L'Espagne se mobilise pour son champion de l'huile d'olive

L'huile d'olive dans des mains étrangères ? Les Espagnols s'inquiètent qu'on leur arrache l'un des étendards de la dieta mediterranea. À quelques semaines de l'ouverture de la campagne des élections européennes, les hommes politiques se pressent au chevet de Dooleo. Numéro un mondial de l'huile d'olive, le groupe excite les convoitises depuis que quatre de ses actionnaires - Bankia, Caixa-Bank, Kutxabank et BMN - veulent céder leurs 31,4 % du capital pour 150 millions d'euros.

Quatre fonds d'investissements ont été sélectionnés, et le britannique CVC Partners a présenté la meilleure offre. S'il maintient sa proposition et s'il est le seul acheteur, il devra, comme le prévoit la loi, lancer une OPA sur l'intégralité du capital : outre les quatre vendeurs, il réunira aussi la caisse d'épargne Unicaja, la coopérative Decoop et l'investisseur



suisse Daniel Klein (23 % à eux trois). Le solde est coté à la Bourse de Madrid. Le gouvernement n'a pas tardé à réagir.

« Oui, la possibilité de prendre une participation minoritaire dans Dooleo intéresse le gouvernement », a indiqué le ministre des Finances, Cristóbal Montoro. Selon le quotidien El Mundo, l'investissement - de moins de 100 millions d'euros - serait réalisé à travers Sepi, holding qui chapeaute les grandes entreprises publiques espagnoles. Cette contre-offensive éviterait l'OPA de CVC. Cette mobilisation s'inscrit dans la plus pure tradition de la défense des secteurs stratégiques, en l'occurrence la marque phare de Dooleo, Carbonell. Sa belle Gitane assise sous un olivier est, depuis un siècle, dans toutes les cuisines ibériques ou presque. Un symbole de la marca España - la marque Espagne - que le gouvernement se targue de protéger. ■

MATHEU DE TAILLAC (À MADRID)

Bruxelles réclame à la France une amende sur les aides agricoles

La Commission européenne vient de demander à onze États membres - dont la France - de rembourser une partie des aides qu'elle leur a versées dans le cadre de la PAC (politique agricole commune) entre 2006 et 2009. Au total, la somme réclamée à l'Hexagone s'élève à 238 millions d'euros.

« Il s'agit d'une accumulation de petites erreurs concernant le versement des aides directes aux agriculteurs français », indique au Figaro une source communautaire, Paris aurait mal interprété la mise en place des droits à paiement unique (DPU) en 2007. Les syndicats sont sceptiques. « Les moyens de contrôle sur l'attribution de la PAC sont de plus en plus sophis-



tiqués. J'ai peine à croire que la France se soit trompée », explique Xavier Beullin, président de la FNSEA. Mais que les agriculteurs se rassurent, ils ne devront pas mettre la main à la po-

che comme dans le cadre des aides « illégales » sur les fruits et légumes. « Il n'y aura aucun impact financier pour les agriculteurs », précise-t-on au ministère de l'Agriculture. Cependant, l'addition globale pour la France pourrait être beaucoup plus lourde et dépasser le milliard d'euros, car d'autres aides seraient dans le collimateur de Bruxelles. « Les discussions sont en cours, mais cela pourrait prendre des années », confirme-t-on Rue de Varenne. **E.L.C.**

22 L'ÉVÉNEMENT

Jamie Dimon: «Le système bancaire américain est sain»

Le PDG de JP Morgan Chase, première banque américaine, reconnaît que la régulation a rendu le secteur financier plus fort et qu'il est plus indispensable que jamais à l'économie.

PROPOS RECUEILLIS PAR
BERTILLE BAYART
PIERRE-YVES DUGUJA
ET ANNE DE GUINÉE

INTERVIEW JP Morgan Chase, le colosse américain de la finance, aura résisté à toutes les secousses. L'année dernière, ses affaires semblaient pourtant mal parties : après de multiples poursuites judiciaires, la banque avait passé 20 milliards d'euros de provisions. Il en fallait plus pour faire plier l'établissement. En février, son emblématique PDG, Jamie Dimon, annonçait un bénéfice annuel de 18 milliards d'euros. Ce petit-fils d'un immigré grec devenu courtier en Bourse représente le symbole de la finance américaine. À sa sortie de Harvard, il a d'abord fait carrière dans le sillage de Sandy Weill, l'un des grandes banquiers new-yorkais des années 1990 et 2000. Il entre chez JP Morgan Chase en 2004 et, un an plus tard, prend les rênes de sa nouvelle maison. Dans la crise financière, Jamie Dimon s'est distingué par sa prudence. Il sera le premier patron de banque à avertir ses actionnaires du danger des subprimes.

En 2011, sa rémunération record de 23,1 millions de dollars pour l'année 2011 lui a valu le surnom de « roi de Wall Street ». Menacé après la perte de plusieurs milliards de dollars d'un de ses traders londoniens surnommé « la Baleine de Londres », et de multiples litiges judiciaires, il a sauvé sa tête. Il a reçu le Figaro dans les locaux de sa filiale parisienne, place Vendôme. Dans un style direct, l'homme, très sûr de lui, insiste sur l'utilité de la finance et des grandes banques pour l'économie mondiale.

LE FIGARO. - Les banques américaines dégagent dans l'ensemble des profits élevés. Les bonus sont au plus haut. Le bon temps serait-il revenu ?
JAMIE DIMON. - Le système bancaire américain s'est presque totalement remis de la crise. C'est une bonne chose pour tout le monde. Les profits en eux-mêmes peuvent varier pour toutes sortes de raisons. Mais si vous regardez les fonds propres, les encours de prêts, les capacités de prêts, vous verrez que le système bancaire est sain. Il peut faire son métier : financer la croissance et l'emploi. Malheureusement l'Europe n'en est pas encore au même stade. En ce qui concerne les bonus, ils ont plutôt diminué, globalement, et surtout les structures de rémunérations variables ont changé dans notre industrie aux

États-Unis et découragent la prise de risque à court terme.

La grande réforme de la finance Dodd-Frank, votée en 2010, a-t-elle rendu le système bancaire américain plus sûr ?
Il y a dans cette loi des centaines de règles nouvelles. Je ne suis pas d'accord avec toutes les dispositions. Mais l'ensemble a rendu le système plus fort. La probabilité d'une nouvelle crise bancaire a été fortement réduite grâce à la création d'un régime de liquidation ordonnée. Enfin, nous avons bon espoir que Dodd-Frank aura aussi éliminé la notion de banque « trop importante pour qu'on la laisse faire faillite » (*too big to fail*).

JP Morgan Chase a dû payer des amendes très élevées pour mettre fin à des poursuites judiciaires sur de nombreux dossiers ces derniers mois. Cette page est-elle tournée ?
Dans l'ensemble, la majeure partie de ces problèmes est derrière nous et nous en avons tiré les leçons. N'oubliez pas qu'une partie importante de ces amendes correspondait

« Notre taille nous permet de financer de grandes opérations comme l'acquisition de SFR par Numericable »
JAMIE DIMON

à des problèmes hérités de nos acquisitions de Bear Stearns et Washington Mutual en 2008. Nous avons tout de même fait 17 milliards de dollars de profit l'an dernier, ce qui est une bonne performance.

De hauts responsables dans votre entourage ont récemment annoncé leur départ. Qu'est-ce que cela signifie ?
Notre équipe dirigeante est exceptionnelle. Certains ont souhaité partir. D'autres non. Dans certains cas, ces départs sont une vraie perte pour JP Morgan Chase. Mike Cavanaugh était un ami de vingt ans. Blythe Masters, qui dirigeait nos activités sur les matières premières, a des talents exceptionnels. Chacun a ses propres raisons pour partir. Le secteur bancaire traverse une période de grands bouleversements réglementaires et juridiques et certains choisissent d'autres voies.

Comment votre banque aborde-t-elle la révolution digitale ?
Cela fait des années qu'on me parle

de la fin des agences bancaires et de la menace de nouveaux entrants. Notre modèle se porte très bien. Nous nous adaptons, les formats des agences vont changer. Elles seront plus petites et plus centrées sur le conseil. Dans les agences, on mettra plus de spécialistes immobiliers, de conseillers professionnels ou de banquiers privés. Les banques vont rester au cœur des opérations financières. Paypal par exemple ne pourrait pas se développer sans les banques. Google et Apple vont aussi sans doute continuer à développer des portefeuilles électroniques et diverses solutions de paiement. Mais je ne les vois pas devenir des holdings bancaires régulières.

Vous travaillez sur le bitcoin ?
Nous travaillons sur cette question uniquement d'un point de vue analytique. Ce n'est pas une activité pour nous. Nous n'allons pas accepter le bitcoin comme paiement. Le bitcoin n'est pas une vraie devise. C'est un moyen de règlement rapide et bon marché pour certaines personnes. L'avenir du bitcoin dépendra de ce que les gouvernements décideront.

La Réserve fédérale réduit graduellement ses rachats mensuels de dette publique. Que pensez-vous de cette politique ?
L'assouplissement quantitatif a été utile au début. Ces mesures ont probablement soutenu les prix de la plupart des classes d'actif. Personnellement, je pense qu'un retour à une politique monétaire normale va être une bonne chose. Il y aura certes des craintes sur l'augmentation des taux d'intérêt. Mais cela ne va pas nécessairement perturber le redressement économique.

Certains, en France comme aux États-Unis, veulent forcer les plus grandes banques à séparer leurs activités. Pourquoi est-ce une mauvaise idée ?
La question n'est pas de savoir ce qu'en pense le patron de JP Morgan Chase, mais de savoir ce dont nos clients ont besoin. La taille de notre bilan, notre excédent de fonds propres et de liquidités nous permettent de financer certaines grandes opérations complexes comme récemment l'acquisition de SFR par Numericable pour 17 milliards d'euros. Pendant la crise, qui était là pour aider à trouver des solutions ? Nous, JP Morgan Chase, grande banque solide, nous étions là pour

racheter d'énormes établissements en difficulté et financer des États comme l'Italie et l'Espagne.

Êtes-vous favorable à un accord de libre-échange transatlantique ?
Je pense qu'un accord de libre-échange transatlantique serait une excellente chose. L'Amérique et l'Europe partagent les mêmes valeurs depuis des centaines d'années. Il est important que les deux continents restent proches l'un de l'autre. Il a été décidé par le gouvernement américain que les services financiers seraient exclus de la négociation, alors que les Européens souhaitent, à raison, qu'ils soient inclus. Mais, malheureusement, il y a eu ces derniers mois des querelles entre l'Europe et les États-Unis à propos de sujets comptables comme la manière de mesurer les risques de certains produits dérivés.

L'Amérique et l'Europe partagent les mêmes valeurs depuis des centaines d'années
JAMIE DIMON

Jamie Dimon, est à la tête de JP Morgan Chase, le 4 avril, à Paris.
SEBASTIEN SORIANO / LE FIGARO



CHRONOLOGIE

2001
Fusion de JP Morgan & Co et de Chase Manhattan.

2004
Rachat de Bank One. Son PDG, Jamie Dimon, prend la tête du nouvel ensemble.

2008
Rachat de Bear Stearns, cinquième banque américaine.

2008
Rachat de Washington Mutual.

2009
Annonce d'un plan de 12 000 suppressions d'emplois.

2012
Un trader de JP Morgan - surnommé la « baleine de Londres » - perd 4,4 milliards de dollars.

2013
En novembre, annonce d'un plan de 15 000 suppressions d'emplois supplémentaires tandis qu'une transaction de 13 milliards de dollars avec le département de la Justice met fin aux poursuites liées à la crise du subprime.

JP MORGAN CHASE
18 milliards d'euros de bénéfices en 2013

251 196 salariés au 31 décembre 2013

221 milliards de dollars de capitalisation boursière

« Je m'inquiète quand j'entends que des milliers de Français quittent leur pays »

Les stress tests bancaires doivent être transparents

LE FIGARO. - La déflation vous semble-t-elle être une menace pour l'économie européenne ?
JAMIE DIMON. - On aimerait trouver une réponse simple aux difficultés économiques que traverse l'Europe. Mais la réalité est plus complexe. La politique monétaire ne fait pas tout. Il y a beaucoup d'autres facteurs en jeu. Les banques centrales ne peuvent pas assainir l'économie si les gouvernements n'ont pas mis en place des politiques fiscales efficaces ou qu'ils ne se sont pas attaqués au problème du chômage structurel et des inégalités sociales.

Êtes-vous optimiste sur l'évolution de l'Union européenne ?
Il y a deux ans, tout le monde répétait que l'Europe était finie. Mais vous êtes toujours là. Les politiques et les régulateurs se sont donné les moyens pour continuer à construire l'Europe, avec l'union bancaire, par exemple. Historiquement, il y

avait deux grandes raisons de construire l'Union européenne. D'un point de vue politique, il s'agissait de défendre la paix ; d'un point de vue économique, la prospérité par la création d'un marché commun. Ces deux motivations sont toujours valides et je ne vois pas d'alternative rationnelle. Mais le chemin ne se fera pas en un jour : au début les États-Unis étaient une confédération d'États, avant de devenir un pays.

Pensez-vous que les stress tests déboucheront sur des recapitalisations bancaires ?
Je ne sais pas. Ces tests sont très attendus, ils doivent être transparents. En Europe, on a autorisé les banques à bénéficier d'un effet de levier important et à financer des actifs de long terme avec des ressources de maturité plus courtes et plus volatiles. Ce modèle a été sanctionné par les régulateurs. Donc l'idée de construire quelque

chose de différent, de plus sûr, semble rationnelle.

Comment jugez-vous la politique fiscale française ?
Nous sommes en France depuis 1868. Nous avons aidé le pays à se refinancer après chaque grande crise géopolitique ou économique, ce n'est pas un changement de politique fiscale qui va nous faire partir. L'ensemble de nos activités se porte bien. Les Français doivent être certains que JP Morgan est là pour de bon. Cela dit, la vraie question est de savoir quelle est la bonne politique économique pour la France ? La réponse appartient bien sûr au peuple français, mais je m'inquiète pour le futur de la France, quand j'entends que des milliers de Français, pas seulement les riches mais aussi les jeunes et les entrepreneurs, quittent leur pays.

ÉCONOMIE

D'après le FMI, la zone euro a besoin d'un véritable « new deal »

La croissance de 1,2 % en 2014 reste très insuffisante. Le FMI exhorte la BCE et l'Allemagne à faire plus d'efforts.

JEAN-PIERRE ROBIN
jeanpierre.robin@lefigaro.fr
ENVOYÉ SPECIAL À WASHINGTON

1%

C'est l'estimation de la croissance pour la France en 2014 (1,5 % en 2015)

CROISSANCE Bonne nouvelle, tous les pays de la zone euro, y compris la Grèce, vont renouer avec la croissance cette année. Après un recul de 0,5 % en moyenne en 2013, le PIB de l'Union monétaire devrait augmenter de 1,2 % cette année et de 1,5 % en 2015, estime le FMI qui a publié mardi ses nouvelles prévisions économiques mondiales.

Ce redémarrage sera toutefois très inégal, allant de 0,6 % pour l'Italie et la Grèce, à 1,7 % pour l'Allemagne et l'Autriche, la France

se trouvant au milieu avec un taux de 1 % en 2014 (et 1,5 % en 2015). Ces nouveaux chiffres du FMI marquent une très légère amélioration pour la zone euro, alors que les pays émergents dans leur ensemble voient leur prévision abaissée de 0,2 point. Au total, la perspective globale de l'économie mondiale demeure soutenue, avec un taux de croissance de 3,6 % en 2014 et de 3,9 % en 2015.

Malgré tout, la zone euro reste en convalescence fragile : six ans après la « grande récession » de 2008-2009 ses performances sont très médiocres. Les États-Unis devraient croître de 2,8 % en 2014 et le Royaume-Uni verra son PIB augmenter de 2,9 %, ce qui un fera

le ruban bleu des pays du G7. « L'assainissement et la reprise dans le sud de l'Europe ne sont pas garantis, spécialement si l'inflation des pays de la zone euro reste faible et vive à la déflation », a expliqué Olivier Blanchard, le chef économiste du FMI, en présentant son nouveau diagnostic mondial. Il estime à 20 % la probabilité de déflation (recul généralisé des prix).

Baisse de taux de la BCE

Après Christine Lagarde, sa directrice générale, qui avait enjoint la BCE d'abaisser ses taux la semaine dernière, le FMI revient à la charge, demandant à la fois « des baisses de taux d'intérêt supplémentaires et des financements bancaires à long

terme (ciblés si possible sur les PME) ». Mais cela ne suffira pas. Il faut que les « pays qui en ont la possibilité » prennent des mesures de relance budgétaire et renforcent leur demande intérieure. L'Allemagne est visée, avec l'excédent de ses comptes extérieurs gigantesque, 7,5 % de son PIB l'an dernier et 7,3 % en 2014. « Réduire les larges surplus persistants aurait des effets induits favorables sur toute la zone euro ; par exemple davantage d'investissements publics en Allemagne, cela renforcerait la croissance à la fois en Allemagne et dans le reste de la région. »

En privé les économistes du FMI usent de termes plus crus : « Il faudrait que les syndicats allemands

fassent leur boulot et demandent de meilleurs salaires ! »

Outre une approche plus dynamique de la part de la BCE et de l'Allemagne, le FMI esquisse un troisième axe : des réformes structurelles pour redynamiser le potentiel de croissance, tombé très bas dans nombre de pays. Il s'agit de « repenser la forme de certains marchés du travail, accroître la compétition et la productivité dans les secteurs non marchands, revoir la taille du secteur public et réexaminer le rôle de l'investissement public », suggère Olivier Blanchard. Une sorte de « new deal » pour l'Europe qui s'apprête à voter et à renouveler son exécutif, à travers la nouvelle Commission européenne. ■

Déficits : Rome prend ses distances avec Paris

Face à Bruxelles, le gouvernement Renzi affiche un objectif de réduction de déficits à 2,6 % du PIB en 2014.

RICHARD HEUZÉ rhuze@lefigaro.fr
ROME

ITALIE Pas question pour l'Italie de déroger à ses obligations européennes. Le gouvernement de Matteo Renzi s'est donné des objectifs de déficit public qui rentrent dans les clous de Bruxelles. Le déficit autorisé en Conseil des ministres pour l'année en cours, lors de l'adoption du « Document de programmation financière » qui sera présenté à Bruxelles ne devra pas excéder 2,6 % du PIB en fin d'année avant de tomber à 1,8 % en 2015.

Un niveau nettement inférieur aux anticipations que l'entourage du président du Conseil avait laissé filtrer ces dernières semaines, en laissant entrevoir la possibilité d'un dérapage du déficit public à 2,9 %, voire 3 % et même légèrement au-delà. Deux raisons à cela : d'abord une conjoncture un peu meilleure

que prévu. Selon l'Institut de la statistique italienne, le déficit public s'est limité à 2,8 % en 2013, sous la barre des 3 %. Ce déficit moins important que prévu, donne plus de marge au gouvernement pour 2014.

Le deuxième facteur positif est l'assurance, acquise ces derniers jours, que les coupes budgétaires envisagées par le gouvernement seront moins difficiles à financer que prévu. Elles représenteront 10 milliards d'euros en année pleine, soit 6,6 milliards entre juin et décembre prochain, quand entrera en vigueur – fin mai – le caduc fiscal de 10 milliards d'euros accordé aux ménages les plus modestes.

Du même coup, on ne repaie plus à Rome de faire cause commune avec Paris devant la Commission de Bruxelles. Sur ce point, le ministre de l'Économie Pier Carlo Padoa-Schioppa est catégorique : « De nombreux pays devront ajuster leurs comptes. En ce qui nous concerne, nous sommes sortis l'an dernier de la procédure d'infraction pour déficit excessif et nous entendons défendre nos résultats en allant de l'avant avec nos réformes et la relance de notre croissance », déclarait-il la semaine dernière, lors de l'Ecofin d'Athènes. Ajoutant n'avoir vu « aucun axe entre Paris et Rome » pour déroger au seuil des 3 % de déficit : « L'Italie n'a nullement l'intention de passer outre à ce seuil ».

Renégociation salariale
L'objectif de croissance retenu par le gouvernement pour 2014 inférieure à celui du gouvernement d'Enrico Letta : 0,8 % à 0,9 % et non 1,1 %. Les finances publiques bénéficieront de la baisse des taux qui allégera le service de la dette. Le gouvernement veut aussi croire que le retour de la croissance incitera deux milliards d'euros exportés de manière illégitime à l'étranger à regagner le pays.



Matteo Renzi lors d'une conférence de presse, à Londres, le 1^{er} avril. REUTERS

Mais l'Italie restera encore plombée par une dette publique exceptionnellement lourde pour un pays industrialisé. Elle reste figée à 133 % du PIB et ne commencera à décroître, selon les économistes, que lorsque les réformes sur la flexibilité du travail, les privatisations et les allègements fiscaux en faveur des entreprises commenceront à porter leurs

fruits. Sur un point, les résultats devraient être rapides, sinon immédiats : la renégociation des salaires faramineux des grands commis de l'État. Une première circulaire les a limités à 310 000 euros par an, le salaire du premier président de la Cour de cassation. On parle maintenant de les aligner sur le salaire du chef de l'État, 240 000 euros par an. ■

Union bancaire : Londres tente un coup de force à Bruxelles

Le Royaume-Uni tente d'assouplir le projet de directive européenne sur les faillites de banques.

MANON MALHERRE
BRUXELLES

La Grande-Bretagne souhaiterait que la Banque d'Angleterre puisse aider les banques en difficulté temporaire sans imposer des pertes aux créanciers privés »

EUROPE Les nouvelles règles visant à faire contribuer le secteur privé en premier lieu aux restructurations des banques en crise suscitent des tensions à Bruxelles. Le Parlement européen et le Conseil des ministres sont sur le point de finaliser au niveau technique le compromis politique qu'ils ont scellé en décembre dernier. Mais le Royaume-Uni cherche à introduire des exemptions dans le texte, avec la complicité d'autres États, révèle le Financial Times.

Certains parlent d'un coup de force qui mettrait en péril le futur cadre légal sur le sauvetage des banques. « Il n'y a pas de risque que le deal soit détricoté », tente de rassurer Chantal Hugues, la porte-parole du commissaire européen en charge du dossier, Michel Barnier. « Un petit ajustement a été demandé : cela n'est pas inhabituel (...). Si tous peuvent s'accorder sur cela, le changement peut avoir lieu. Sinon, le texte actuel reste », ajoute-t-elle.

Pour entrer en vigueur en 2015, comme prévu, ce texte doit être adopté mardi prochain par le Parlement européen. Les gouvernements européens ne peuvent pas se permettre de faire capoter l'adoption de cette pièce maîtresse de la réforme financière engagée à

Bruxelles suite à la crise financière de 2008, soulignent plusieurs observateurs.

Ces règles visent en effet à éviter au maximum le sauvetage des banques avec de l'argent des contribuables à l'avenir, en faisant contribuer en premier lieu les actionnaires ainsi que les créanciers privés. C'est ce que l'on nomme dans le jargon le « bail-in », par opposition au « bail-out ».

L'Allemagne réticente

Globalement, les exemptions demandées consistent à autoriser les États ou les banques centrales à apporter des garanties ou des liquidités aux banques en difficulté sans déclencher l'imposition de pertes à certains créanciers. Le Royaume-Uni veut en particulier que la Banque d'Angleterre puisse octroyer des facilités alors que d'autres États tels que la France et le Portugal demandent d'autres exemptions, rapporte le journal britannique. À l'opposé, l'Allemagne et les Pays-Bas ne souhaiteraient pas toucher au texte de compromis scellé avec les eurodéputés.

Selon une source proche du dossier, la présidence grecque a fait une proposition de compromis qui reste proche de l'accord politique conclu avec le Parlement européen. Les États ont maintenant jusqu'à ce mercredi 9 avril pour faire des objections. ■



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

**Le mardi 6 mai 2014
À 10 heures**

Au Centre de conférences de Cœur Défense
Amphithéâtre Hermès
110, Esplanade Charles de Gaulle
92931 PARIS LA DÉFENSE Cedex

Retrouvez l'intégralité des informations relatives à l'Assemblée générale, et notamment les conditions de participation, l'ordre du jour, le texte intégral des résolutions ainsi que le plan d'accès sur :

www.vicat.fr

Les hôpitaux universitaires ont creusé leur déficit en 2013

Les CHU ont essuyé une perte de 162 millions d'euros l'année dernière, à cause d'une hausse des charges.

GUILLAUME GUICHARD
@guillaumeguichard

SANTÉ L'élite de nos hôpitaux n'arrive pas à sortir de la crise. Les centres hospitaliers universitaires (CHU) ont accusé un déficit de 162 millions d'euros en 2013, en hausse de 28 % par rapport à 2012, a rapporté mardi la Conférence des directeurs généraux de CHU. « Une légère dégradation, malgré tous nos efforts », minimise Philippe Domy, président de la Conférence des directeurs. La perte représente 0,62 % du produit d'exploitation - le « chiffre d'affaires » - des CHU, qui a atteint 26 milliards d'euros (+1,7 %).

En hausse de 2,9 % l'année dernière, les charges d'exploitation ont plombé les grands établissements, alors que l'enveloppe que leur a attribuée l'Assurance-maladie - soit l'essentiel de leurs ressources - n'a progressé que de 2 %. Premier poste de dépenses (elle représente les deux tiers des coûts), la masse salariale a progressé de 2,9 %.

Contrats de performance

Outre le vieillissement et l'avancement automatique des salariés, qui se traduisent par des hausses de salaires automatiques, les établissements ont dû régulariser les comptes éponge-temps surplombés du personnel médical. Pour ne rien arranger, ils ont vu augmenter les co-

tisations retraites. En parallèle, les dépenses médicales ont progressé à grande vitesse (+3,1 %), de même que les frais d'hébergement (+2,2 %).

Si « l'hôpital n'est pas une entreprise », comme le répète le ministre des Affaires sociales, Marisol Touraine, il n'en doit pas moins améliorer sa situation financière. D'ailleurs, les plans de redressement menés dans les CHU ressemblent fort à ce qui se pratique dans le privé. Un tiers des grands établissements a ainsi signé un « contrat de performance », qui allie plans d'économies et de reconquête de parts de marché. Côté réduction des coûts, les établissements s'y engagent entre autres à réduire les effectifs.

Les contrats prévoient aussi de développer l'activité des établissements. Surtout dans les domaines qui rapportent, comme la chirurgie cardiaque ou les greffes, grâce à une bonne valorisation des actes par l'Assurance-maladie. « Dans la chirurgie de haute spécialité, nous avons gagné 2 points de parts de marché sur les cliniques privées », assure Philippe Domy.

L'hôpital veut se réformer

D'autre part, le gouvernement a décidé cette année de valoriser la chirurgie ambulatoire - le patient entre le matin, se fait opérer dans la journée et ressort le soir. Les mêmes tarifs que ceux de la chirurgie classée y seront appliqués, alors même

que les frais d'hospitalisation sont réduits à néant dans ce domaine pourvoyeur de substantielles économies. De quoi relancer la croissance de la chirurgie ambulatoire, qui a marqué le pas dans les CHU en 2013.

Par ailleurs, la Fédération hospitalière de France (HFF), qui représente les hôpitaux publics, présentera jeudi des mesures pour dégager 5 milliards d'euros d'économies et de recettes sur cinq ans, à-t-elle annoncé dans une lettre au nouveau premier ministre, Manuel Valls. Parmi les pistes évoquées par la HFF, l'accueil de 30 000 à 40 000 patients étrangers solvables par an. L'Allemagne le fait déjà, ce qui lui rapporte entre 1,5 et 2 milliards d'euros par an. ■

26 milliards
C'est le « chiffre d'affaires » des CHU en France en 2013

Le centre commercial Qwartz voit grand

Le nouveau « mall » d'Altarea à Villeneuve-la-Garenne mise sur 165 boutiques et un hypermarché de 12 000 m².

JEAN-YVES GUERIN @jyguerin

DISTRIBUTION Après Beaugrenelle à Paris et Aéroville à Roissy, inaugurés en 2013, voilà Qwartz, à Villeneuve-la-Garenne, dans le nord des Hauts-de-Seine. Des ouvertures en cascade surprenantes alors que, dans l'ensemble, la fréquentation des centres commerciaux baisse. « Nous continuons à ouvrir de très grosses unités car ce format sur lequel nous sommes positionnés fonctionne toujours très bien », explique Alain Taravella, président d'Altarea Cogedim, qui possède Qwartz à 50 %. L'année dernière, le chiffre d'affaires des commerçants dans nos centres a augmenté de 1 %.

Fort de ce constat, cet important exploitant de « malls » applique à Villeneuve-la-Garenne les recettes qui ont fait le succès de ces grandes usines à vendre. D'abord un large choix de boutiques (165) avec une grande majorité d'enseignes de prêt-à-porter (H&M, Desigual, Naf-Naf...). Ensuite un hypermarché Carrefour de 12 000 m². « Nous n'avons pas trouvé mieux qu'un hypermarché pour générer des flux réguliers de clientèle », argumente Gilles Boissonnet, président du directoire d'Altarea.

Pour séduire les consommateurs, on a également implanté des enseignes arrivées récemment en France qui créent l'événement (Primark et Marks & Spencer). Par ailleurs, ce centre compte séduire des clients qui s'y rendront très majoritairement en voiture car les transports en commun desservent



Les promoteurs de Qwartz espèrent un chiffre d'affaires de 300 à 350 millions d'euros pour les boutiques du centre commercial. BRUNO LEVY

mal cet endroit. « Un parking de 3 000 places est prévu », explique Alain Taravella. Du coup, les propriétaires (Altarea Cogedim et Orion) ont investi des moyens importants : près de 300 millions d'euros. Avec un volume d'affaires escompté pour les commerçants du centre de 300 à 350 millions d'euros.

Pour y arriver, Altarea a quand même apporté quelques nouveautés à son concept. Ainsi, un espace d'e-commerce permettra aux

clients de passer leurs commandes sur des bornes Internet pour quelques marques qui n'ont pas de magasins dans le centre (Alice Delice, une enseigne d'ustensiles de cuisine ; le site de meubles made.com...).

Loisirs non marchands

L'hypermarché Carrefour permettra au client de suivre un trajet idéal dans le point de vente s'il a composé sa liste de courses sur l'application du magasin. De

même, en scannant le code QR des produits, il pourra immédiatement en connaître la composition. Des murs d'écrans offriront aussi aux promeneurs la possibilité de composer une musique inédite ou de dessiner avec un gros crayon digital une œuvre picturale. Une façon de montrer que les loisirs non marchands ont droit de cité dans ce centre. Enfin, une boutique éphémère accueillera pendant trois mois des marques qui n'ont pas les moyens de se payer un magasin

permanent. Ainsi, la marque brésilienne de baskets trendy Veja est présente à l'ouverture.

Visiblement, les enseignes croient à ce panache de vieilles recettes et de rafraîchissement marketing. Toutes les boutiques ont trouvé preneur dans le centre. Et Altarea travaille déjà sur d'autres unités. Une à Paris, boulevard Macdonald, sur le modèle de Bercy Village et une autre à Toulon, dont l'ouverture est prévue dans deux ans. ■

Veolia poursuit son offensive dans l'industrie

D'ici à 2020, le groupe de services à l'environnement veut doubler son activité dans les mines et la métallurgie.

ARMELLE BOHNEUST @armelleboh

INDUSTRIE L'objectif de Veolia dans les mines et les métaux est clair. Le leader mondial de l'eau et des déchets compte doubler son chiffre d'affaires sur ce marché d'ici à 2020. À raison de 15 % de croissance par an, Veolia devrait passer de 700 millions d'euros en 2013, à 1,5 milliard dans six ans, a annoncé mardi son PDG, Antoine Frérot. Cela représenterait à terme de l'ordre de 5 % de son chiffre d'affaires.

« Les mines et la métallurgie sont l'un des plus gros secteurs industriels au monde, avec un chiffre d'affaires annuel de 700 milliards de dollars (507 milliards d'euros) », a-t-il souligné. Certes, sa croissance est modérée. Mais de nombreuses opportunités se développent pour des opérateurs tels que Veolia, qui peut intervenir dans le traitement de l'eau et des déchets ou dans l'énergie.

Dans l'eau, tout d'abord. Les deux tiers des projets des six principaux groupes miniers sont situés « dans des zones où les ressources en eau sont rares, alors que les mines et la métallurgie constituent le deuxième secteur industriel le plus consommateur d'eau », pointe Antoine Frérot. Pour preuve, la société minière Vale consomme chaque année, à elle seule, presque autant d'eau que les habitants de la zone euro en un mois. Veolia peut également intervenir dans l'énergie, qui représente 15 à 30 % des coûts de cette industrie. Autre champ d'action : les énormes volumes de déchets, provoqués notamment par les résidus miniers.

Le durcissement des réglementations partout dans le monde et la volonté des industriels de réduire leurs coûts sont aussi des moteurs puissants. « Jusqu'à présent, les opérateurs nous ont demandé essentiellement de traiter leurs dé-

chets. Nous intervenons en aval et nous représentons une contrainte qui coûte aux entreprises et ne leur rapporte pas grand-chose », note Antoine Frérot. La situation évolue. « Nos savoir-faire deviennent aujourd'hui plus stratégiques pour eux, sur le plan économique et en matière de droit d'opérer, avec des permis à obtenir ou à renouveler », ajoute-t-il. En Espagne, par exemple, Veolia permet à Iberpasta de dégager 45 millions d'euros de chiffre d'affaires supplémentaires grâce aux sous-produits d'une mine de potasse.

Marché rentable

Veolia estime que le marché des services liés à l'eau, aux déchets et à l'énergie dans l'industrie minière et la métallurgie dépassera 20 milliards d'euros en 2020, contre 14 milliards actuellement (dont 6 milliards pour l'eau). Le marché est rentable. Les contrats dégagent une marge

avant impôt d'environ 10 %, une performance équivalente à celle des contrats de gestion de l'eau en France avant les grandes vagues de renouvellement des dernières années. Le secteur minier fait partie de sept « thèmes majeurs de croissance » de Veolia, avec l'éco-

nomie circulaire, les « solutions innovantes » pour les villes, les pollutions difficiles, le démantèlement nucléaire, l'agroalimentaire et l'industrie pétrolière et gazière. Veolia entend tirer « 50 % de ses revenus » des industriels en 2018, contre 30 % aujourd'hui. ■

Veolia Environnement s'appellera... Veolia

Pour faire vraiment peau neuve, Veolia Environnement, qui finalise une réorganisation complète de ses équipes et de ses activités en interne, s'apprête à changer de nom. Onze ans après avoir abandonné la dénomination Vivendi Environnement, qu'il avait adoptée pendant cinq ans, le champion mondial de l'eau et des déchets devrait

désormais arborer tout simplement l'enseigne... Veolia. Le choix de la signature du groupe tricolore pose, en revanche, quelques questions. Faut-il utiliser partout dans le monde la version anglaise, « Resourcing the world », qui pourrait se traduire en français par « Ressourcer le monde » ? C'est la question que

se posent les dirigeants de Veolia. Ou bien est-il préférable de décliner le mantra du leader de l'environnement dans la langue locale des pays où il est présent ? Réponse dans quelques semaines, en fonction du résultat des études et sondages lancés auprès de différents publics.

A.BOH

ENTREPRISES

Le site PSA Rennes, vitrine de l'usine du futur

Un projet pilote va être mis en place dans le domaine des composites sur le site breton du constructeur.

EMMANUEL EGLOFF
ET ANNELOT HUIJGEN
@eegloff et @AnnelotHuijgen

INDUSTRIE Les salariés de l'usine PSA Peugeot Citroën de Rennes s'inquiètent pour leur avenir. Une réunion extraordinaire du comité d'établissement prévue ce jeudi 10 avril devrait « réorganiser la production en une seule équipe, ce qui signifie la suppression d'une demi-équipe », explique Loïc Pottier, de la CFTC. Rennes s'inspire donc de Poissy et Mulhouse, où une équipe a disparu ces derniers mois. Cette suppression peut se faire dans le cadre du nouveau contrat social approuvé l'an dernier par les syndicats. « Nous attendions cette annonce pour 2015 plutôt que dès maintenant », déplore Loïc Pottier. Les organisations syndicales signataires de l'accord - CFE-CGC, CFTC, FO et SLA - demandent à la direction du constructeur de « tout mettre en œuvre pour rapatrier à Rennes de nouvelles activités dans les ateliers ainsi qu'en recherche et développement ».

Sur ce point, le ministère du Redressement productif devrait répondre présent. Rennes a en effet été choisi pour abriter l'un des projets pilotes du plan « usine du futur ». Il s'agit d'un des 34 plans industriels présentés par le président de la République et Arnaud Montebourg en septembre dernier. Son pilotage avait été confié à Frédéric Sanchez, président du constructeur de machines-outils Fives, et à Bernard Charles, président de Dassault Systèmes (le groupe Dassault est propriétaire du Figaro. Ndlr).

Les détails de ce plan auraient dû être communiqués jeudi dernier au Salon de l'industrie, mais au dernier moment Arnaud Montebourg a annulé sa venue, retenu à Bercy par la cérémonie de la passation des pouvoirs. Au nom du ministre, Christophe Lerouge, commissaire au Redressement productif de Bourgogne, a rappelé jeudi que « ce plan a deux objectifs : travailler sur l'offre française en matière de nouvelles technologies de production, comme l'impression 3D ou les robots pour

pouvoir les exporter ; et, deuxièmement, faire en sorte que ces technologies se diffusent en France afin de gagner en compétitivité ». Un premier comité de pilotage pour ce plan s'est réuni mi-mars pour valider quatre projets sur une vingtaine identifiés.

L'un de ces quatre projets concerne donc le site PSA de Rennes. Il doit permettre de réaliser une ligne pilote destinée à fabriquer des prototypes de pièces de structure en composite pour l'automobile. Beaucoup plus légers que l'acier, les composites vont permettre d'alléger les voitures et de diminuer ainsi les émissions polluantes en améliorant la consommation. Cette ligne utilisera une technologie développée par Fives, spécialiste des composites. Ce démonstrateur sera logé dans Excelcar, une société de R & D mise en place par PSA et soutenue par les collectivités locales bretonnes dans le cadre de la réindustrialisation du site.

Un concept éloigné du modèle allemand

Les acteurs industriels - les constructeurs mais également les équipementiers - convalescents pourront passer un contrat avec Excelcar afin de mettre en place, dans leurs usines, leur propre outil de production. La ligne de Rennes devrait être opérationnelle fin 2015. Le montant de l'investissement sera compris entre 10 et 20 millions d'euros, et portera sur 30 à 40 emplois. « Le potentiel est cependant de plusieurs centaines d'emplois si les constructeurs décident de mettre en place d'autres lignes de production de leurs usines pour leurs véhicules », confie un spécialiste du secteur.

Ces projets doivent permettre « la transformation d'usines existantes pour créer des vitrines de la technologie à la française qui pourront être visitées par des délégations étrangères », détaille Frédéric Sanchez au Figaro à la différence du modèle allemand, où les robots se sont déjà largement diffusés dans les usines car la main-d'œuvre est plutôt une denrée rare, le modèle français laisse de la place à l'homme : il a vocation à être assisté plutôt que remplacé par un robot. ■



Ligne de contrôle qualité des Peugeot 508 et Citroën C5 sur le site de Rennes. PSA PEUGEOT CITROËN

Bpifrance se mobilise pour l'industrie

Le niveau d'investissement reste inférieur de 12 % à 2008

NICOLAS DUFOURCO, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BPIFRANCE

Les 2 200 collaborateurs de Bpifrance s'y connaissent en matière d'usines. Et à fortiori les 1 000 collaborateurs des quarante-deux implantations régionales. Car neuf décisions d'investissement sur dix sont prises en région. « Nos fonds France Investissement Régions sont majoritairement investis dans des entreprises industrielles, car elles tirent l'innovation et les services », explique Fanny Lettier, directrice de ces fonds pour l'institution.

En 2013, la filiale de la Caisse des dépôts et de l'État a prêté ou garanti 3,7 milliards d'euros pour 9 900 entreprises industrielles, totalisant 340 000 emplois. La banque a aussi investi 475 millions d'euros en fonds propres, ce qui a permis de mobiliser autant auprès d'investisseurs privés.

Ces derniers mois, les équipes de Bpifrance ont été étoffées, expliquant en partie la hausse du nombre de décisions d'investissement. « Le mois de décembre a constitué un record absolu, avec une trentaine de dossiers », note Bertrand Finet, di-

recteur exécutif de Bpifrance. Le premier trimestre est également de très bonne facture, avec un nombre de dossiers dépassant nos objectifs. » Après avoir investi 121 millions d'euros dans 91 dossiers en 2013, l'institution alimentera entrera au capital de quelque 120 entreprises pour environ 170 millions d'euros cette année.

« Petits tickets »

Mais la Bpifrance aimerait aller plus loin. « Il y a encore trop de freins qui s'opposent à l'ouverture du capital dans les petites entreprises, dont la méfiance des dirigeants, surtout ceux des entreprises familiales », ajoute Bertrand Finet. Contrairement à d'autres fonds d'investissement, Bpifrance ne cherche pas à prendre les rênes d'une entreprise : « nous sommes des investisseurs minoritaires, qui sont là pour accompagner le chef d'entreprise dans ses choix », souligne Fanny Lettier. Et ce pendant longtemps, car Bpifrance a décidé d'allonger la durée de vie de ces fonds régionaux de quelques

années à 25 ans. L'institution annonce par ailleurs la création d'un fonds pour des petits tickets, des investissements inférieurs à 500 000 euros. « Ces opérations sont trop peu rentables pour les fonds privés », explique Fanny Lettier. Mais « ceux qui créent de l'emploi, ce sont surtout les PME et les entreprises de petite taille », réalisant un chiffre d'affaires entre 500 000 et 600 000 euros. Ce fonds sera doté de 40 millions d'euros, provenant des gains réalisés par les autres fonds régionaux, qui pourront servir à environ 80 entreprises.

Enfin, Bpifrance a annoncé le lancement d'un prêt d'un montant de 300 millions d'euros, financé sur le programme des investissements d'avenir, destiné à la robotisation des PME. « Le niveau d'investissement reste toujours inférieur de 12 % à 2008. Il faudrait que 2014 soit l'année du grand rattrapage, mais cela dépend aussi beaucoup de la psychologie des chefs d'entreprise », exhorte Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

Cardif sanctionnée pour ses assurances-vie non réclamées

La filiale de BNP Paribas écope d'une amende de 10 millions d'euros. D'autres compagnies sont sur la sellette.

ANNE BODESCOT
abodescot@lefigaro.fr

ASSURANCE

L'ACPR, l'organisme qui contrôle les compagnies d'assurances, se fâche. Partie en guerre contre le peu d'enthousiasme des assureurs pour rechercher les bénéficiaires (des assurances-vie non réclamées, elle vient d'infirmer un blâme et une très lourde amende (10 millions d'euros) à Cardif Assurance Vie, filiale de BNP Paribas. Avec en prime une mauvaise publicité dont l'intérêt s'est bien passé.

L'Autorité de contrôle prudentiel lui reproche d'avoir tardé à respecter la loi de décembre 2007. Cette loi impose aux assureurs de vérifier régulièrement que les souscripteurs de leurs contrats sont toujours en vie, notamment en consultant le fichier Insee des personnes décédées. Lorsqu'elles sont informées d'un décès et qu'aucun proche n'est manifesté pour recevoir le capital, les compagnies sont dans l'obligation de rechercher activement les bénéficiaires auxquels il était destiné, qui peut-être ignorent leur bonne fortune. Si elles les trouvent, elles doivent les avertir. En attendant, elles doivent continuer à rémunérer les capitaux en question. L'ACPR reproche à Cardif

d'avoir mis trop longtemps à déployer les moyens nécessaires pour remplir ces nouvelles obligations.

Du début 2010 à avril 2011, l'assureur - informé par la consultation du fichier Insee du décès de plus de 8 000 de ses clients (pour plus de 95 millions d'euros de capitaux décès) - a recherché les bénéficiaires de moins de la moitié d'entre eux. L'assureur n'a pas non plus « pleinement » rémunéré ces capitaux en désherérence.

Un coup de semonce

Pour justifier l'ampleur de l'amende, la commission des sanctions de l'ACPR fait valoir que les « insuffisances » et les « retards » ont donné lieu pour Cardif à la « conservation induite » de sommes qui auraient dû être versées aux bénéficiaires des contrats.

Depuis, la filiale de BNP Paribas affirme avoir corrigé le tir. Elle a renforcé les équipes chargées de ces missions. Et elle a reversé aux bénéficiaires les intérêts dont ils avaient été privés illégalement.

Mais c'est un coup de semonce pour toute la profession. En décembre dernier, Jean-Marie Levaux, le vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel, avait indiqué vouloir passer le marché de l'assurance-vie au crible pour faire cesser certaines pratiques ré-

préhensibles, des « situations honteuses, scandaleuses », en particulier sur les contrats en désherérence. Des enquêtes sont en cours.

En février dernier, d'ailleurs, après avoir étudié 63 contrats de différentes compagnies, l'ACPR s'était déjà insurgée contre celles qui prélevaient tout simplement sur les contrats en désherérence les

frais de recherche engagés pour retrouver les bénéficiaires. Des pratiques illégales, selon le régulateur, qui a exigé la suppression dans les contrats des clauses de ce type.

La Cour des comptes a estimé l'été dernier à 2,76 milliards d'euros au moins l'encours des contrats d'assurance-vie non ré-

clamés. Une proposition de loi, déjà adoptée par l'Assemblée nationale, prévoit d'instaurer un nouveau mécanisme, notamment de transférer ces capitaux à la Caisse des dépôts dix ans après le décès du souscripteur. Elle doit encore être votée par le Sénat. Son entrée en vigueur n'est pas prévue avant 2016.

2,76
milliards
d'euros
C'est le montant
des capitaux placés
en assurance-vie et qui
n'ont pas été réclamés
par leurs bénéficiaires

120 RECRUTEURS VOUS ATTENDENT AU FORUM RÉGIONAL DE L'EMPLOI

FORUM PROVENCE CONTACT'EMPLOI

PALAIS DES CONGRES DIGNE-LES-BAINS (04)

INFORMATION/PRÉPARATION : 04 92 30 05 25 / WWW.PROVENCE-EMPLOI.FR

OUVERT À TOUS, ENTRÉE LIBRE ET GRATUITE SE MUNIR DE CV

Bouygues Telecom pourrait s'allier à Free pour contrer SFR-Numericable

La filiale de Bouygues devra rapidement prendre une décision sur son avenir.

ELSA BEMBARON @elsabembaron

TELECOMS Bouygues Telecom a échoué dans la course au rachat de SFR. Samedi, Vivendi lui a préféré Numericable. Le troisième opérateur mobile, converti en chaire de la consolidation du secteur, doit désormais explorer toutes les pistes pour son avenir. Les observateurs soulignent que « Bouygues Telecom ne peut pas rester seul, car son activité ne dégage plus de cash ». De son côté, le gouvernement semble favorable au retour à trois opérateurs mobiles. Cette configuration qui pourrait stopper la guerre des prix et permettre aux intéressés de sauver leurs emplois et leurs investissements.

Après les fiançailles, le mariage avec Free

Bouygues Telecom et Free pourraient continuer à négocier ensemble. Bouygues avait convenu de céder son réseau mobile et une partie de ses fréquences à Free pour 1,8 milliard d'euros, s'il parvenait à racheter SFR. L'accord est caduc, mais les jalons à une réconciliation entre Free et Bouygues ont été posés. « Il n'est pas aberrant de penser à un rapprochement entre Free et Bouygues, même si c'est encore un peu tôt », pour un proche du dossier, à condition de trouver un accord sur le prix. Les calculatrices ont commencé à chauffer chez les financiers. A six fois sa marge opérationnelle, Bouygues Telecom vaudrait 4,2 milliards d'euros. Ce serait presque moitié moins que la somme estimée par Bouygues pour sa filiale.

Le rapprochement Free-Bouygues Telecom pourrait prendre une autre forme, celui de la mutualisation des réseaux. Mais, dans tous les cas, il faudrait d'abord que Bouygues Telecom s'affranchisse de son accord de mutualisation avec SFR, ce qui n'est pas prévu pour le moment. Si le scénario d'un partenariat entre Free et Bouygues Telecom plait autant au marché, c'est parce qu'il permet à la fois de consolider Bouygues et d'éviter que Free soit marginalisé.

Un rapprochement avec Orange

L'opérateur historique ne peut en-

visager de se marier avec aucun de ses rivaux, pour des raisons de concurrence. En revanche, il est passé maître dans la signature d'accords de mutualisation avec des concurrents, un système qu'il a développé dans plusieurs pays d'Europe. « La mutualisation des réseaux d'Orange et de Bouygues Telecom est une piste. Les deux parties ont de l'expérience en la matière. Cette solution a l'avantage de laisser une totale liberté aux signataires sur le contenu de leurs offres commerciales », souligne un conseiller du secteur. Un tel accord permettrait à Bouygues d'économiser au bas mot 100 millions d'euros en année pleine et un peu plus pour Orange.

Un chevalier blanc étranger

« Dans un marché des télécoms français assaini, Bouygues Telecom pourrait attirer un investisseur étranger », estime un financier. Plusieurs noms ont été évoqués, à commencer par Telefonica. Bouygues et l'opérateur espagnol se connaissent bien. Ils ont déjà conclu deux partenariats, l'un dans les offres aux entreprises et l'autre pour créer une plate-forme commune pour les achats de matériels et de téléphones.

D'autres pourraient être intéressés, comme Vodafone, qui connaît le marché français ayant été actionnaire de SFR, ou Carlos Slim, le magnat mexicain des télécoms. Son groupe, America Movil, en situation de quasi-monopole dans son pays, cherche à diversifier son implantation.

Tenir les accords avec Numericable et SFR

Bouygues Telecom est déjà très lié avec le duo Numericable-SFR. Il a un accord de mutualisation d'une partie de son réseau avec SFR. Pour le moment, cet accord n'a pas encore été mis en œuvre et Bouygues laisse planer le doute sur son exécution. Mais il a été conclu pour qu'un changement d'actionnaire n'ait pas d'impact. Avec Numericable, Bouygues Telecom a des accords dans la fibre.

Free en quête d'alliés

Bouygues Telecom n'est pas le seul à chercher à se renforcer, Free aussi. En fin négociateur, le groupe



Martin Bouygues, PDG de Bouygues Telecom. ERIC PERMONT/AFP

de Xavier Niel ne peut pas laisser imaginer que Bouygues Telecom est son seul partenaire possible. Là aussi, les scénarios se multiplient. Free pourrait chercher à resserrer ses liens avec Orange. Les deux opérateurs ont déjà signé un accord d'itinérance, ils pourraient passer au stade supérieur avec une mutualisation de leurs réseaux. Cette hypothèse reste néanmoins problématique en raison de la différence

flagrante de taille entre les deux dispositifs. Alors qu'Orange compte plus de 17 000 antennes en 3G, Free en aligne 2800, selon l'Agence nationale des fréquences. Free pourrait aussi chercher à conclure un autre accord d'itinérance ou de mutualisation avec SFR et/ou Bouygues Telecom. Mais dans ce cas, Orange pourrait s'opposer à un accord liant l'intégralité de ses concurrents. ■

EN BREF

Parisot sur le point d'être repris par ses cadres

Le tribunal de commerce de Vesoul a rendu un avis favorable au projet de reprise d'un groupe de cadres du Groupe Parisot, leader français de la fabrication de meubles qui emploie environ 2 000 salariés. Les repreneurs attendent désormais la décision du tribunal d'Épinal (Vosges), qui doit se prononcer jeudi sur la reprise de Parisot-Mattincourt, une filiale du groupe actuellement en redressement judiciaire.

Constellium investit à Issoire

Constellium, créé sur les ruines de l'ancien champion national Pechiney, a annoncé mardi la construction de deux nouvelles fonderies sur le site historique du groupe, à Issoire (Puy-de-Dôme). Elles s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'investissement initial de 52 millions d'euros auquel vont s'ajouter 43 millions d'euros. Constellium souhaite y développer sa technologie Airware, qui permet de réduire de 25 % le poids des pièces fabriquées, afin de répondre à la demande croissante de l'aéronautique.

Le camping pèse 2,2 milliards d'euros

Au terme d'une année 2013 record selon la Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air, les campings français ont enregistré 108,6 millions de nuitées. Une progression de près de 3 % qui débouche sur un chiffre d'affaires global du secteur de 2,2 milliards d'euros. Avec près de 8 400 campings, la France concentre 34 % de l'offre européenne. La fédération explique ces bons résultats par le climat favorable et la stabilité des prix.

B & B franchit le cap des 300 hôtels

La chaîne d'hôtellerie économique B & B vient d'ouvrir son deuxième hôtel à Nîmes, franchissant le cap des 300 établissements (dont plus de 210 en France). L'objectif est d'atteindre 500 hôtels à l'horizon 2017.

En France, un SDF sur quatre travaille

Moscovici se confie sur son expérience à Bercy www.lefigaro.fr/economie

Lire aussi PAGE 18

LES DÉCIDEURS

PAR Carole Bellemare avec Corinne Caillaud

www.decideurs.lefigaro.fr

LEONELLO BRANDOLINI Hachette Livre

L'ex-PDG des Éditions Robert Laffont rejoint la filiale du groupe Lagardère comme conseiller international et apporte de projets éditoriaux auprès du président, Arnaud Nourry. Un retour pour ce Vénitien de 63 ans qui avait débuté chez Hachette. Celui qui a réalisé toute sa carrière dans l'édition française fut directeur de Pocket chez Éditis (groupe Placet). En 1999, il avait pris la présidence du groupe Robert Laffont.

THOMAS SAUNIER FFSA

Cet X de 47 ans succède à Jean-François Lequoy comme délégué général de la Fédération française des sociétés d'assurances. Également diplômé de l'Ensa et de l'Institut des actuaires français, cet ex-CNP est membre du comité de direction générale de Generali depuis 2006.

STÉPHANIE CORRE LE BAIL Giropharm

Officier depuis 14 ans au sein du groupement de pharmaciens indépendants, cette ESC Rennes de 37 ans prend la tête de la direction santé, nouvellement créée.



Frédéric Oriol, l'obsession de la traçabilité chez Delpeyrat

Il était hier soir au Wine & Business Club, au Bristol, pour présenter devant les médias et les milieux d'affaires son tout nouveau bébé, un vin de Bordeaux signé Delpeyrat. Le spécialiste du canard et des foies gras se lance dans la vente de vin à l'étranger en partenariat avec la coopérative Univitis, premier groupement de producteurs en vins de Bordeaux et Sud-Ouest. Le but : mieux pénétrer avec la marque Delpeyrat et ce produit plus familier certains marchés encore peu réceptifs au foie gras, comme le marché chinois. Frédéric Oriol, nouveau directeur général de la filiale Matadour, poursuit au pas de charge la politique de diversification engagée par son prédécesseur Thierry Blandinière, parti diriger la coopérative Invivo. Il s'apprête aussi à investir le marché de la salade au rayon frais des supermarchés Carrefour avec des « aides culturelles », c'est-à-dire des accompagnements, magrets, gésiers, saumon et autres crevettes. Volonté du nouveau dirigeant : « Déployer la marque tout en maîtrisant la traçabilité. » La grande obsession de celui qui dit avoir été « choqué » par l'histoire de la crise du cheval « parce qu'on a trompé le consommateur », et qui rêve de développer un partenariat durable avec les distributeurs. Son rêve aussi : s'investir plus en amont dans l'élevage des poissons, notamment. Né en Guadeloupe de parents pieds-noirs et élevé en Bretagne, Frédéric Oriol, qui débuta comme contrôleur de gestion industriel chez Doux, est devenu un vrai stratège de l'alimentaire. Formé il est vrai à bonne école auprès de Thierry Blandinière, qu'il a rejoint en 2004 après avoir dirigé Muller foie gras, au sein du groupe CCA (William Saurin, Paul Predault, Madrange) de Monique Piffaut. D'abord directeur de la supply chain, puis DGA/operations, il a participé à la success story Delpeyrat, alors une affaire de 85 millions d'euros et de trois sites, participant à une stratégie d'implantation soutenue. Renforcements dans le canard, le jambon de Bayonne, le saumon fumé, le caviar, le poisson frais avec le rachat de Delmas auront permis de diversifier la petite entreprise de Mont-de-Marsan, d'en faire un acteur incontournable de la gastronomie du Sud-Ouest, et pas seulement, avec 600 millions de chiffre d'affaires, et de la doter de nouveaux relais de croissance. Car le marché du foie gras stagne désormais en France. Frédéric Oriol, père de trois enfants, fan de moto et de rugby, entend structurer l'existant, développer l'export et « rester attentif aux opportunités ». Son objectif à terme : faire passer la part du canard gras dans l'activité de 64 % à 50 %. C.B.

GÉRARD MESTRALLET GDF Suez



Le président du géant français de l'énergie renforce son management. Raphaël Schoentgen, patron de la Chine, devient directeur de la recherche et de la technologie, et est remplacé par Jean-Marc Guyot, le patron de la filiale Elengy. Marc Florette laisse la direction de la recherche et de l'innovation pour devenir le « M. Digital » du groupe. Martin Jahan de Lestang, jusqu'alors directeur performance & innovation, prend la direction générale d'Elengy, et Alexandre Brailowsky, la direction de la responsabilité sociale, au sein de la direction de la responsabilité Environnementale et sociale.

DANIEL LALONDE Sandor Maje, Claudie Pierlot (SMCP)

Après une expatriation à New York début 2012 comme président international de Ralph Lauren, il devient président du directoire du spécialiste européen du prêt-à-porter de luxe accessible. Cet ancien de LVMH a notamment été PDG de Moët & Chandon monde. Frédéric Bousse et Elie Kouby restent membres du directoire et deviennent conseillers du président.

LE CAC

[illegible]

PLUS FORTES HAUSSES						
MINIWOOL	0,23	+15	0,23	0,2	16,36	+27,71
ATAP	0,33	+10	0,36	0,29	0,16	+16,16
RAYWAY SOFTWARE	23,88	+0,69	1,9	2,19	0,37	+0,37
THALES	2,47	+2,45	29,8	29,8	0,46	+0,46
SOTEC	2,17	+1,51	2,53	2,4	0,54	+7,09
PLUS FORTES BAISSSES						
INVENTIPHARMA	7,95	-7,43	9,44	7,94	42,85	+50,42
MINUTEPISTA	50,4	-5,04	60,29	5,5	1,21	+1,21
BOUYGUE	1,95	-1,3	7,91	7,91	0,22	+0,22
BOUYGUE	3,27	-3,27	8,06	7,6	1,92	+2,22
BEAUMORE	9,49	-9,49	9,1	9,43	1,99	+2,22

GROUPAMA SORT DE SAINT-GOBAIN
 L'assureur mutueliste a cédé la totalité de sa participation dans Saint-Gobain, soit 1,8 % du capital du fabricant et distributeur de matériaux de construction. Cette vente, qui s'est effectuée via un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels, permet à Groupama de récupérer 450,4 millions d'euros. À la Bourse de Paris, le titre Saint-Gobain reculait nettement à la suite de cette cession : il a terminé en baisse de 3,03 %, à 44 euros.

Altran a annoncé hier l'acquisition de Tass, société néerlandaise spécialisée dans les systèmes intelligents qui a réalisé un chiffre d'affaires de 23 millions d'euros en 2013. Le montant de l'opération n'a pas été précisé, mais cette acquisition, intégralement financée par les ressources du groupe, sera relative des la première année, à l'indique la société. Le titre Altran a cédé 1,37 % hier, à 7,99 euros.

► **Nevert** ☎ 800 112 119



jour	Veille	31/12
UNGO DE GENEV	30400	30390
NAPOLEON	11225	83
PIECE 20 DOLLSA	504	525
PIECE 2 FLORENS	161	169
PIECE 20 FRANS	3308	1070
PIECE 20F TURPES	153	81
PIECE 2 DOLLSA 50	257	755
PIECE 50 PESOS MEX	745	145
PIECE 10 FRANS	321	1216
PIECE SUISSE 20F	2801	1805
PIECE LATINE 20F	178	37
SOVEREIGN	238	230.2
PIECE BRITANN	1000	1000

ÉDITATION QUOTIDIENNE ASSURÉE PAR TESSI-CORR
www.chordvilles.com

AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1476	AUS
CANADA	DOLLAR CANADIEN	15695	CA
ÉTATS-UNIS	DOLLAR ÉTATIS	15695	US
HONG KONG	DOLLAR HONG KONG	10609	HK
JAPON	YEN	1620	JP
ITALIE	LIRES SUISSE	127	IT
ÉTATS-UNIS	DOLLAR	13374	US
FRANCE	FRANC	2967	FR
MAROC	DIRHAM	12534	MA
THAÏLANDE	BATH	44327	TH
ARGENTINE	PESOS	24675	AR
MEXIQUE	PESOS MEXICAIN	137357	MX
ESPAGNE	PESOS	305654	ES
NORVÈGE	COURONNE NORVÉGIENNE	8238	NO
RUSSIE	ROUBLE	14544	RU
LIBYIE	DYRAME	100	LY
LIBAN	LITAS	145227	LB
THAÏLANDE	BATH	14504	TH
ROYAUME-UNI	COURONNE THAÏLANDE	7747	UK
ROMANIE	LEU	14555	RO
ROUMANIE	LEU	16738	RO
EGYPTE	LEU ÉGYPTIENNE	19627	EG
CHILI	QUAN	15355	CL
INDONÉSIE	ROPIE	182362	ID
INDONÉSIE	ROPIA	155478	ID
ISRAËL	NOUVEAU SHEQUEL	184604	IL
FRANCE	FRANC	67	FR
CHYPRE	CHYPRE	100	CY

[illegible]

Au lendemain d'une chute de 1.08 %, le CAC 40 a cédé 0.25 %.

HERVÉ ROUSSEAU hrousseau@tefilarg.fr

MARCHÉS La Bourse de Paris, qui s'était hissée en fin de semaine dernière à des sommets inconnus depuis le début du mois de septembre 2008, soit avant la faillite de Lehman Brothers, subit une vague de prises de bénéfices. Le CAC 40 a terminé en baisse de 0,25 % mardi, à 4 424,83 points, après avoir déjà glissé de 1,08 % la veille.

La prudence du FMI sur la croissance mondiale et la résurgence des tensions en Ukraine ont pesé sur l'ensemble des places boursières : Francfort a lâché 0,21 %, Londres 0,49 % et l'Euro Stoxx 50 a terminé en baisse de 0,26 %.

Wall Street était aussi sur la défensive. En fin de séance, le Dow reculait de 0,21 %, tandis que le Nasdaq grignotait 0,10 %. La prudence des investisseurs était aussi renforcée par l'imminence de l'ouverture du bal des résultats trimestriels à Wall Street. Comme à son habitude, le géant de l'aluminium Alcoa devait donner le coup d'envoi de la saison, après la clôture de la Bourse de New York.

Les Indicateurs du jour, et notamment le recul du déficit commercial de la France en février, n'ont pas vraiment eu d'impact sur le marché. Les investisseurs

sont également restés de marbre face au discours de politique générale du nouveau chef du gouvernement, Manuel Valls, à l'Assemblée nationale.

À Paris, le mouvement de consolidation dans le secteur des télécoms continuait d'occuper les investisseurs. Après la vente de SFR à Numericable (+1,29 %), Bouygues a grignoté 1,34 % (lire également en page 26).

Les prises de bénéfices se concentraient sur les titres qui ont le plus progressé ces derniers mois. Airbus

Les deux groupes de services
Informatiques Steria et Sopra ont
confirmé leur projet de fusion pour
former un des leaders européens du
secteur (nos éditions de mardi). En
pratique, Sopra lancera en mal une offre
publique d'échange. Les actionnaires de
Steria recevront une action Sopra pour
quatre actions publiques. Cette offre,
représente une valeur de 22 euros par

action Steria sur la base du cours moyen
pondéré sur un mois de Sopra. Elle fait
ainsi ressortir une prime de 40 % sur le
cours de clôture de vendredi. Ce mariage
doit générer des synergies de l'ordre
de 62 millions d'euros par an à partir
de 2017. Il devrait être neutre sur le
bénéfice par action en 2015 et très relati-
vement positif en 2016 et 2017. En 2016, selon les deux groupes. Leur
cotation doit reprendre ce mercredi.

QUE REGARDENT les analystes lorsqu'ils étudient une entreprise ? C'est ce qu'a cherché à savoir EY, en épluchant quelque 300 notes qu'ils ont rédigées récemment sur les valeurs du SBF 120, hors banques, compagnies d'assurances et sociétés immobilières. Verdict ? Seuls 10 % s'intéressent à la stabilité de la gouvernance de l'entreprise. Moins d'un quart se penchent sur la diversification des activités ou l'innovation, les nouvelles offres, la recherche et développement.

En revanche, 62 % scrutent la présence de la société dans les pays émergents, 54 % sa capacité à recourir à la croissance externe et 47 % la récurrence des cash-flows, qui témoignent de la stabilité des résultats. « Nous étions surpris de voir se distinguer aussi clairement trois grands thèmes », remarque Nicolas Klapisz, associé responsable du département évaluation et modélisation financière d'ErE.

Mais ces analyses ont vu juste. Car ces dernières années, ces trois critères sont bien ceux qui ont focalisé l'attention des marchés financiers. Même si leur importance relative n'était pas tout à fait celle qu'imaginaient les auteurs de ces notes. Leur intérêt pour l'exposition des sociétés à la croissance économique des marchés émergents est par exemple un peu excessif. Car si la performance boursière des valeurs du SRF 120 est bel et bien liée à la

part du chiffre d'affaires réalisé dans ces pays, la corrélation est assez modeste. « Ce critère pris isolément explique moins d'un cinquième de l'évolution des cours de-
puis quatre ans », relève Nicolas Kianisz.

C'est beaucoup moins qu'un autre critère, très classique, qui dicte l'évolution des prix des actions : la croissance des profits, réalisée en interne ou par des acquisitions. « Ce critère explique à lui seul plus de la moitié de la performance boursière des titres », observe l'auteur de l'étude. On comprend donc l'attention portée par les analystes à la

croissance externe. Mais ils ont aussi raison de s'intéresser à la régularité des flux de trésorerie. Car la volatilité des résultats a un effet négatif sur les cours. Les sociétés plus « régulières », qui offrent de la visibilité, ont été les mieux aimées des marchés depuis quatre ans, souligne l'étude. Pendant cette période, ceux-ci ont tour à tour fait les valeurs de croissance, les défensives, les cycliques. Mais les analystes, eux, ont fait preuve d'une grande constance. « Au fil des mois, ils ont continué à se concentrer, dans leurs notes, sur les mêmes points essentiels », explique Nicolas Klapisch. ■

ALAIN BOUESCOT



LE CONSEIL DE
Roland Laskine
rlaskine@nillearn.fr

C'est même en moins cher !
 Scia schématisant le raisonnement des boursiers mariés au sujet de l'équipementier automobile Plastic Omnium et de sa maison mère Burelle. Alors que l'action Plastic Omnium a perdu 3,4% à la clôture, Burelle, qui est cotée distinctement, a grimpé de 3,70 %, à 730,06 euros, non loin d'un nouveau record historique. Sans surprise, les comptes 2013 de la holding ont reflété la remarquable performance de ses résultats de Plastic Omnium, sa filiale à 56,1 % (lire nos éditions du 28 février). À leur échelle, les autres filiales, la société de capital-risque Burelle Participations ainsi que la foncière Sofiparc, ont aussi contribué positivement aux profits. Les Investisseurs ont apprécié l'augmentation de 60 % du dividende de Burelle à 7 euros par action. En outre, en dépit de sa progression de près de 25 % depuis deux ans, l'année, la holding latérale affiche encore une forte dette : quand Plastic Omnium s'échange à 22 fois le montant du bénéfice annuel, ce ratio tombe à 12 fois pour Burelle. Un prix attractif, qui s'explique aussi par la moindre liquidité du titre.

suivez les portefeuilles du Figaro sur lefigaro.fr/bourse

Yahoo! et Microsoft se lancent dans les séries télé

Inspirés par le succès de Netflix, ils vont produire des contenus originaux pour le Web.

BENJAMIN FERRAN @benjaminferran

INTERNET. Internet se prend de passion pour les séries. Au MIP TV, le marché international de la télévision qui se tient à Cannes, Microsoft a confirmé travailler sur une adaptation de la série suédoise *Real Humans*. Cinq autres programmes sont en préparation. Yahoo! échafaude de son côté un projet ambitieux qui le conduira à produire lui aussi plusieurs séries. La semaine dernière, Amazon a annoncé la commande de six nouveaux shows et d'une suite à *Alpha House*, sa première série, produite depuis un an.

Les acteurs d'Internet, pourtant prêts à dépenser des milliards pour des rachats de start-up, n'ont pas l'habitude de produire des contenus si onéreux. Yahoo! consacrera entre 700 000 et 1 million de dollars par épisode à un rythme de dix épisodes par saison, selon le *Wall Street Journal*. C'est le même niveau que des séries télé alors que le marché publicitaire sur le Web est beaucoup plus petit. Mais ces sociétés, qui regorgent de cash, espèrent séduire de nouveaux internautes avec des contenus à même de les faire revenir souvent et longtemps sur leurs pages et dans les applications.

Recruter des abonnés

Yahoo!, qui a échoué à racheter Dailymotion il y a un an, place les séries télévisées au cœur de sa nouvelle stratégie dans la vidéo. Au lieu de chercher à dupliquer YouTube, ce qui passerait par un rachat coûteux, la société de Marissa Mayer concentre ses efforts sur les programmes qui peuvent réunir le plus d'audience en ligne. Il y a un an, il a décroché l'exclusivité de l'émission *Saturday Night Live*. Récemment, il aurait approché certaines des stars qui font les beaux jours de YouTube, pour tenter de les débaucher.

Yahoo! veut augmenter fortement son audience pour capter une



Real Humans, série suédoise diffusée en France sur Arte, est l'objet d'une adaptation américaine par Microsoft. KHIAN PAULIN

partie de la manne de la publicité par vidéo, dont profite largement YouTube. De loin, numéro un en audience, le site de Google récupère pour l'instant l'essentiel des recettes publicitaires. Les annonceurs ont dépensé 5,6 milliards en publicité sur YouTube dans le monde en 2013, selon le cabinet eMarketer. Ce modèle rappelle celui d'une télévision gratuite. À plus long terme, les sociétés Internet parient sur une redirection de budgets de la télé vers le Web.

Microsoft et Amazon sont dans une autre logique. Ils s'apparentent davantage aux géants de la télé

payante comme Canal+ ou HBO. Leurs séries servent à recruter de nouveaux abonnés pour leurs services de vidéo à la demande respectifs. Amazon augmente son offre de séries à l'occasion de la sortie de sa box télé, la Fire TV. Microsoft mettra en avant ses productions originales sur le service Xbox Live de sa console de jeu vidéo Xbox. Sony fera de même avec la PlayStation 4. Netflix a montré la voie avec ses programmes originaux *House of Cards* et *Orange Is the New Black*, qui sont devenus ses meilleurs ambassadeurs dans tous les pays où il se déploie.

Pour proposer des programmes de qualité, les groupes Internet multiplient les prises de choix. Microsoft a recruté à l'automne 2012 une ancienne de la chaîne CBS pour diriger ce projet. Il collabore aussi avec Steven Spielberg pour une adaptation de son jeu vidéo *Halo* en série télévisée.

Ce regain d'intérêt pour la production de séries rappelle les ambitions des groupes Internet dans les médias au début des années 2000, avec le rachat de Time Warner par AOL ou la nomination du président de Warner Bros, Terry Semel, chez Yahoo! ■

Microsoft mettra en avant ses productions originales sur le service Xbox Live de sa console de jeu vidéo Xbox

LES AUDIENCES

Lundi 7 avril
en millions de téléspectateurs
(source Médiamétrie)

T F 1

5 millions
Téléfilm *Camping Paradis*
Part d'audience : 20,4 %

France 2

4,9 millions
Série *Rizzoli and Isles*
Part d'audience : 18,6 %

M 6

2,9 millions
Jeu « Top Chef »
Part d'audience : 14,1 %

France 4

2,2 millions
Documentaire
Que se passe-t-il dans la tête de François Hollande ?
Part d'audience : 8,8 %

EN BREF

Cession du « Nouvel Observateur » au trio Bergé-Niel-Pigasse

Claude Perdriel, président du *Nouvel Observateur*, a officiellement cédé mardi 65 % de l'hébergement au Monde Libre, holding détenue par Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse, qui contrôle le groupe Le Monde. La rédaction du news magazine est appelée à se prononcer jeudi sur la nomination de Matthieu Croissant, actuellement au *Parisien*, pour prendre la direction de la rédaction.

Publicis se renforce en Afrique du Sud

Le groupe publicitaire français a fait l'acquisition de l'agence sud-africaine Owen Kessel (80 salariés), qui compte Total ou Amstel Lager parmi ses clients, pour un montant qui n'a pas été dévoilé.



Israël, nouvelle terre promise de la télévision

En deux ans, le pays a réussi à percer sur le marché international des contenus audiovisuels.

CAROLINE SALLÉ @ClemTV
A CANNES

AUDIOVISUEL. Le nouvel Eldorado des formats télévisés inédits a un nom. Israël. En deux ans, ce pays est devenu un « hot spot » pour les TV du monde entier. TF1 en France et Fox aux États-Unis viennent d'acheter « Boom », un quiz créé par Keshet. Confirmation au MIP TV de Cannes, où les formats en provenance d'Israël, pays invité d'honneur, font le buzz du salon international des programmes télévisés.

« Pour cette édition, plus de 200 représentants ont fait le déplacement », a compté Laureen Garau-de, la directrice de la division TV de ReedMidem, organisateur du salon. Soit une vingtaine de sociétés de production, allant de Keshet, la plus emblématique, à Armoza Formats, DorMedia, Studio Glam, A/Capella, Reshet ou encore Ananey.

Voilà quelques mois, lorsque les chaînes de télé se sont mises en quête d'un nouveau talent show musical pour succéder à « The Voice », c'est déjà en Israël qu'elles ont trouvé la perle rare. Rising Star, diffusé à la rentrée sur M6 a été vendu par Keshet dans plus de 20 pays. Israël a aussi largement bénéficié des retombées de la série *Homeland*, prochainement adaptée en Corée. « Israël s'est fait respecter par le biais de la fiction »,

estime Bertrand Villegas, cofondateur de la société The Wilt.

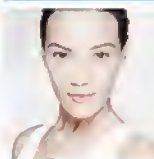
Véritable « usine à concepts », Israël tire sa notoriété de sa formidable créativité. « Nous sommes des chercheurs », confirme Avi Nir, le dirigeant de Keshet, qui résume ainsi la philosophie de sa société : « être numéro un, mais penser comme des numéros deux ». En clair, continuer d'innover en permanence.

Conçus pour l'exportation

L'autre atout de ce petit pays est aussi d'avoir su développer des contenus à bas coûts. « Le marché israélien étant plus réduit qu'ailleurs, les producteurs, pour rentabiliser leurs investissements n'ont pas d'autres choix que d'adapter leur budget », estime Yoram Mokady, le vice-président en charge des contenus de HOT. Ils se tournent logiquement vers l'exportation, principalement en Europe.

D'ailleurs, « les formats israéliens sont pensés dès le début pour l'exportation », explique Virginia Mouselier, cofondatrice de The Wilt. Des sociétés comme Keshet, à la fois producteur et chaîne de télévision, disposent d'avantages : « Ils peuvent tester leur concept à l'antenne et faire valoir les bonnes audiences pour mieux les exporter », constate Takis Candilis, le président de Lagardère Entertainment, qui devrait annoncer le développement d'une fiction avec Keshet. ■

LE FIGARO et vous



BEAUTÉ
CLARINS,
LA « PETITE »
FRANÇAISE QUI SÉDUIT
LES JAPONAISES PAGE 33



VOYAGE
LE PARC ASTÉRIX ROUVRE
SES PORTES CE SAMEDI
AVEC UN NOUVEL ESPACE
DÉDIÉ AUX ENFANTS PAGE 34



**TRISTESSE
À LA GAÏTÉ**

GÉNÉRALE DE « RENDEZ-VOUS
EN BOÎTE » DE MARC ESPOSITO.

Marc Esposito, le réalisateur du *Cœur des hommes*, boit un café chez Marie-Do, la patronne de L'Entracte Gallé, dans la rue des théâtres du même nom (XIV^e). 19 heures, les piliers s'rotent un verre de sauvignon. Cacanuettes et sourires sont ici à discrétion. Fébrile avant la générale de sa première pièce, *Rendez-vous en boîte*, qu'il met également en scène, Marc Esposito discute avec Stéphane Engelberg, codirecteur du Théâtre de la Galté Montparnasse où est présentée sa comédie. Anne et Bernard Campan les saluent en passant dans leur 4x4 noir - c'est madame qui conduit. Ils sont sur la liste des people qui ne font pas relâche ce lundi soir. Éric Berger, l'inoubliable *Tanguy* du film d'Étienne Chatiliez, qui tient le rôle principal, arrive tôt. Jean-Pierre Darroussin, qui jouera prochainement au cinéma un agriculteur avec Isabelle Huppert, commande un ballon de rouge. Édouard Baer préfère un café. Thierry Samtler observe ses pairs, bras dessus, bras dessous avec sa compagne, Daniel Prévost fait des allers-retours sur le trottoir noir de monde. Cristiana Reali s'accroche à son sac à main. « C'est sûr, la pièce ne commencera pas à 20 h 30, je pars pour un lever de rideau à 21 heures », prévient une habituée. Elle a raison. « Bienvenue ! », commence Yann, l'ouvreur boute-en-train du théâtre. Levez la main droite, maintenant l'index gauche... Vous êtes tous capables de fermer votre portable ! » 21 h 10. Des jeunes gens se déhanchent dans une discothèque sur l'air de *Billie Jean* de Michael Jackson. Assis sur une banquette, Tom (Éric Berger) espère revoir Sandra (Sandy Besse), qui lui a chaviré le cœur. Son meilleur ami (Atmen Kelif) l'accompagne. La vodka coule à flots, mais la pièce se noie. Les acteurs s'amusent, le public s'ennuie. À la fin, les rappels sont forcés. « C'est ce qu'on appelle un bide », résume une spectatrice en sortant.



Au bonheur des dames

Dans « Apprenti gigolo », John Turturro devant et derrière la caméra vend ses charmes aux femmes pour renflouer son ami Woody Allen. Une comédie très culottée. PAGE 30

Avec Cecilia Bartoli, la passion est en bonne voix

OPÉRA La cantatrice italienne, qui revenait à Paris dans un rôle après plus de vingt ans d'absence, a ébloui en Desdémone du trop rare « Otello » de Rossini, au Théâtre des Champs-Élysées.

CHRISTIAN MERLIN

On en rêvait, Michel Franck l'a fait. Ce n'est pas qu'on ne les aime pas, les one-woman-shows thématiques de Cecilia Bartoli. Elle peut même se vanter d'avoir inventé quelque chose. Mais on n'en pouvait plus de ces morceaux choisis, même les plus savamment agencés. C'est dans un vrai rôle d'opéra que l'on voulait enfin la voir et l'entendre à Paris. On a été exaucé au centuple avec sa Desdémone dans le beaucoup trop rare *Otello* de Rossini. Car elle y est phénoménale.

Qu'elle n'ait pas suivi l'Actors Studio, c'est une affaire entendue. Mais outre le fait que Patrice Caulier et Moshe Leiser lui réservent toujours des productions sur mesure, il faut souligner qu'elle appartient à cette école de chant où l'incarnation passe par la voix. Sa technique surnaturelle n'est jamais une fin en soi ou une mécanique qui tourne à vide : chaque vocalise, chaque inflexion, chaque coloration est au service du texte. La

virtuosité comme expression des affects : c'est l'essence même du bel canto, chapeau bas.

À bel canto, bel canto et demi : Rossini a joué aux directeurs d'opéra un

mauvais tour en prévoyant trois ténors pour les premiers rôles masculins, sans les ménager. Mission accomplie pour le Théâtre des Champs-Élysées, qui a réuni trois chanteurs non seulement

de niveau égal, mais aux voix suffisamment différentes pour caractériser chaque personnage : le « baryténor » puissant et mordant de John Osborn en Otello, le ténor clair et agile d'Edgardo Rocha en Rodrigo, le ténor pointu et typé de Barry Banks en Iago, ou comment le théâtre passe par les types vocaux.

Patrice Caulier et Moshe Leiser en assez gros sabots

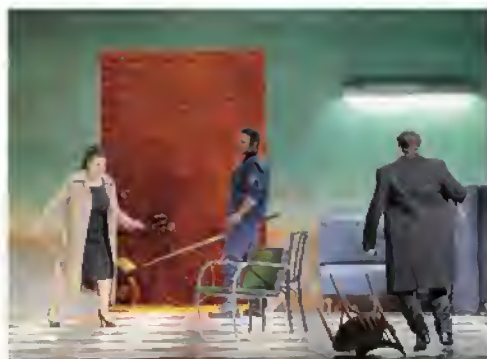
La mise en scène vient de l'Opéra de Zurich, où la Bartoli avait chanté sa première Desdémone il y a deux ans. Elle permet de réparer une injustice : l'absence à Paris de Patrice Caulier et Moshe Leiser, parmi les meilleurs en scène français qui travaillent le plus à l'étranger, et à qui seul Angers-Nantes Opéra permettait jusqu'alors de s'exprimer en France. Transposée dans les années 1960, leur production est lisible et fonctionnelle à défaut d'être toujours subtile.

Elle met en évidence la spécificité de l'*Otello* de Rossini par rapport à celui de Verdi : sa dimension politique et

sociale, qui prend le pas sur l'intrigue privée. On y montre un Maure obligé de se marier en cachette avec Desdémone, la bonne société étiquée étant prête à voir un « Noir » commander son armée mais pas épouser l'une de ses filles... La mise en scène démonte ce processus d'exclusion avec cohérence et professionnalisme, mais aussi un côté points sur les « i » qui se traduit jusque dans un jeu d'acteurs tombant parfois dans le cinéma muet. On a connu « Pat et Mosh » avec de moins gros sabots. Mais qu'à cela ne tienne : la dramaturgie fonctionne et laisse le chant déployer ses ailes.

Tout le contraire de la baguette de Jean-Christophe Spinosi. On a longtemps déployé des trésors d'indulgence pour faire passer sa direction désstructurée sur le compte de l'énergie et du fourmillement d'idées, mais cette fois la coupe est pleine : à ce niveau de débacle orchestrale, c'est se nuire au monde. ■

Théâtre des Champs-Élysées (Paris VIII) jusqu'au 17 avril, dans le cadre du Festival Rossini. Réservations au 01 49 52 50 50.



Cecilia Bartoli appartient à cette école de chant où l'incarnation passe par la voix.

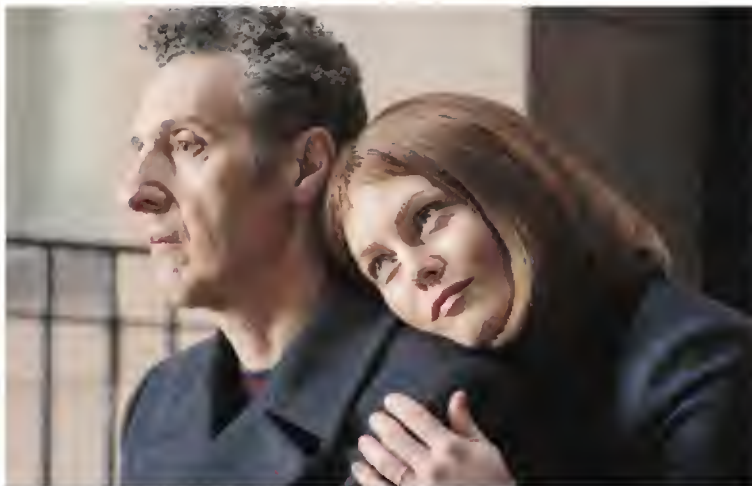
Tendresse à louer

CHRONIQUE Dans « Apprenti gigolo », John Turturro et Woody Allen badinent avec l'amour et le sexe de manière peu orthodoxe.

DÉRIC NEUHOFF *erichhoff@lefigaro.fr*
rame du petit commerce à New York. La librairie n'est plus ce qu'elle était. Dans sa boutique, Woody Allen trouve que les clients ne se bousculent pas. Son ami John Turturro éprouve un peu le même sentiment. Il est fleuriste, comme Jean-Pierre Lécud dans *Domicile conjugal*. Les bouquets ont tendance à faner dans leurs seux. Que faire ?

Le vieux bibliophile a une idée. Elle lui vient en sortant de chez sa dermatologue. Voilà bien l'avantage du cinéma : les dermatologues ressemblent à Sharon Stone. Cette dame blonde ne serait pas contre le fait de mettre du piquant dans sa vie. Woody comprend ce qu'elle veut dire. Il en parle à son copain fleuriste. Avec son grand corps pétillant de santé, ses allures de sauteuse frisée, il se prostitue. L'ainé se chargera de l'intendance. En période de crise, il n'y a pas de profession honteuse. Au début, Turturro renâcle. Il n'a jamais fait ça. C'est une question d'entraînement. Le métier rentre. Coucher avec l'héroïne de *Basic Instinct*, on s'y fait. Séduire la brune Sofia Vergara ne constitue pas non plus un effort insurmontable. Quant à se retrouver au lit avec les deux sœurs, on connaît pire comme punition. Ces activités sont charmantes. D'accord, prendre le surnom de Dan Bango ne l'enchantait guère. Les amours tarifées ont de menus inconvénients. Pour les cas de conscience, on verra plus tard. Pour l'instant, il s'agit de compter les billets. Et les sentiments, dans tout ça ?

Dans son pardessus qui lui flotte sur les épaules, Woody se réjouit du succès de l'entreprise. L'étalon italien se transforme en guerrier de l'asphalte et des alcôves. Il y a aussi Vanessa Paradis, avec sa voix cassée, comme si elle avait



John Turturro et Vanessa Paradis dans *Apprenti gigolo*. JOD WILHELM / ARP SELECTION

pleuré des siècles et des siècles. Elle est tout en noir. C'est la veuve d'un rabbin. Six enfants. Elle n'a jamais embrassé personne. Même pas son mari. Il faut absolument quelqu'un pour combler cette lacune. La situation n'est pas simple. Un orthodoxe la courtise. Elle n'a pas le droit de lire, ce qui tombe mal. Elle est fragile, prête à se briser pour un rien. Ça n'est pas la première fois que John Turturro passe derrière la caméra.

Lueur de vice

Il règne dans ce film une douceur onctueuse, une très belle lumière d'automne, dans les roux, les orange, à la *Hannah et ses sœurs*. Le réalisateur a un style

modeste qui ne se soucie pas de ce qu'en diront les critiques. Il raconte une histoire qui lui plaît, avec ses zones d'ombre, sa perversité. Le tout saupoudré d'un humour tendre qui permet de plaisanter du détail, de la solitude, de la sexualité. Les discussions de café se succèdent. Allen agite les mains, rajuste ses lunettes. L'argent facile lui tourne la tête. Il serait surpris qu'on le traite de malfaiteur. Il se contente de faire le bien autour de lui. Ces peaux soyeuses le changent des re-lures poussiéreuses. Il s'exalte par procuration. Une lueur de vice adoucit ses vieux jours. C'est du joli. Ménage à trois, talons aiguilles hauts comme des

gratte-ciel, rendez-vous clandestins, on ne va pas déclarer ces passe-temps aux services fiscaux. À la fin, un gobelet à la main, apparaît une belle et sombre inconnue. Elle parle français. Nous sommes bien fiers. Quel oserez se plaindre de nos exportations aux États-Unis ? ■



« Apprenti gigolo »

Comédie de John Turturro
Avec John Turturro, Woody Allen,
Sofia Vergara, Vanessa Paradis
Durée 1 h 30
■ L'avis du Figaro : ●●●●

John Turturro : « Ma référence était "Le Samouraï" »

Au début, je n'étais pas convaincu par Vanessa Paradis. Je me disais qu'il y avait plein d'autres actrices issues de la communauté juive capables de tenir ce rôle

PROPOS RECUEILLIS PAR
ÉTIENNE SORIN *esorin@lefigaro.fr*

Le nom de Turturro est associé à Spike Lee (*Do The Right Thing*, *Mo'Better Blues*, *Angie Fever...*) et aux frères Coen (*Miller's Crossing*, *Barton Fink*, *The Big Lebowski*, *O'Brother*). Acteur féérique, l'Américain d'origine italienne est aussi un cinéaste confirmé. Caméra d'or à Cannes en 1991 pour son premier long-métrage, *Mac*, il a réalisé depuis *Iluminata*, *Romance & Cigarettes*, *Passione* et donc *Apprenti gigolo*. Début mars, le comédien tournait à Rome le nouveau film de Nanni Moretti. Il a fait un détour par Paris pour nous parler de New York, Woody Allen et Vanessa Paradis.

LE FIGARO. - Il paraît que Woody Allen et vous avez le même coiffeur ?
JOHN TURTURRO. - Oui, et c'est

mon coiffeur qui a parlé à Woody de mon scénario et qui a suggéré que l'on devrait faire quelque chose ensemble. Et j'ai pensé à lui pour *Apprenti gigolo* parce qu'il me rappelle l'un de mes amis, un Juif de Brooklyn, qui tient une librairie et qui m'a inspiré pour le personnage de Murray.

Vous n'avez jamais rencontré Woody Allen auparavant ?
Si, je le connaissais un peu par des amis réalisateurs pour lesquels il a fait un peu l'acteur. Et j'ai même eu un petit rôle dans *Hannah et ses sœurs*. Je savais qu'il m'aimait bien. Je me suis dit que je pourrais supporter la sévérité de son jugement. Je lui ai fait lire le scénario et il a commencé à me faire des suggestions.

Quelle a été sa participation sur le scénario ?
Il me donnait des notes, des idées

mais il ne me disait jamais ce que je devais écrire. Par exemple, *Avigal* (jouée par Vanessa Paradis, *NDLR*) était au départ un personnage mineur. Il m'a conseillé de lire Isaac Bashevis Singer et j'ai fait de nombreuses recherches sur le milieu juif orthodoxe. Comme sur la prostitution d'ailleurs.

Justement, la peinture du milieu juif orthodoxe vient-elle de lui ?
Non, c'était mon idée. Au départ, il y avait un personnage de nonne. J'aimais les nonnes, je trouve qu'elles sont très sexy.

Comment avez-vous pensé à Vanessa Paradis pour interpréter *Avigal* ?
Mon agent m'a parlé d'elle et j'ai vu ses films. Au début, je n'étais pas convaincu. Je me disais qu'il y avait plein d'autres actrices issues de la communauté juive capables de tenir ce rôle, mais même Woody croyait qu'elle était une hassidim new-yorkaise ! J'avais beau lui répéter qu'elle était parisienne, il n'en démordait pas. Les frères Coen ont vu le film et ils ont trouvé Vanessa incroyable. Ils m'ont demandé si elle serait capable de jouer un personnage barré. Elle peut, parce qu'elle est très malléable.

Comment est le Woody Allen acteur ?
Il est très facile à diriger. J'ai passé tellement de temps avec lui que nous n'avons pas eu besoin de répéter.

Woody Allen dans la comédie très culottée de John Turturro.
JOD WILHELM / ARP SELECTION

Pourquoi avoir imaginé une famille noire à Woody Allen ?
Woody n'a jamais été entouré de Noirs dans les films, je me suis dit que ce serait formidable de le voir au lit avec sa petite amie noire. J'adore le petit à lunettes qui lui ressemble.

Est-ce aussi une manière de montrer la mixité new-yorkaise ?
Je voulais que la ville soit presque un personnage. Je filme un New York presque ancien mais qui reste le port d'entrée d'une terre d'immigration. C'est une ville *midwestern*, moitié européenne, moitié américaine, à l'image de l'équipe du film. Et de ma sensibilité : je suis coincé au milieu de l'océan.

Pourquoi ce titre américain : *Fading Gigolo* (gigolo sur le déclin) ?
C'est ironique. D'habitude, un gigolo est un jeune homme beau et vigoureux. Là, il s'agit d'un type ordinaire à qui l'un de ses amis dit : « Tu as un potentiel ! » Paul Auster, un ami, a vu le film et m'a dit : « Ton personnage est comme un cow-boy, il ne parle presque pas, il agit. » C'est exactement ça. L'une de mes références était aussi *Le Samouraï* de Melville, pas parce que c'est un tueur mais parce que c'est un solitaire mutique.

Quand vous redevenez acteur dans le film d'un autre, comme c'est le cas avec Nanni Moretti, êtes-vous frustré ?
Non, la seule chose avec Moretti, c'est qu'il aime aller lentement et que j'aime aller vite. Heureusement, il me laisse parfois enchaîner deux prises pour me laisser essayer des choses. Mais je ne me mêle ni du cadre, ni de la lumière, ni de tout ce qui concerne la mise en scène. ■

HORS D'ALLEN



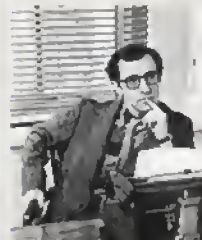
QUOI DE NEUF, PUSSYCAT? (1965)

Scénariste de cette comédie-poursuite déjantée autour de Peter O'Toole et Peter Sellers, Woody Allen s'y est aussi donné un petit rôle.



TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (1972)

Scénariste et acteur, Woody Allen se passionne pour Humphrey Bogart, au point de consulter un psychiatre. Un hommage paradoxique mis en scène par Herbert Ross.



LE PRÊTE-NOM (1976)

Dans ce film de Martin Ritt sur le macarthysme, Woody sert de prête-nom à un auteur dramatique poursuivi pour ses opinions communistes. Il se retrouvera en prison. Un de ses rares personnages héroïques.



SCÈNES DE MÉNAGE DANS UN CENTRE COMMERCIAL (1991)

Paul Mazursky plonge l'intello new-yorkais dans un milieu hostile : un mall. Et pire encore, il doit affronter sa femme (Bette Midler).



CULTURE

Henri Langlois au film du temps

EXPOSITION Pour fêter le centenaire de sa naissance, la Cinémathèque française offre à son père fondateur un musée imaginaire brillant et prolifique.

«**C'**
MARIE-NOËLLE TRANCHANT
mtranchant@lefigaro.fr

est paradoxal, une exposition sur quelqu'un qui n'a rien laissé », lance Dominique Paini, ancien directeur de la Cinémathèque et commissaire de cette exposition autour d'un artiste sans œuvre tangible, tout en nuances, en souffles, en influences et en turbulences, parce que son talent était fait de relations inspirées avec la création des autres.

Une tignasse noire, un corps massif et une passion tentaculaire de tout garder, de tout montrer du cinéma, auquel il avait voué sa vie. Voilà en un bref croquis Henri Langlois, né à Smyrne en 1914, fondateur de la Cinémathèque française en 1936, légendaire bien avant sa mort, en 1977. Cocteau voyait cet inventeur de la cinéphilie comme un dragon dans sa caverne pleine de trésors du septième art, qu'il dispensait aux jeunes dévoreurs de pellicule qui allaient former la Nouvelle Vague. C'était un éveillé de vocations, disent les uns. Un programmeur génial, renchérisse les autres. Quand on a voulu le remplacer, en 1968, prétextant sa gestion approximative et sa conservation désordonnée des films, de grands noms du cinéma international ont pro-

testé, tel Josef von Sternberg télégraphiant : « Bien entendu, je soutiens Langlois : qui douterait du cinéma même ? » « Il était insupportable, mégalo, parano, bordélique, mais c'est lui qui a eu le bon geste, parce que c'était un poète, et les poètes ont raison contre les bureaucrates, l'humanité aime les poètes, pas les bureaucrates », assure le bouillant Dominique Paini, qui avoue s'être identifié à Langlois. « Je revendique avec lui un rapport de mimétisme », confie-t-il.

Le charme et l'intelligence de son exposition, qui emprunte à Malraux son titre de « Musée imaginaire d'Henri Langlois », tiennent à cette subjectivité affirmée. « Comme dans L'homme qui tua Liberty Valance, je choisis d'imprimer la légende. C'est mon Langlois. »

La beauté du geste

Dans cette composition d'œuvres plastiques, de films, de textes, de photos, de croquis, il faut chercher Langlois entre les objets : dans cet espace où le regard indique des directions, perçoit des correspondances, où l'esprit opère des rapprochements, l'imagination, des métamorphoses. Plutôt qu'une évocation historique, Dominique Paini a voulu une expérience vivante de ce que pouvait être « le geste » de Langlois : la mise en rapport du cinéma avec les arts plastiques, sa volonté de montrer et de comparer les films. « Il était obsédé par l'idée



Christiane Rochefort, Jean Rouch, Claude Chabrol, Jean-Luc Godard et Henri Attal lors d'une manifestation de soutien à Henri Langlois, rue d'Ulm, le 11 février 1968. COLLECTION LA CINÉMATHEQUE FRANÇAISE

de musée, explique le commissaire de l'exposition. La conservation lui importait moins que l'exposition, même s'il souffrait de cette contradiction : faire vivre les films, c'était les faire mourir, puis que la projection usait inéluctablement la pellicule. Le numérique a changé cela. »

Le visiteur est accueilli par un immense panneau d'Henri Foucault, composé de photogrammes fixant l'instant du générique où apparaît le titre des films - étonnant répertoire typographique et poème cinématographique. Le « galop de pinceaux » d'Alechinsky, l'œuvre exécutée pour la Cinémathèque en 1957, voisine avec une fascinante installation de Rosa Barba, *Coupez ici* (2012), déroulant une pellicule en arabesques changeantes. « J'ai fait quelques commandes contemporaines, précise Paini. Parce que Langlois a toujours eu le goût des avant-gardes et qu'il n'est pas connu des jeunes générations. Alors, j'invente un Langlois pour aujourd'hui. Un Langlois imaginaire et un peu rock'n'roll. »

La deuxième étape est une salle de projection. Avec quelques faux spectateurs déjà installés. Là, le cinéma dialogue avec lui-même, à travers des extraits projetés simultanément, jeux de rimes, d'échos, de comparaisons, de correspondances, chers à Henri Langlois. Puis on entre dans le « foyer des artistes », au cœur d'un feu d'artifice de Matisse, le *Ballet mécanique* de Léger, *La Danse du pan-pan* de Severini, tandis que défilent sur un écran les images psychédéliques d'Andy Warhol, Kenneth Anger, Pierre Clément.

Il s'agit de mettre les gens « dans un bain visuel, de leur donner la sensation d'être dans la vision, presque dans le corps de Langlois ».

Et à propos de bain, clin d'œil à la célèbre baignoire du conservateur qui débordait de boîtes de film : elle est au centre d'un montage photo de Jean-Jacques Lebel, entourée de quatre vamps dans leur baignoire.

À la fin, on découvre un Langlois réalisateur, avec un documentaire sur le métro, un Langlois dessinateur, crayonnant sans fin des organigrammes pour la Cinémathèque, des généalogies de l'histoire du cinéma, obsédé de fléchage, d'embranchements, de circulation, architecte d'un musée imaginaire sans cesse remanié. Et il y a aussi un Langlois écrivain, qu'on rencontrera en marge de l'exposition dans l'ouvrage *Écrits de cinéma* (coédition Flammarion-La Cinémathèque française). Interviews, critiques, réflexions sur l'histoire du cinéma, notes inédites, une prose en celluloid fidèle à son auteur, qui déclarait : « Je pense cinéma, je vois cinéma, mon imagination est cinéma. » ■

« Le Musée imaginaire d'Henri Langlois », jusqu'au 3 août à la Cinémathèque française (Paris XII), www.cine-mathèque.fr. À lire aussi le catalogue de l'exposition publié chez Flammarion.





Pris au piège des caïds, Heli va vivre un véritable cauchemar au pays de l'horreur ordinaire. LE PACIER

«Heli», la barbarie à visage mexicain

Le film *Heli* commence par une scène qui symbolise la violence au Mexique : le corps d'un homme se balance au bout d'une corde d'un pont surplombant une autoroute. Image d'horreur ordinaire dans ce pays gangrené par le trafic de drogue et où plusieurs milliers de personnes sont assassinées chaque année. Ces corps restent généralement anonymes. Amat Escalante a voulu donner un visage et une histoire à l'un d'entre eux. Alberto, surnommé Beto, est militaire. Il a 17 ans et vit une relation amoureuse avec une jeune fille de 12 ans, Estela. Elle habite avec son père, son frère, Heli, l'épouse de celui-ci et leur bébé dans une maison misérable perdue au milieu d'un paysage d'une désespérante nudité. Heli travaille dans une usine d'assemblage automobile où il se rend à vélo, incapable avec son maigre salaire d'acheter une voiture sortie de l'une des chaînes de production où il travaille. Alberto veut coucher avec

CRITIQUE Le film d'Amat Escalante, prix de la mise en scène du dernier Festival de Cannes, montre sans concession un pays gangrené par la violence.

Estela, mais celle-ci s'y refuse parce que « elle ne veut pas tomber enceinte ». Alberto lui propose de se marier et de quitter ce village qui transpire l'ennui. Elle refuse, consciente qu'elle ne ferait qu'échanger un lieu de misère pour un autre. Pour la convaincre, Beto vole plusieurs kilos de drogue aux membres des forces spéciales mexicaines - la participation de nombreux policiers

aux trafics illicites est connue -, et cache le produit de son larcin dans la maison d'Heli. Ce dernier retrouve la drogue dans le réservoir d'eau du toit de la maison. Il s'en débarrasse, mais les militaires s'en rendent compte. L'horreur peut commencer dans sa plus tranquille banalité mexicaine avec son extrême violence, ses policiers corrompus et le petit peuple qui n'a d'autre choix que de se soumettre aux diktats des bandes mafieuses.

L'emprise des mafias

Alberto et Heli résument le champ des possibles qui s'offre à de nombreux Mexicains : travailler pour un salaire de misère dans une usine nord-américaine implantée après l'accord de libre-échange signé avec Washington, s'engager dans l'armée ou se mettre au service des bandes mafieuses. Dans ces villages de misères, la population reste muette, effrayée par les représailles. Dans le Michoacan, des habitants se sont récemment rebellés contre la mainmise des mafias et les exactions de la police. Organisés en milices, ils prétendent avoir libéré plusieurs villages de l'emprise des mafias.

Une scène de torture montre l'interrogatoire de Beto. La séquence est tournée sans aucun artifice : des couleurs pastel et une bande-son succincte. On voit le jeune soldat suspendu à une chaîne accrochée au plafond et son tortionnaire qui le frappe dans le dos avec une batte de baseball. Pas de cris, pas de gros plan sur le visage tordu de douleur, mais un décor : la salle de torture est le salon d'une modeste maison où trois enfants regardent la télévision. On voit dans la pièce voisine une femme préparer le repas. Cette scène résume le choc provoqué par ce film : l'horreur est devenue le quotidien de toute une population y compris de nombreux enfants. Quand le tortionnaire fatigué propose au plus grand enfant de continuer la bastonnade, celui-ci répond : « non je n'ai pas envie », et le bâton finit dans les mains du plus petit qui ne paraît pas avoir plus de 9 ans... ■



«Heli»

Drame Amat Escalante
Avec Armando Espitia, Andrea Vergara, Linda González Hernández
Durée 1 h 45
■ L'avis du Figaro : ●●●○

Les autres films

■ **«NOË»**
Drame de Darren Aronofsky.
2 h 18.
Le héros biblique revu par le réalisateur de *Black Swan* dans un blockbuster sombre et complexe (lire notre édition d'hiver). **E.S.**

L'avis du Figaro : ●●●○

■ **«RIO 2»**
Film d'animation de Carlos Saldanha. 1 h 41.
Une famille de haras bleus se rend compte qu'elle n'est pas la seule de son espèce. Elle décide de quitter le Brésil pour rejoindre ses congénères en Amazonie. Si ce second volet des aventures passe un message écolo, il demeure trop bavard. **N.S.**

L'avis du Figaro : ●●●○

■ **«TOUT EST PERMIS»**
Documentaire de Coline Serreau. 1 h 36.
Tout est permis, affirme le titre. Bien au contraire, démontre la réalisatrice, qui a recueilli des témoignages des conducteurs en stage de récupération de points. On ne prendra plus jamais le volant de la même façon après ce documentaire. **N.S.**

L'avis du Figaro : ●●●○

■ **«UNE HISTOIRE BANALE»**
Drame d'Audrey Estrougo. 1 h 22.
Victime d'un viol, Nathalie sombre dans la dépression. Une amie lui vient en aide. Avec la très juste Marie Denarnaud, Audrey Estrougo traite la violence dans une mise en scène clinique. **N.S.**

L'avis du Figaro : ●●●○

■ **«SUNEUNG»**
Thriller de Shin Su-won. 1 h 47.
La Corée du Sud a le taux de suicide des ados le plus élevé au monde. On comprend pourquoi à la vision de ce film sur la pression scolaire. **E.S.**

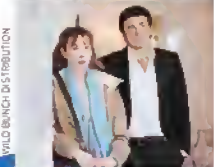
L'avis du Figaro : ●●●○

■ **«DIVERGENTE»**
Fantasy de Neil Burger. 2 h 19.
Il paraît que ce sous-*Hunger Games* est destiné aux ados. Ils ont beaucoup à se faire pardonner mais la punition est tout de même sévère. **E.S.**

L'avis du Figaro : ●○○○

LES YEUX JAUNES DES CROCODILES

Cécile Telerman



■ Deux sœurs miment deux styles de vie opposés. Iris, Emmanuelle Béart, est une bourgeoise superficielle et coquette mariée à un homme riche (Patrick Bruel, très bien). Joe (Josephine), Julie Depardieu, est historienne et économiste pour élever seule ses deux filles. Son époux (Samuel Le Bihan) s'est enfui avec la coiffeuse manucure. Pour « exister » aux yeux des autres, Iris passe alors un pacte avec sa sœur. Mûre en scène à la va comme je te pousse, personnages stéréotypés, tournée à coups de serpe, cette comédie tirée du best-seller de Catherine Pancel est aussi légère qu'un bulldozer. ■ **N.S.**

Au revoir les enfants

CINÉMA Jean Denizot s'inspire de l'affaire Fortin pour raconter un père en cavale avec ses deux fils.



Le réalisateur prend prétexte de cette affaire pour traiter de la relation filiale. CHRYSAÏS FRAYS

NATHALIE SIMON nsimon@lefigaro.fr

Le titre, *La Belle Vie*, peut prêter à confusion. Le film de Jean Denizot raconte la cavale d'un père et de ses deux garçons qui avait fait les gros titres des journaux en 2009. En 1997, après avoir passé les vacances de Noël avec ses fils alors âgés de 6 et 7 ans, Xavier Fortin avait décidé de les soustraire à leur mère et les avait gardés pendant dix ans, il avait fini par être arrêté en Ariège, emprisonné et relâché après près de deux mois de détention provisoire. Au procès, les deux enfants l'avaient défendu au grand dam de leur mère.

Jean Denizot prend prétexte de cette affaire pour traiter de la relation filiale. Il dit avoir pensé à *À bout de course*, le film de Sydney Lumet. À l'instar du

grand cinéaste américain, il commence son film vers la fin de la cavale, au moment où ses deux adolescents ont des velléités de liberté.

« La séparation inéluctable me permettait d'inscrire dans le récit une réflexion que je menais sur ma famille et mon désir de tracer ma voie, mais aussi de traiter de la question de la paternité puisque je devenais père : qu'est-on prêt à faire pour garder ses enfants auprès de soi ? », explique le cinéaste en note d'intention.

Pierre, l'aîné, est campé par le très juste Jules Pelissier, remarqué dans *Simon Werner a disparu...*, un polar de Fabrice Gobert (2010). Il n'en peut plus de vivre comme un vagabond, Sylvain, le cadet, formidable Zacharie Chasseriaud, est très attaché à son frère même s'ils vont emprunter des chemins différents. Il connaît ses premiers émois

amoureux avec Gilda, rencontrée au bord d'une rivière. Elle est interprétée par une bluffante Solène Rigot qui s'est récemment illustrée dans *Lulu femme nue*. D'abord chevelu et barbu, puis rasé de près, Nicolas Bouchaud impose une belle figure paternelle. À la fois digne et lucide sur la situation qu'il fait subir à ses enfants, leur désir de révolte et d'indépendance. Le réalisateur se garde bien de prendre parti. Attaché à son trio solidaire, il le suit au plus près dans une campagne si préservée qu'elle pourrait abriter Robinson Crusoe. ■



«La Belle Vie»

Drame de Jean Denizot
Avec Nicolas Bouchaud, Zacharie Chasseriaud, Solène Rigot, Jules Pelissier
Durée 1 h 33
■ L'avis du Figaro : ●●○○

Il était une fois dans l'Est

CINÉMA Dans « My Sweet Pepper Land », le Kurdistan devient une terre de cow-boys pour le réalisateur Hiner Saleem.

ETIENNE SORIN esorin@lefigaro.fr

« Je suis ma mère. » Baran (Korkmaz Arslan) a beau être un ancien combattant de l'indépendance kurde, il semble désarmé face à sa génitrice, bien plus farouche que Saddam Hussein et bien décidée à le marier à la première venue. Pour fuir, Baran, fan d'Elvis Presley (mais aussi de Bach et de Mozart), accepte donc le poste d'officier de police dans un trou perdu au carrefour de l'Irak, de l'Irak et de la Turquie. Une région dominée par Aziz Aga, caïd local qui règne sur tous les trafics possibles.

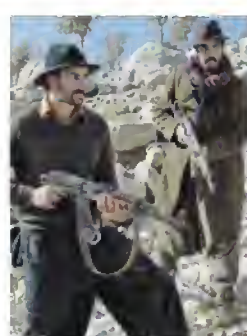
Passé la scène d'ouverture, farcesque et absurde - la pendaison d'un condamné à mort par des amateurs, Hiner Saleem change son fusil d'épaule. Fini de rire. Le réalisateur de *Kilomètre zéro* filme le Kurdistan comme le Far West et Baran, beau brun taibex, comme un shérif à chapeau, fusil et cheval.

Le « Pepperland » du titre est le saloon du village. Et comme dans tous les bons westerns, le héros va tenter de faire respecter la loi dans un pays archaïque. Au même moment, la jeune et jolie Govend (la sublime Golshifteh Farahani de *Syngué Sabour*) vient s'installer pour prendre le poste d'institutrice. Elle fuit aussi un mariage arrangé

et sa famille, notamment des frères en colère pour qui la libération de la femme est un concept assez peu clair. Saleem, lui, né en 1964 au Kurdistan, est un féministe convaincu. Son héroïne est prête à tout pour être libre et indépendante. Même à jouer du bang, instrument percussif inventé par des hippies suisses dont les sonorités étranges ponctuent le film comme des parenthèses de douceur dans un monde de brutes. ■

«My Sweet Pepper Land»

Western de Hiner Saleem
Avec Korkmaz Arslan et Golshifteh Farahani
Durée 1 h 35
■ L'avis du Figaro : ●●○○



Le shérif Baran, interprété par Korkmaz Arslan (à gauche), va tenter de faire respecter la loi dans un pays archaïque. MEMENTO FILMS DISTRIBUTION

LE NANAR DE LA SEMAINE

■ Deux sœurs miment deux styles de vie opposés. Iris, Emmanuelle Béart, est une bourgeoise superficielle et coquette mariée à un homme riche (Patrick Bruel, très bien). Joe (Josephine), Julie Depardieu, est historienne et économiste pour élever seule ses deux filles. Son époux (Samuel Le Bihan) s'est enfui avec la coiffeuse manucure. Pour « exister » aux yeux des autres, Iris passe alors un pacte avec sa sœur. Mûre en scène à la va comme je te pousse, personnages stéréotypés, tournée à coups de serpe, cette comédie tirée du best-seller de Catherine Pancel est aussi légère qu'un bulldozer. ■ **N.S.**

Idéfix, la potion magique du Parc Astérix

LOISIRS Le parc d'attractions fête ses 25 ans et rouvre ce samedi 12 avril avec un nouvel espace dédié aux enfants. Le petit chien en est la vedette. Visite guidée.

A PHILIPPE VIGUÉ DESPLACES
p.viguedesplaces@lefigaro.fr

L'image du petit village gaulois qui l'a inspiré, le Parc Astérix résiste à tout. À la présence du géant américain Disney comme à la fin de carrière d'Uderzo - créateur avec Goscinny de la série - aux nouvelles icônes de la BD et autres mangas qui trôment auprès des jeunes. L'affection du public pour ces héros ne se dément pas et assure le succès du parc : près de 1,8 million de visiteurs en 2013. À l'occasion de son 25^e anniversaire, le domaine situé dans l'Oise, au nord de Paris, ouvre un nouvel espace, la Forêt d'Idéfix. Il s'adresse aux 3-11 ans en leur proposant cinq attractions offrant à ces jeunes visiteurs le même frisson qu'à leurs parents mais dans un décor à leur échelle.

UN MONDE POUR PETIT D'HOMME

Délibérément, les concepteurs de ce nouvel ensemble l'ont placé sous le signe d'Idéfix, le petit chien levé dans les bras imposants d'Obélix. En outre, le charmant toutou est totalement dans l'air du temps, tendance éco. Souvenons-nous : au fil de l'album *Le Domaine des dieux*, publié en 1971, dès qu'on abat un arbre pour construire une ville, Idéfix pleure toutes les larmes de son corps. Le nouvel espace à son nom a tenu compte de cette verte sensibilité. Sept boueuses ont bel et bien été coupées pour l'aménagement de ce territoire de 5 000 m², qu'il a provoqué les sanglots d'Idéfix. Ils ont vite été calmés par la plantation de 52 arbres ! « Les enfants et petits-enfants des premiers lecteurs de la BD, tous ceux qui n'atteignent pas le 1,30 m pour accéder aux attractions, pouvaient se sentir exclus. Pour eux, nous avons créé la Forêt d'Idéfix », explique Pascal Filche, directeur général du parc (un ancien de Disney). Les moyens investis sont à la hauteur de l'ambition : 3,5 millions d'euros pour cinq attractions. Bien que réservée aux petits, chacune d'elles a tout d'une grande. « Ils y ressentiront les mêmes sensations que leurs parents mais à leur échelle », précise encore Pascal Filche, qui a soigné l'environnement et l'architecture des lieux, noyant dans la verdure des constructions de bois aux essences colorées.



n'auraient imaginé connaître un « freefall » sorte de mat baptisé « Enig-maïx », d'où l'on tombe assis et bien ficelé en chute libre de 6,30 m. La troisième attraction, Étamine, est une maison coiffée d'un énorme chaudron. C'est celle de la druidesse du village, une première qui enchantera les féministes de Gaulle. Ses potions font tourner la tête et aussi sa drôle de bioc-montée sur vérons. Aérodynamix, création d'un druide volant, ressemble à un ULM reléoké par les Gaulois. Quant à Lavomatix, c'est une autre façon de faire la lessive, une sorte de manège dont les baquets s'élèvent à différentes hauteurs, le temps d'une course folle. Sept mois de travaux ont été nécessaires pour réaliser ce « parc à l'intérieur du parc », équipé d'un espace sanitaire à l'esthétique soignée, d'un point de restauration, d'une aire de jeux et d'une boutique.

ATTENTES MINIMUM

La fréquentation de la Forêt d'Idéfix permettra aussi de réguler le flux des visiteurs en les détournant des grandes attractions qu'ils choisissent systématiquement. Car le souci de limiter les attentes est enfin devenu la préoccupation de la direction du parc, alors qu'elle n'était jusqu'à présent que celle de ses visiteurs. Jadis, en cas d'affluence, il arrivait de patienter deux heures devant un grand huit. Pour répondre au malaise, l'accès Wi-Fi gratuit dans tout le parc, une nouveauté, permettra de se connecter en un clic à un site sur lequel s'afficheront les temps d'accès aux attractions. Des yeux permettront aussi de tromper son attente. « Nous enregistrons une moyenne d'une attraction par 50 minutes les jours de grande fréquentation », plaide Pascal Filche, qui explique les raisons d'une telle attente : nombre de visiteurs font souvent la même attraction trois ou quatre fois de suite. »

Ces propos visent la plus populaire de toutes, Osiris, le « roller coaster inversé », un grand huit qui culmine à 40 m du sol et dont le succès a fait bondir la fréquentation.

NOUVEAU DÉCORUM

Pour tenir son rang (en terme de visiteurs, Astérix est loin derrière Mickey et rivalise avec Le Puy du Fou ainsi que le Futuroscope), le Parc multiplie les initiatives, à travers des projets novateurs. Le plus spectaculaire est la création d'un parcours éducatif auquel on aura accès en prenant place dans une télécabine. Cette dernière filera au-dessus de la forêt de Plailly pour relier les gares du RER B et D à l'entrée du parc. Les études de faisabilité vont commencer dans les jours qui viennent. Avant cette réalisation spectaculaire, le village des Irréductibles Gaulois se sera



LES CLASSIQUES En attendant de découvrir la Forêt d'Idéfix, les attractions vedettes que sont les Espions de César, la Croisière Épidémia et Osiris (ci-dessus, de haut en bas) continuent d'attirer les familles. HÉRYE CUSOT, SYLVAIN CAMBON/PARC ASTÉRIX 2014

enrichi d'un pôle hôtelier de 500 chambres. Elles compléteront une capacité d'hébergement actuellement limitée à une centaine de lits. Ouverture d'ici à trois ans. Alors, le parc pourra prétendre devenir une véritable destination de court séjour. Enfin, dès l'année prochaine, est annoncée la réfection totale des arènes de Lutèce ainsi que la création d'un spectacle inédit, dans l'esprit de ceux que le Cirque du Soleil présente chaque soir à Las Vegas. Reste quand même une inconnue : quelle sera la durée de vie du mythe Astérix ? Cet irrédécible râleur et sa bande de bagarreurs auront-ils longtemps la cote ? Une lampée de potion magique, Astérix relève le défi. Idéfix et Obélix, aussi. ■

AILLEURS

LE FIGARO MAGAZINE



DANS « LE FIGARO MAGAZINE », LE GUIDE 2014 DES CHAMBRES D'OTTES
Le prochain numéro du Figaro Magazine (disponible ce vendredi 11 et samedi 12 avril) intègre le Guide 2014 des chambres d'ototes. Soit 26 pages qui révèlent une sélection de 200 adresses, autant de coups de cœur, visitées dans toutes les régions de France. Ce document a été réalisé sous la direction de Bénédicte Menu, Chef de service Voyage du Figaro Magazine, avec une dizaine de journalistes de la rédaction. Répertoire unique des plus belles chambres d'ototes françaises, cette sélection enrichie d'une centaine d'autres adresses, prendra la forme d'un guide papier de 162 pages qui sera installé en librairie à partir du 5 mai.

+ SUR LE WEB

» Retrouvez d'autres propositions de voyages. En particulier, une découverte des Îles Péro, la visite du dernier palais ouvert à Marrakech, un séjour musical à Aix-en-Provence...
www.lefigaro.fr

Caractéristiques de route

- **Y aller.** Autoroute A1 direction Lille sortie entre Surville - Chantilly et Senlis. Sur place, parking à 10 € par jour et par véhicule. Navettes quotidiennes au départ du Louvre tous les jours à 8 h 45, retour à 18 h 30. Tarif AR : 8,50 €. À partir de 12 ans et 7,50 €. De 3 à 11 ans. Tél. : 01 53 48 59 53. Autres navettes depuis Roissy CDG (Terminal 1 et 3), accessible avec le RER B3.
- **Ouverture.** Les 35 attractions sont accessibles du 12 avril au 2 novembre.
- **Tarif.** 46 € par adulte, 37 € les 3 à 11 ans, 15 % de réduction pour un groupe d'au moins 5 personnes. Dans le cadre du 25^e anniversaire et jusqu'au 2 juillet, l'entrée est offerte aux enfants de 3 à 7 ans inclus. Tous les 25 du mois, un contingent de places est en vente à 25 € tarif unique.
- **Y dormir.** L'hôtel des Trois Hiboux, tout en bois comme un grand chalet, offre 100 chambres familiales de 30 m² pouvant accueillir 5 personnes. L'établissement est en pleine forêt et à quelques mètres de l'entrée du parc. À partir de 92 € par personne. Tél. : 0 828 30 10 40.
- **Se renseigner.** www.parcasterix.fr

made in Italy

Vacances sur mesure "made in Italy"

La patrimoine artistique le plus riche du monde, la culture de la Méditerranée, des paysages merveilleux, des savons italiens, les grands événements de l'histoire universelle. Tous 2015. Choisissez vos vacances d'exception. L'Italie, c'est toujours plus.

www.italy.travel

ITALIA EXPO



BIEN VU
Anthony Palou
apalou@figaro.fr

Boustifaille

« Mon bistrot préféré »
M 6 | 19h20 | Lundi

Que dit le Larousse, cet ami fidèle, au mot bistrot ou bistro : « n.m. (orig. obscure). Débit de boisson ; café. » Après « La meilleure boulangerie de France », voici « Mon bistrot préféré », la nouvelle émission de M6. Même principe. Deux experts vont juger chaque jour trois bistrots sur trois critères : dégustation d'un plat à la carte, dégustation de la spécialité du chef et un défi où les candidats doivent préparer le même plat régional. Pour être franc, on n'en peut plus des concours culinaires. La télévision française nous gâte jusqu'à la nausée. « Mon bistrot préféré », si notre mémoire est bonne, était une chanson de Renaud. Il y parlait de la merveilleuse Closerie des Lilas où, pendant des années, il usa le fond de ses culottes de liti parisien sur les banquettes en cuir rouge ; ou, toujours à la même table, il éclusa des bagnoles de Ricard. Mais ne nous égarons pas. Nos deux experts s'appellent Pierre Jancou et David Rathgeber. Jancou est une des célébres figures de « la bistronomie » française ; David Rathgeber a été formé à l'école Ducasse. En leur compagnie, nous allons arpenter la France, avaler saucisson et boudin, tripes et tête de veau, cassoulet et choucroute. Nous sommes cette semaine dans le grand Sud-Est. Chez Eric et Dimitri, on se pifre un feuillet de pigeon au chou lardé, chez Bono et Chino on clape un magret de canard confit aux cinq épices, chez Manu on attaque une brandade de morue. Les deux critiques censés mettre les pieds dans le plat ont un vocabulaire limité, répétitif : « Voilà un plat gourmand, peut-être manque-t-il un peu d'audace, c'est riche, c'est très beau, très graphique, c'est très intéressant, etc. » On nous apprend la recette de la pissaladière. Plus fain. Ras-le-bol. Allez, un bon bouillon de légumes, une infusion et au pieu.

LE BUZZ TV

Invité : Grégory Fitoussi
interviewé par Nicolas Vollaire,
aujourd'hui sur :



L'abbaye cistercienne de Sénanque a été fondée sur le territoire de Gordes en 1145. ECLECTIC PRODUCTION

BLAISE DE CHABALIER @dechab

Merveilles architecturales et grands espaces naturels se mêlent en harmonie dans le film d'Emmanuel Roblun, *Vaucluse, du Ventoux au Luberon*, diffusé ce mercredi soir sur France 3, dans le cadre du magazine *Des Racines et des Aïles*. Vaucluse, du Ventoux au Luberon, diffusé ce mercredi soir sur France 3, dans le cadre du magazine *Des Racines et des Aïles*. Vaucluse, du Ventoux au Luberon, diffusé ce mercredi soir sur France 3, dans le cadre du magazine *Des Racines et des Aïles*.

À Vaison-la-Romaine, Mélanie, guide conférencière, nous entraîne sur le chantier de rénovation de Sainte-Marie-de-l'Assomption. Cette cathédrale, bâtie à flanc de falaise au XV^e siècle sur la rive gauche de l'Ouvèze, était fermée au public depuis une vingtaine d'années. Des

bénévoles de la région s'activent pour lui rendre son lustre d'antan. Frédéric et son équipe de travailleurs acrobatiques, encordés au-dessus du vide, réparent toitures et murs.

Du rouge foncé au rose pâle

Mélanie, elle, file sur la rive droite de la cité, direction Notre-Dame-de-Nazareth où sont entreposés des objets appartenant à l'église désaffectée de la ville haute. La guide récupère une sculpture de saint Joseph et deux candélabres qu'elle replace à leur emplacement d'origine. On peut regretter que Sainte-Marie-de-l'Assomption devienne un simple centre culturel et ne reste pas un lieu de culte.

Sur les routes du mont Ventoux, on suit un groupe de cyclistes amateurs qui, en deux heures de rudes efforts, atteindront le sommet de la plus haute montagne isolée de France, à 1912 mètres d'altitu-

de. Le mont Ventoux domine un panorama qui s'étend des contreforts des Alpes-de-Haute-Provence à la Méditerranée, en passant par les monts de Vaucluse.

Dans sa partie haute, les paysages sont lunaires, pierriers, et la météo se déchaîne souvent (froid et vents violents). Quant à la nature sauvage du lieu, on la découvre à travers le regard de Nicolas, un photographe qui immortalise les charmes des lieux.

En survolant les monts de Vaucluse, on aperçoit la majestueuse abbaye cistercienne de Sénanque, un endroit qui aurait mérité qu'on s'y arrête pour y rencontrer

les moines qui l'habitent toujours.

Puis, une fois au pays d'Apt, dans le Luberon, place au village de Roussillon et au massif des

Ocres. Dans les carrières exploitées pendant un siècle, à partir de 1840, le regard est séduit par les roches aux teintes allant du rouge foncé au rose pâle. Depuis vingt

ans, Mathieu s'est pris de passion pour ces roches calcaires qui doivent leurs couleurs à différents types d'oxydes de fer. Il a créé un circuit de visites des carrières et remis en marche une fabrique d'ocres.

Autre paysage emblématique de la région : le plateau d'Albion. Ancienne zone de lancement de missiles nucléaires démantelée en 1996, cette immense plaine calcaire (500 km²) est devenue, grâce à son altitude (1 100 m) et à son ciel d'une clarté rare, un lieu privilégié pour l'astronomie. Ainsi Solange est-elle à la tête de l'association Sirène, qui gère l'observatoire installé à la place de la base militaire. Le public peut participer à des observations nocturnes extraordinaires.

Grâce à de puissants télescopes, chacun peut admirer Saturne et ses anneaux, Mars si jaune, Vénus, presque blanche, ou encore l'énorme Jupiter, avec ses raies rouges. Les images sont d'une netteté saisissante. Et la voûte céleste est si pure que l'on peut même voir des étoiles situées au-delà de notre système solaire. ■



L'Europe à un train d'enfer

Un voyage sur le Vieux Continent effectué grâce à un guide de voyage de 1913.

MURIEL PRAT mprat@lefigaro.fr

La télévision est friande de séries documentaires où l'on découvre du pays à bord d'un train. Après « Des trains pas comme les autres », diffusée sur Antenne 2, puis France 2 et maintenant sur France 5, et « Le monde vu du train » programmé sur la chaîne Voyage avant de rejoindre RMC Découverte, voici « 1913 : sur les rails de l'Europe », proposée par la chaîne Histoire. L'idée de cette collection britannique composée de cinq épisodes est des plus originales : le journaliste Michael Portillo parcourt le Vieux

Continent armé du guide de voyage « Bradshaw ». Publié en 1913, ce manuel permettait aux Anglais de l'ère édouardienne de découvrir les plus pittoresques d'Europe. Le « Bradshaw » indiquait aux voyageurs où se rendre, ce qu'il fallait voir et comment circuler sur les milliers de voies ferrées qui traversent le Vieux Continent en 1913.

Grâce à un exemplaire original, le journaliste ressuscite une époque d'optimisme et de révolutions technologiques, scientifiques et artistiques. Les globe-trotteurs britanniques

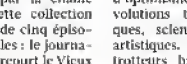
étaient alors loin de se douter du drame qui allait bientôt déferler sur l'Europe, marquant la fin d'un monde.

La première étape commence à Londres et emprunte la route prise des touristes britanniques qui visitaient la France, de Paris, la capitale la plus cultivée des villes européennes, à Monte-Carlo en passant par la Côte d'Azur. Le deuxième épisode, mercredi prochain, explorera l'ancien Empire austro-hongrois, lieu de la maison royale de Habsbourg-Lorraine, l'une

des plus puissantes du monde, de Budapest en Hongrie à Vienne en passant par Bratislava en Slovaquie. ■



Le journaliste Michael Portillo présente « 1913 : sur les rails de l'Europe ». DR



MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 3443

HORIZONTALEMENT

1. Vieilles boîtes où étaient conservés les pruneaux. - 2. À l'air pincé. - 3. Mts de la Sienna. Eau... du robinet. - 4. Surplus militaire. Vie de famille agitée. - 5. Pêche ou châtaine. A Jouy mais y entrer n'est pas une partie de plaisir. - 6. Utilisés pour la protection rapprochée. Tout juste reçu dans le monde. - 7. Canard ou concierge. - 8. Coups de main donnés par un karatéka. - 9. Évêque de Coutances. Lu avec un certain détachement. - 10. Partagé par la moitié. Bien faites. - 11. Doshor-bant éradiqué. Vraiment pas cool. - 12. Bien léché pour finir.

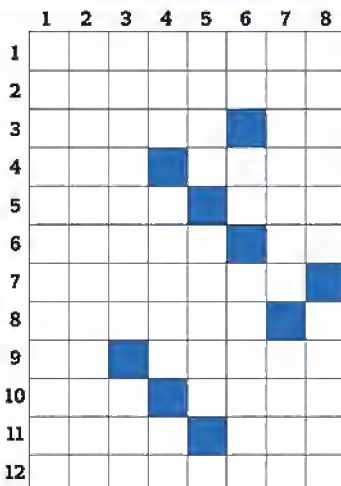
VERTICALEMENT

1. Pionnier américain des enquêtes d'opinion (prénom et nom). - 2. Tient de la formule magique. - 3. Pas vraiment un exemple de taupe modèle Rectifia. - 4. Esprit qui s'élève. A une place vraiment quelconque. Gardé en souvenir. - 5. Un tas de Loust. C'est par là qu'on grimpe au cocotier. - 6. Dans les lettres classiques ou aux Beaux Arts. Marque de plaisir. A soutenu ses Boxers mais leur défaite lui a coûté son titre. - 7. Particulièrement sensible aux carresses. En Espagne, en Bretagne ou de Bruxelles. - 8. Secrète une humeur onctueuse. Rôle en agonisant.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3442

HORIZONTALEMENT 1. Bridgeur. - 2. Lépreuse. - 3. Avouasse. - 4. Nommes. Ed. - 5. Clé Tolu. - 6. Huerez. - 7. It. Arosa. - 8. Sils. Nat. - 9. Sol. Ytti. - 10. Encas. Io. - 11. Unes. ARN. - 12. Récoques.

VERTICALEMENT 1. Blanchisseur. - 2. Révolutionne. - 3. Ipomée. Lices. - 4. Drue. Ras. Asé. - 5. Géaster. Ys. - 6. Eus. Ozone. Au. - 7. Ussel. Satire. - 8. Réductions.



BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME DE DÉFENSE N° 1758 :

Éclaircissement

▲ 96
▼ 1063
♦ RV87
♣ A95

▲ DV7
▼ 9752
♦ 6
▲ DV1087

Contrat : Sud joue 3 Sans-Atout.

La séquence (E-O, trln.) :

Sud	Ouest	Nord	Est
7SA	passé	2♣	passé
2♦	passé	3SA	

Entame : 5 de ♠ pour votre Valet et le Roi de Sud. Celui-ci poursuit du 5 de ♠ pour le Valet (le 4 en Est) et appelle le 7 de ♦ du mort. Que défaussez-vous ?

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1757 : Contre toute défense

Contrat : Sud joue 6 Piques.

Entame : Valet de ♠ pour l'As du mort.

Vous pouvez assurer votre contrat en refusant l'impatte à ♥ au profit d'un jeu d'élimination. Purgez les atouts adverses, coupez un ♠ et poursuivez par ♥ pour l'As et ♥ de trois choses l'une :

- Est plonge du Roi. Vos douze levées sont là.
- Ouest fait la levée du Roi. Il doit rejouer ♠ en coupe et défausse ou une couleur rouge dans la fourchette.

- Votre Dame fait la levée. Poursuivez par ♥ coupé, ♠ pour le Valet, ♥ coupé et ♦ en couvrant au plus près la carte d'Est (par exemple le Valet de la Dame). Ouest en main n'a plus de retour.



TÉLÉVISION

MÉTÉO PAR



37

TF1

19.00 Money Drop. 20.00 Journal 20.40 Nos chers voisins. 20.45 C'est Canteloup. Divertissement

20.55

Série, Policière



Les experts

EU. 4 épisodes. Avec Ted Danson, Jorja Fox, Marg Helgenberger. Une femme est retrouvée morte au domicile d'un homme soupçonné de meurtre d'une autre femme, quatorze ans plus tôt.

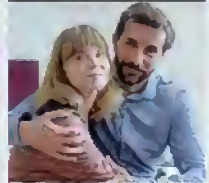
0.20 Breakout Kings Série, Policière, EU. 2011 Saison 1. (3 épisodes). 2.45 Confessions Intimes. Magazine

france 2

18.40 N'oubliez pas les paroles ! Jeu 20.00 Journal 20.40 Parents mode d'emploi. Série

20.45

Film TV, Drame



Pas d'inquiétude

Fra. 2013. Réal. : Thierry Binisti. Inédit. 1h30. Avec Isabelle Carré. Alors que Marc et Claire viennent d'acheter un pavillon, leur fils Rémy tombe gravement malade et doit être hospitalisé.

22.25 La parenthèse inattendue Magazine. 0.40 Grand public. Magazine 1.15 Toute une histoire

france 3

19.00 19/20 20.00 Tout le sport 20.15 Plus belle la vie. Feuilleton. Avec Michel Cordes, Cécilia Hornus

20.45

Magazine, Reportage



Des racines et des ailes

Pres. : Patrick de Carolis. 1h50. Inédit. Passion patrimoniale : Vaucluse, du Ventoux au Luberon. A la découverte d'un département riche en merveilles.

22.40 Grand Soir 23.30 Les chansons d'abord Divertissement 0.25 Couleurs outre-mer 0.50 Espace francophone

NT1

19.30 Au nom de la vérité. 20.30 Tu veux ou tu veux pas. Série

20.50

Client List

Série, Drame, EU. 2013. Saison 2. 2 épisodes. Inédits. Avec Jennifer Love Hewitt. Comme Riley se bat pour son mariage, Lacey et elle se rendent à l'église.

22.25 Client List. Série 0.10 Obèses : perte de poids extrême

france 5

19.00 C à vous. 20.00 C à vous, la suite. 20.15 Entrée libre. Magazine

20.35 La maison France 5 Magazine. Découverte. Prés. : Stéphane Thebaud. 1h05. Inédit. Au sommaire : « Inspirer : les vases design » « Choisir : les rangements de cuisine ».

21.40 Silence, ça pousse ! Magazine 22.30 C dans l'air. Magazine

RMC

18.55 Stargate SG-1. Série. La morsure du serpent - La tête à l'envers

20.50

Strife Back

Série, Guerre, GB. 2012. Saison 3. Johannesburg. (1 et 2/2). Inédits. Avec Philip Winchester, S. Stapleton. Scott et Stonebridge sont sur la piste d'une ogive nucléaire.

22.40 Phénomène Paranormal. Télé-réalité 0.35 La maison du bluff

RMC

19.05 Swamp People. Série documentaire. (2 épisodes)

20.45

Top Gear

Série documentaire, Science et technique. 1h50. Inédit. L'Espagne en toute simplicité. Nos experts tentent de lutter contre la crise en Espagne.

21.35 Top Gear. Série documentaire 0.10 Top Gear USA

6ter

19.10 Charmed. Série. (2 épisodes). Avec Holly Marie Combs

20.50

Desperate Housewives

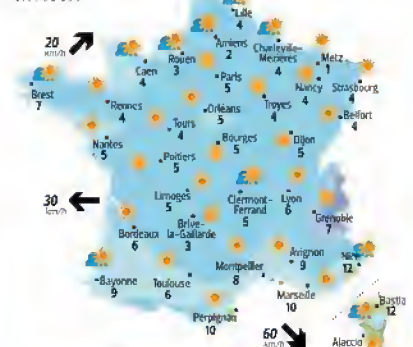
Série, Comédie dramatique, EU. 2008. Saison 5. 3 épisodes. Avec Teri Hatcher. Brad se sert de plus en plus de Gabby comme alibi pour fréquenter sa maîtresse.

23.10 Desperate Housewives 1.35 La deuxième chance d'Inès. Film TV

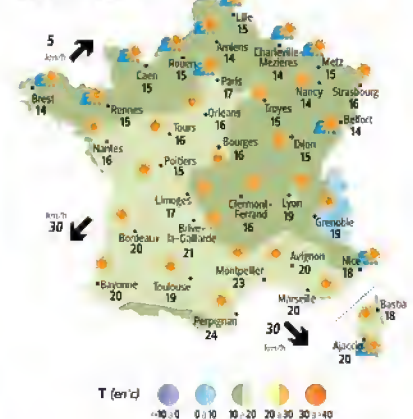
TV

Tous les programmes dans TV Magazine et sur tvmag.com

MATIN



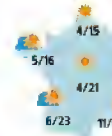
APRÈS-MIDI



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	14/18	AMSTERDAM	6/13	ATHÈNES	9/20
BARCELONE	12/16	BELGRADE	7/15	BERLIN	6/11
BERNE	1/14	BRUXELLES	2/15	BUDAPEST	6/15
COPENHAGUE	5/11	DUBLIN	6/15	LISBONNE	15/23
LONDRES	5/16	MADRID	9/24	PRAGUE	4/13
RABAT	17/29	ROME	8/22	TUNIS	12/21

JEUDI



VENDREDI



SAMEDI



la chaîne météo **lachalnetemeteo.com**
 par téléphone 3201 LUNES 24/24 EN EXCLUSIVITÉ SUR CANALSAT et sur puermabile.com

SU/DO/KU

CROZIER

Chaque jour, un puzzle difficile

GRILLE 886 MOYEN

2		9	3		
7	4		5	1	
6	9				5
9	1		3	2	7
	3	1		2	6
4	2	7			3
				5	3
	8	2		7	6
	1	7			8

SOLUTION DU N° 885

4	3	6	7	8	2	5	1	9
7	5	1	9	6	4	8	3	2
9	8	2	1	3	5	7	4	6
5	6	7	4	9	8	3	2	1
1	4	3	2	5	6	9	8	7
8	2	9	3	1	7	4	6	5
2	1	5	8	4	9	6	7	3
3	9	8	6	7	1	2	5	4
6	7	4	5	2	3	1	9	8

MOTS FLÈCHES N°702

FORCE 2

DÉSIGNATION	CYCLE DE CAMPAGNE	TOMBER EN VIEILLESSE	MORCEAU D'AGNEAU	GUETTE IMPRÉMENT	ABSORBER D'UN TRAIT	INFANTE DE CASTILLE	ELLE OLIVIER LE QUOTIDIEN
MURMAISS	PAÏE	LE MATIN		EN FORTE	LIQUIDE DE VIRE	ALLONGES	REPÈTE
REGARDER DE FAÇON LÉGERE			CONVERSATION INTIME		BAFFLE		
PIEU		GRAVE DÉFAUT	COLLAGE				
		BEN ÉPANCHÉ		CONCE DANS LA ROUE			CARRE DE VERMORE
ARGENTE SUR UN VOLCAN COUCOU			BONDIR (S)				POUR LE PRIÈTRE RAPPORT EN MATIÈRE
			PIÈCE DE CHARPENTE				
				ÉCHAPPERA TOUJOURS			
ENTRE MÈRE ET FILLE			TRAVAIL AU LARD	CONTRÔLE			
PETIT POPS			CORON D'OR	REFAITE			
			PERGE-VERANT				
			CLAIREMENT DÉMENTI				
DIRECTION		SAPEUR-POMPIER					
			THÉSALONISÈES				

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

E	C	S	E	C	A	I
A	C	C	A	G	N	A
H	I	A	T	I	S	T
P	A	R	O	I	S	T
L	E	N	I	N	E	N
G	A	A	R	A	S	E
S	C	I	E	T	E	R
O	S	E	R	E	P	E
E	L	E	V	A	S	E
E	R	E	A	B	A	I

du Cross
FIGARO
 new balance

18 MAI 2014
 AU DOMAINE NATIONAL
 DE SAINT-CLOUD

INSCRIVEZ-VOUS
 DÈS AUJOURD'HUI ;
www.crossdufigaro.com

Des courses pour
 tous les âges et
 toute la famille.

Alberto Toscano, l'Italien médiatique

SUCCÈS Le plus français des journalistes italiens a passé près de trente ans à couvrir l'actualité de l'Hexagone. Mais il a choisi, dans son dernier livre, de se pencher sur les travers et les qualités de ses compatriotes.



Claire Bommelaer
cbommelaer@lefigaro.fr

Il est l'un des « doyens de la presse italienne ». À 66 ans, dont près de trente passés à couvrir l'actualité française, Alberto Toscano mérite bien ce titre honorifique - qui figure sur la couverture de son nouveau livre, *Sacris Italiens* ! Depuis des années, on le voit courir les plateaux télévisés, petite voix européenne que les médias français sollicitent pour se donner un peu d'air, Alberto Toscano connaît son affaire et la déroule avec un accent chantant, qu'il n'a jamais perdu. Pour un peu, on lui donnerait le *Dottore*, professeur en observation de la vie politique française.

Sacris Italiens (Armand Colin) est un mélange de leçons sérieuses sur la chose italienne et de légèreté - le scandale du patrimoine italien mal entretenu, l'emprise de Mafia ou l'art du pot-de-vin côtient la Vespa ou la légendaire séduction des ragazzi. Le bouquin n'est pas toujours à la gloire de son pays, à tel point que Marcelle Padovani, du *Nouvel Observateur*, l'a gentiment accusé « d'avoir fait sien le regard français ». Mais Alberto Toscano, qui écrit directement en français, assume ses coups de griffe : « Ceux qui aiment l'Italie ne peuvent qu'être fâchés avec ce qui s'y passe. » Et puis, Aurélie Filippetti, petite fille d'Italiens, a qualifié son ouvrage de « livre délicieux ». Alors...

À tout prendre, le meilleur de ce journaliste est encore quand il parle de la France. Depuis son arrivée à Paris, en 1986, Alberto Toscano a acquis une connaissance intime de nos habitudes, bonnes ou mauvaises. En 2009, il avait écrit un livre sur les Français, plus gentil que ceux de Ted Stanger, le contempteur américain de nos travers. Toscano s'était quand même moqué de notre propension à voir midi à notre porte ou à qualifier l'avenue des Champs-Élysées de « plus belle avenue du monde » quand elle est sans doute parmi les plus ingrates.

À la tête d'un club de correspondants étrangers, militant de la cause européenne, il a invité toute la classe politique à déjeuner. Il la trouve, ce sont ses mots, « plutôt aimable ». Certes, il n'est pas toujours facile de s'en faire respecter, même quand on représente des titres comme *Oggi* ou *Panorama*. « Il y a en France une hiérarchie bien précise à laquelle aucun journaliste étranger n'échappe », explique-t-il. Dans la tête du ministre français, les Américains sont au-dessus du panier, les Anglais viennent après. Tout en bas de cette échelle de la valeur médiatique, « les Africains et les autres ». Quant aux Italiens, perçus comme des cousins des Français, ils seraient quelque part entre les deux. « Moi, je n'ai jamais été mal traité » jure-t-il. Il a même été décoré de

l'Ordre national du mérite, preuve s'il en fallait que ses interlocuteurs l'ont adopté.

En trente ans, il s'est infiltré, a fait sa place. Il a même accompagné François Mitterrand à Bonn, quelques jours avant la chute du Mur. Inutile de lui demander « ses grands coups journalistiques ».

Alberto Toscano n'est pas de ceux qui sortent les cadavres des placards. Les vrais scoop, affirme-t-il, sont des denrées rares : « En général, c'est un coup de chance ou une enveloppe arrivée le matin même sur le bureau du journaliste ». Solt.

Collectionneur de journaux anciens

D'abord dans la presse de gauche - Alberto émargea au Parti communiste italien dans sa jeunesse - il collabora ensuite dans des titres du groupe Berlusconi. « J'étais loin, j'étais libre » jure-t-il. « C'est un journaliste à l'ancienne, il a gardé sa signature et son positionnement centre gauche qui que soit son employeur », témoigne l'une de ses amies, correspondante à Paris du *Messaggero*, le grand quotidien de Rome.

L'année dernière, après six ans de bons et loyaux services passés à commenter l'actualité en direct, il a brutalement été écarté de

l'émission *On refait le monde*, sur RTL. À peine un message de la chaîne, lui indiquant qu'on allait le rappeler, sans jamais le faire. Il en a été blessé. Au sein des polémistes, rassemblés pour s'écharper mais pas trop, il occupait justement la fonction de l'ami qui remet les choses au centre après une dispute. Qu'il importe. Officiellement à la retraite, il continue d'occuper le terrain sur I-Télé ou ailleurs. Il s'apprête à jouer les commissaires d'exposition pour le compte de l'Institut culturel italien, dans le cadre de la commémoration de la Grande Guerre.

Alberto Toscano collectionne les journaux anciens - dont *Le Figaro* - et a prêté une partie de sa collection qu'il stocke dans son salon. Comme partout en Europe, la presse italienne est désormais en crise. En dix ans, Toscano a vu le nombre de correspondants italiens envoyés en France fondre comme neige au soleil. *La Stampa*, grand quotidien de Milan, a même carrément fermé son bureau parisien, en décembre dernier. Grandeur et misère de l'écrit ! Dans sa jeunesse, il avait pourtant connu autre chose, des pages et pages au lignage serré (lire « plomées » dit-il joliment) publiées dans *Rinascita*, ou ailleurs. Elles sont presque sans photos ni illustrations et reflètent la presse à l'ancienne, dans laquelle les mots pesaient plus que les images. Toute sa carrière, il restera fidèle aux longs articles « qui prennent le temps d'expliquer les faits ». Il peste contre l'info en continu qui réduit tout à des formules, les sites Internet d'infos, Facebook et Twitter. Notre homme ne sait visiblement pas résumer les choses en 140 signes. Il vient tout de même d'ouvrir un site Facebook. Il n'est jamais trop tard pour comprendre le monde. ■

LUCIEN LUNG POUR LE FIGARO

Bio EXPRESS

1949 Naissance.
1982-1986 Chef du service international de l'hebdomadaire *Rinascita*, puis rédacteur à *L'Unità* (organe officiel du PCI).
1986 Arrive à Paris et collabore à *Italia Oggi*, *L'Indipendente*, *Il Secolo XIX*, *Il Giornale*, *Panorama*, *la Rai*, *France Inter*, *TV5* et *RTL*.
2000 Prix Asti de journalisme.
2011 Prix de journalisme de la Maison de l'Europe de Paris et du Parlement européen.

GRATUITE

La première appli météo en France

- Météo à 12 jours • Prévisions heure par heure • Vidéos régionales
- Envoi de photos • Actualités • Accueil personnalisable

Téléchargez nos applis sur lachainemeteo.com

En exclusivité sur **CANALSAT** et **gsmrecharge**



UN DERNIER MOT Par Etienne de Montety
edemontety@lefigaro.fr

Générale [jé-né-ra-l] adj. Séance particulière pour le premier ministre

Manuel Valls a prononcé hier à l'Assemblée son discours de politique générale. Au théâtre, le mot désigne la première représentation que la troupe fait devant les amis et la presse. C'est donc à la politique qu'il a présentée hier, que Manuel Valls s'est prêté hier après-midi. Dans les armées, on dira le baptême du feu. La métaphore militaire lui convient bien d'ailleurs. Ne serait-ce que parce qu'il a des faux airs du petit caporal. Mais surtout, sa nomination à Matignon a fait de lui le général en chef de la majorité. Ce grade ne dit d'ailleurs pas grand-chose de l'importance véritable d'un premier ministre. Il ne suffit pas de parler en général, il faut aller plus loin : Manuel Valls sera-t-il général de divisions ou général des jésuites ; ce n'est pas la même chose dans un parti compliqué comme le PS. Quant à la politique qu'il a présentée hier, qu'a-t-elle de générale ? Sont-ce les idées qu'il a sous-tendues ou la mobilisation à laquelle elle appelle ? Au fond un discours de politique générale celui-ci n'a à être ni général, ni générique, ni généreux d'ailleurs. Il doit être générateur : d'enthousiasme. Faute de quoi, en fait de générale, c'est la fatigue seulement qui conservera ce qualificatif. ■

FIGARO-CI ... FIGARO-LA

Les idées controversées du conseiller spécial de Najat Vallaud-Belkacem

La ministre des Droits des femmes, promue également à la Ville, à la Jeunesse et aux Sports (photo), a décidé de nommer Jamel Oubechou comme conseiller spécial. Coauteur d'un rapport sur cinq volets très controversés sur l'intégration, remis en décembre à Jean-Marc Ayrault, il suggérerait « d'assumer la dimension arabo-orientale » de la France. Ce fils de haridj, ex-conseiller d'Hubert Védrine lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères, préside par ailleurs l'Institut des cultures d'Islam dans le XVIII^e arrondissement, qui accueille en son sein une mosquée.

Marek Halter et les risques du métier

Après l'immense succès de sa trilogie dédiée aux femmes de la Bible, l'écrivain part à la découverte des femmes de l'Islam. Le premier volume de cette série, *Khadja*, l'épouse de Mahomet, paraît ce jeudi chez Robert Laffont. Déjà, certains chers en France et en Orient se font menaçants. Un écrivain, jure de surcroît, a-t-il le droit de romancer la vie des « mères des croyants », ces femmes qui sont à l'origine de l'Islam ?

Emma Bonino se verrait bien à Bruxelles

L'ancienne ministre italienne pense avoir des atouts pour succéder à Catherine Ashton comme Haut Représentant de l'Union européenne aux Affaires extérieures. Face au Suédois Carl Bildt et au Polonais Radoslaw Sikorski, elle met en avant son expérience internationale comme commissaire européenne aux Affaires humanitaires et comme ministre dans les gouvernements Prodi et Letta.

Bernard Spitz remplace Pierre Gattaz au Quai d'Orsay

Le patron du Medef a demandé à Bernard Spitz, son homme de l'international, de le remplacer, ce mardi, aux Rencontres Quai d'Orsay-Entreprises, autour de la diplomatie économique. À l'heure du rattachement du commerce extérieur au Quai, le président de la Fédération française des sociétés d'assurances a bien l'intention de faire bouger les lignes au Medef.

FIGAROplus

Flottes d'entreprises

■ HARO SUR LE CO₂
DANS LES PARCS
PAGES 2 ET 3



PIERRE LILSON/FOI OUA
BERNARD L.



■ LA VOITURE CONNECTÉE
FAIT SES PREMIERS PAS
DANS LES ENTREPRISES PAGE 4

AUTOMOBILE

Vers une mobilité à moindre coût



DANUSZ T. OCZKOWCZ/ARND BRONKHORST/FOI OUA

STRATÉGIE

Les gestionnaires de parcs privilégient des modèles de véhicules mieux équipés, voire connectés, mais moins gourmands en carburant, pour leurs collaborateurs.

La location longue durée fait toujours de la résistance

L'année 2013 a de nouveau été compliquée pour le secteur automobile, avec un sévère repli de 5,6 % des immatriculations de voitures neuves en France. Pourtant le « petit milieu » de la location longue durée et de la gestion de parcs parvient encore à tirer son épingle du jeu. Certes, les mises à la route de nouveaux modèles ont marqué un nouveau coup d'arrêt (-5,6 % par rapport à 2012, avec un total de 401 500 véhicules). Mais le parc total financé en location longue durée reste orienté à la hausse, à plus de 1 199 180 voitures (+1,2 %). Quant au fleet management, c'est-à-dire la gestion des automobiles pour compte d'autrui sans financement, il marque une nette progres-

sion de 8,5 %, à 291 299 véhicules. « 2013 a été une année d'attentisme, notamment sur la première partie de l'année. Mais elle s'est plutôt mieux terminée, avec une remontée des carnets de commandes et une amorce de reprise de l'activité », résume Philippe Bismut, CEO d'Arval (groupe BNP Paribas). Olivier Monot, chez Alphabet France, parle d'« une belle année » pour l'entreprise qui a achevé sa fusion avec ING Car Lease et sa migration informatique. La croissance ressort à 12 % (après une hausse de 18 % en 2012), avec un parc à la route de 75 002 véhicules. « Nos équipes ont bien fonctionné et ont été capables de mener de front différents sujets, la croissance du parc et la fusion », se félicite-t-il. Les mises à la route

Nos équipes ont bien fonctionné et ont été capables de mener de front différents sujets

OLIVIER MONOT
(ALPHABET FRANCE)

ont atteint 20 800 véhicules. Stan Deveaux, directeur des ventes grands comptes chez LeasePlan, qualifie d'« équilibrée » la croissance du parc en 2013. « Tous nos segments de marchés, grands comptes, core business et small fleet, ont progressé », précise-t-il. Résultat : les immatriculations affichent une hausse de 3 %, tandis que les prises de commandes s'établissent à +10 %. En 2014, le loueur entend au moins suivre le marché, avec une croissance de 3 %. Même satisfaction chez ALD Automotive, où Jean-François Chanal annonce une croissance de 2,5 % du parc, à 191 728 véhicules. « Nous avons rempli nos objectifs d'être à minima à la croissance du marché total », précise-t-il. Les PME repre-

sentent 30 % de ses clients et les petits parcs, 20 %. Pour cette année, le directeur général de la filiale de Société générale table sur une montée en charge des restitutions en fin de contrats (environ 10 % de plus) et espère du même coup davantage de mises à la route. Chez Arval, malgré une légère baisse du parc total loué de 1,5 % (205 613 véhicules) liée à une réorganisation des offres commerciales, Philippe Bismut souligne que « dans un marché déprimé, le produit location longue durée a bien résisté ». Le loueur affiche 800 nouveaux clients sur l'année 2013 et des commandes en progression de 2 %, à plus de 58 500 unités.

CHRISTINE LAGOUTTE

2

MOINS DE MODÈLES D'OCCASION SUR LE MARCHÉ

En 2013, les contrats de LLD ont une nouvelle fois été rallongés par les entreprises. Les restitutions ont ainsi été réduites et le nombre de véhicules d'occasion revendus a baissé de 9,2%, à 164 922 unités, selon un panel du SNLVL.

1 199 180 véhicules

C'est le total du parc en location longue durée (LLD) à fin 2013 (soit +1,2% par rapport à 2012).



Carbox change de nom et devient Ubeeqo. Après cinq années de développement sur le territoire national, Carbox était devenu un nom difficile à protéger et à exporter. (...) Étendre la marque à l'international est aujourd'hui une nécessité. Historiquement, nous sommes (...) un opérateur d'autopartage, mais nous développons aujourd'hui des offres de plus en plus multimodales.

Benoit Chatelier, associé fondateur de Carbox

Le CO₂ dans le collimateur des gestionnaires

MANAGEMENT Les yeux braqués sur les modèles des constructeurs, les entreprises cherchent à limiter leurs émissions pour optimiser leur fiscalité et à réduire leur consommation de carburant.

Le métier de gestionnaire de flottes requiert de multiples compétences. Parallèlement à sa connaissance pointue du marché automobile, il doit déployer des capacités d'analyse sur les services financiers, la fiscalité, les technologies d'information, les assurances... Des qualités de diplomate sont également nécessaires pour apaiser les conflits avec les collaborateurs, car l'automobile reste un élément important de la politique de rémunération. Le métier embrasse donc un large panel de savoir-faire. Cette fonction réclame tellement de professionnalisme que l'Etat lui-même veut créer dans les trois ans un véritable poste de gestionnaire de flotte dans la grille de ses métiers, pour maintenir ses objectifs d'optimisation. Qu'ils appartiennent à l'administration ou au privé, les professionnels ont pour mission de réduire les coûts d'utilisation des véhicules. En 2014, ils sont de plus en plus nombreux à focaliser leur attention sur le taux de CO₂ des véhicules. Avec une fiscalité toujours plus sévère et un budget carburant soumis à des évolutions en dents de scie, les gestionnaires de flottes les plus avancés calculent les émissions moyennes de leurs flottes et surveillent à la loupe l'actualité automobile pour sélectionner les véhicules les plus sobres et les plus économiques.

Véhicules verts

Avec l'instauration en 2014 d'une TVS additionnelle assise sur la pollution atmosphérique (oxydes d'azote et particules fines), le gouvernement cherche à entamer le monopole du diesel dans les entreprises. Non seulement les prix à la pompe des deux énergies tendent à se rejoindre, mais les exigences de la nouvelle norme Euro 6 renchéirissent le prix des modèles carburant au diesel. Résultat, de nombreux responsables font tourner leurs calculatrices et songent à référencer des véhicules essence jusqu'à présents quasi-inexistants dans leurs flottes. Avec une offre de véhicules électriques et hybrides de plus en plus large, les entreprises s'intéressent à ces technologies et beaucoup passent à l'acte. Au 4^e trimestre 2013, les adhérents au Syndicat National des Loueurs de Voitures en Longue Durée (SNLVL) ont enregistré quelque 4056 immatriculations de véhicules verts, soit 24% du marché global de l'électrique et de l'hybride. «Même si les constructeurs consentent moins de remise sur les véhicules électriques», observe Jean-François Chana-

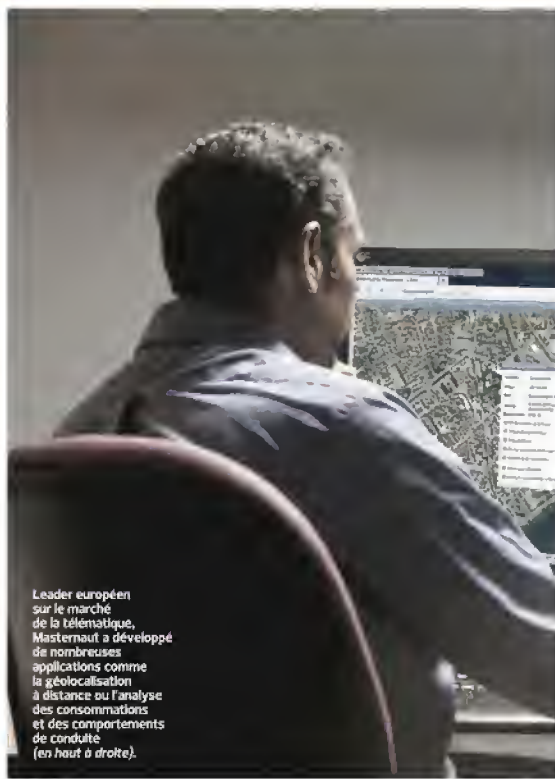
directeur général d'ALD Automotive, leur TCO (coût total de détention) se rapproche désormais de celui des modèles thermiques.»

Si le choix des véhicules permet d'optimiser les coûts d'une flotte, les gestionnaires sont de plus en plus nombreux à s'intéresser aussi aux comportements des conducteurs. L'éco-conduite permet d'agir sur de nombreux postes de dépenses: carburant, entretien, pneumatiques, sinistralité, assurance, frais de remise en état. Selon l'Observatoire du Véhicule d'Entreprise (OVE), le conducteur est responsable de 25% des coûts d'utilisation d'un parc automobile. Pas étonnant dans ces conditions que les entreprises mettent le paquet sur la formation. Cette année, le fabricant d'ascenseurs Kone France lancera des programmes ciblés auprès de ses collaborateurs les moins performants. «Ces actions ont un réel impact sur les coûts

liés au comportement individuel», explique Patrick Beyer, directeur des achats indirects.

L'autopartage progresse

Autre sujet d'actualité dans les flottes, l'autopartage convainc de plus en plus d'entreprises. Il permet en effet de mutualiser l'usage des véhicules et d'en réduire le nombre. DHL, le spécialiste de la messagerie-express, a réalisé un test en 2013 et va déployer dans les prochains mois plusieurs véhicules sur un nouveau site construit dans le nord de Paris. Selon une étude de Frost & Sullivan, le nombre de véhicules partagés dans les entreprises européennes devrait passer de 1 900 en 2013 à 85 000 en 2020. Les gestionnaires de flottes ont bel et bien placé cette technologie sur leur carnet de route et ce mode de gestion alternatif devrait s'imposer progressivement.



Leader européen sur le marché de la télématique, Masternaut a développé de nombreuses applications comme la géolocalisation à distance ou l'analyse des consommations et des comportements de conduite (en haut à droite).

MAS/TERNAUT

AVIS D'EXPERTS

INTÉGRER L'ÉVOLUTION DE LA FISCALITÉ

FABRICE CHEVILLAT
RESPONSABLE MOBILITÉ
CHEZ PARITEL

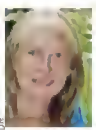


L'écosystème des véhicules d'entreprises étant en constante évolution, les gestionnaires doivent s'adapter. «Tous les ans, je choisis des nouveaux

véhicules en fonction des évolutions du cadre administratif et notamment de la fiscalité», explique Fabrice Chevillat, responsable mobilité chez Paritel, un opérateur télécoms spécialisé dans les PME. À la tête de 410 véhicules dont 80% d'utilitaires, Paritel se concentre sur les taux de CO₂ pour référencer les véhicules les plus sobres sur les plans économique et environnemental. Corrélat aux consommations de carburant, cet indicateur permet de réduire ce budget, le deuxième poste dans le coût total d'utilisation de la flotte de Paritel avec un million de litres par an. Paritel compte aussi réformer 10 à 15% de ses véhicules financés en location longue durée et adopter la moyenne durée pour ses stagiaires, les périodes d'essais ou les contrats à durée déterminée. Parmi les autres initiatives, les véhicules premium présents dans la flotte vont être remplacés par des modèles de gamme inférieure, tandis que des boîtiers de géolocalisation seront déployés au sein de la flotte. Ces différentes actions sont assorties d'objectifs précis: «La moyenne des émissions de CO₂ de la flotte doit passer de 117 g/km à 110 g/km avant la fin 2014. Parallèlement, nous visons 8% d'économies sur notre budget global annuel.» E. G.

PRÉSERVER L'ATTRACTIVITÉ DU VÉHICULE

EMMANUELLE MEEHAN
RESPONSABLE FACILITIES
& EHS FRANCE CHEZ GILEAD



Chez Gilead, Emmanuelle Meehan, responsable Facilities & EHS France, cumule quatre casquettes: immobilier, le facility management, la santé-sécurité et le parc auto.

«J'attends donc de notre unique loueur sur notre parc de 130 véhicules, GE Capital Fleet Services, qu'il soit le véritable expert. Il faut que ses gestionnaires connaissent notre parc mieux que nous-mêmes car ce sont eux les spécialistes», affirme-t-elle. Conseil, écoute réactive et anticipation sont donc les qualités clés pour optimiser la gestion de leur flotte. Les collaborateurs du laboratoire sont en relation directe avec les équipes de GE Capital pour la vie quotidienne des contrats. «La prise en charge doit se faire de A à Z», précise-t-elle. L'objectif n°1 n'est pas de réduire les coûts à tout prix. Chez Gilead, la voiture reste à la fois un outil de travail et un élément de la rémunération. Le parc se répartit entre véhicules dits de fonction pour les délégués hospitaliers et véhicules de statut en fonction du niveau hiérarchique. Une liste de véhicules est proposée pour chaque type de collaborateur, référencant Citroën, Audi, VW, Mercedes ou encore BMW. «Nous veillons à nous montrer particulièrement vigilants sur le niveau d'émission de CO₂. Nous avons interdit certains modèles et ramené notre seuil moyen d'émissions de 140 g à 110 g de CO₂/km. En faisant bien attention de préserver l'attractivité du véhicule pour les collaborateurs», insiste-t-elle. Ch. L.

COMPRENDRE LES COMPOSANTES DU LOYER

ISABELLE CONTET
RESPONSABLE DU PARC
AUTOMOBILE DE BERNER



Spécialiste de la distribution d'outillage, de produits de fixation et de fournitures industrielles pour les professionnels du bâtiment, le groupe Berner a trois

prestataires (LeasePlan, ALD et GE Capital Fleet Services) pour la gestion de ses 1100 véhicules. «Nous avons opté pour une gamme large de modèles proposés à nos collaborateurs, puisqu'il y a entre 20 et 25 propositions de modèles», précise Isabelle Contet, en charge de la gestion du parc. Les règles d'attribution sont en effet larges, avec pas moins de huit niveaux hiérarchiques différents. D'où l'importance extrême des cotations justes, pour coller aux besoins de la société, filiale d'un groupe allemand. «Nous ne pouvons nous contenter de cotations approximatives. Les loueurs devraient être force de proposition, connaître nos priorités sur le bout des doigts et anticiper nos attentes», explique-t-elle. Autre attente de sa part, des conseils sur les composantes du loyer et des prestations. «Je ne regarde pas seulement la cotation en bas de page, mais les différentes composantes du prix. Et là encore, je suis en demande et en recherche d'explications et d'accompagnement de la part des loueurs.» Parmi les autres sujets en cours, Isabelle Contet évoque l'information des conducteurs via des applications sur smartphones, la sécurité routière et l'introduction éventuelle de véhicules électriques ou hybrides au sein du parc. Ch. L.

RÉDUIRE LA FLOTTE AVEC L'AUTOPARTAGE

BENOÎT GOFFAUX
DIRECTEUR DES ACHATS
CHEZ ALMA CONSULTING



Ces trois dernières années, le budget automobile d'Alma Consulting a enregistré des baisses à deux chiffres. Pour 2014, le cabinet conseil vise 5% d'économies

supplémentaires. «Cet objectif m'oblige à mener un travail de veille intensive sur l'actualité automobile», explique Benoît Goffaux, directeur des achats. Pour référencer les véhicules plus compétitifs, je dois étudier à la loupe les nouveaux modèles.» Il s'appuie sur l'évolution de sa tarification en référençant des modèles de catégorie inférieure. Alma Consulting émet moins de CO₂, consomme moins de carburant et diminue le nombre d'accidents. «Les collaborateurs comprennent que les moteurs puissants permettent d'éprouver du plaisir sur circuit, mais sont sources de danger sur les routes.» Prochaine étape, référencer des modèles essence quand la fiscalité aura évolué et des modèles hybrides en plus grand nombre lorsque les prix auront baissé. Autre source d'économies, Alma Consulting a réduit le périmètre de sa flotte de véhicules utilitaires en mutualisant ses ressources via l'autopartage. Le nombre d'utilitaires est passé de 100 à 25 unités. «L'autopartage est une source d'économie importante», constate Benoît Goffaux. Il offre un service supplémentaire à nos collaborateurs qui peuvent réserver des véhicules pour leurs utilisations personnelles le soir et les week-ends.» E. G.

EN BREF

2000 VOITURES

C'est le parc automobile mis à la route en location longue durée au 31 décembre 2013, dans le cadre du partenariat conclu entre Volvo Fleet Services et ALD Automotive. Cette alliance concerne en France 51 distributeurs et 122 points de vente.

25 ANS

C'est l'âge d'Arval, la filiale LLD de BNP Paribas, qui revendiquait fin 2013 une implantation dans 25 pays. En 2013, le loueur, dont la flotte s'est établie dans le monde à 685 302 véhicules, a notamment pris pied en Chine, via un partenariat avec Bank of Nanjing.

TOP 10

Renault Clio est en tête des véhicules les plus loués dans les flottes, suivie de Peugeot 208 et de Citroën C3. Viennent ensuite le C4 Picasso, Renault Kangoo, Renault Scénic GD, Renault Mégane, Renault Twingo, Volkswagen Golf et Renault Master.

4056 VÉHICULES VERTS

C'est le nombre de mises à la route en location longue durée effectuées au quatrième trimestre 2013. Ce qui représente 4 % des immatriculations totales réalisées sur cette période. Sur ce total, un quart sont des modèles électriques.

+6 %

C'est le taux de croissance attendu en 2014 par ALD Automotive International. Selon Mike Masterson, son directeur général, cette progression viendra notamment du fort potentiel des Bric. Au total, le parc à la route du loueur atteignait fin 2013, 1 008 840 véhicules.

Des parcs auto qui se « verdissent »

BAROMÈTRE Gac Technology dénombre plus de véhicules électriques en circulation et des émissions de CO₂ en baisse.

Comment évoluent les grands indicateurs de gestion des parcs automobiles. Une nouvelle fois, Le Figaro a interrogé l'éditeur de logiciels Gac Technology, qui suit quelque 35 000 véhicules, chez des clients de tailles très diverses. Voici ce qu'il faut retenir des pratiques des gestionnaires :

■ **LE VÉHICULE ÉLECTRIQUE** prend lentement mais sûrement ses marques. Selon Gac Technology, la part du véhicule 100 % électrique par rapport au nombre total de voitures en parc a progressé de 149 % en 2012 et surtout 194 % en 2013, par rapport à

2011. Le mouvement est avant tout perceptible dans les grandes structures. Il reste que la part de l'électrique dans les parcs automobiles n'excède pas 2 véhicules pour 1 000. Il existe donc de grandes marges de progression pour ce véhicule vert.

■ **LES ENTREPRISES ONT MOINS RECOURS À L'ALLONGEMENT DES CONTRATS.** C'était un outil contre la crise. Mais aujourd'hui la prolongation des contrats pour éviter de renouveler les modèles tend à se réduire. En 2012, selon le baromètre Gac Technology, le nombre de contrats prolongés était en hausse de 132 % par rapport à 2011. En 2013, toujours par rapport à 2011, la progression n'était plus que de 61 %.

■ **DES PARCS TOUJOURS PLUS « VERTS ».** La moyenne des émissions de CO₂ des parcs suivis par Gac Technology se situe à 114 g/km en 2013. « La classe CO₂ moyenne des parcs a diminué de 5 % en 2012, et 14 % en 2013, par rapport à 2011 », précise l'éditeur de logiciels.

■ **LE DIESEL STAGNE.** « Les entreprises ne sont pas incitées fiscalement à diminuer le nombre de leurs véhicules roulant au diesel dans leurs flottes », constate le baromètre. Résultat : la part des moteurs diesel au sein des flottes reste constante, avec une progression de 3 % en 2012 et en 2013 par rapport à 2011.

CH. L.



OPTIMISER LES COÛTS D'UTILISATION

MARIE ROUVIÈRE
RESPONSABLE DU PARC AUTO
CHEZ COMPASS GROUP FRANCE

À la tête des services généraux et responsable du parc automobile chez Compass Group France, leader mondial de la restauration collective, Marie Rouvière a plusieurs dossiers prioritaires sur le feu, avec son loueur GE Capital Fleet Services. En tête, la baisse des émissions de CO₂. « Il y a cinq ans nous étions à quasiment 140 g de moyenne par véhicule et actuellement nous totalisons une moyenne de 115 g. Nous avons bon espoir de faire encore mieux et d'arriver à 100 g d'ici à dix-huit mois », ajoute-t-elle, en soulignant que cette stratégie a permis de réduire de 3 % la consommation de carburant. Fidèle à la marque Peugeot, le groupe a également privilégié des modèles de la Gamme Business du constructeur. Tout en introduisant de nouvelles marques, si leurs TCO (coûts d'utilisation) sont plus favorables. C'est ainsi que tous les TCO des nouveaux véhicules mis sur le marché par le groupe PSA et qui entrent dans la car policy définie par le groupe sont passés au peigne fin. « Nous les intégrons à notre car policy dès que les TCO sont meilleurs que ceux des modèles en parc ». Une réunion mensuelle a lieu pour déclencher les renouvellements. C'est ainsi que, depuis quelques mois, les premiers DS5 hybrides de Citroën ont fait leur entrée chez Compass et que désormais, à tous les niveaux de la car policy, un modèle Peugeot et un modèle Citroën sont systématiquement proposés. Ch. L.

JOUER LA CARTE DE L'ÉLECTRIQUE

JEAN-PHILIPPE BERGER
RESPONSABLE DU PARC AUTO
DU GROUPE YVES ROCHER

Avec 120 véhicules statutaires et de service loués chez Arval et ALD, la société Yves Rocher joue la carte de l'électrique. « Aujourd'hui arrivent sur le marché de nouveaux modèles électriques de catégories Premium comme la BMW i3 ou l'Audi e-tron. Nous souhaitons savoir si ces modèles correspondent en prix et en usage à nos attentes. Et s'ils pourraient, à terme, être utilisés en pool », explique Jean-Philippe Berger, responsable des services généraux et de la gestion du parc auto du groupe de cosmétiques. D'ici à la fin de l'année, un millier de collaborateurs vont emménager dans de nouveaux locaux à Issy-les-Moulineaux, où une vingtaine de bornes électriques seront disponibles. De quoi accueillir davantage de véhicules propres. Selon Jean-Philippe Berger, il y aurait ainsi un moyen de mieux mutualiser les kilomètres entre véhicules statutaires et électriques. Sur la semaine, le soir et le week-end. Aujourd'hui, l'électrique représente une dizaine de modèles (notamment des Kangoo E), auxquels s'ajoutent une dizaine d'hybrides. Le groupe de cosmétiques veille aussi à un renouvellement régulier des modèles dans le souci d'optimiser les émissions de CO₂. Il revêt sa car policy une fois par an et les résultats sont au rendez-vous, avec une émission moyenne de 119 g de CO₂/km. Ch. L.

Business & Flottes

peugeotprofessionnel.fr

Récompensez vos collaborateurs
et faites un gain de 17 €/mois sur votre TCO*

Nouvelle Peugeot 308 SW
Le break de fonction



- Technologie BlueHDI élimine jusqu'à 90 % des NOx grâce au nouveau système SCR (Selected Catalytic Reduction**).
- Optimisation du TCO* grâce à la masse allégée de 140 kg pour une consommation de carburant réduite.
- Peugeot i-Cockpit composé d'un volant de petite taille, de compteurs surélevés et d'un grand écran tactile de 9,7".
- Coffre modulable de 610 dm³ transformable en vaste plancher plat de 1 660 dm³.

PEUGEOT et TOTAL. Consommation mixte (en l/100 km) : de 5,2 à 5,6*. Émissions de CO₂ (en g/km) : de 85 à 129*. *Avec jantes de 17" ou 18".

Modèle présenté : Nouvelle 308 SW Felina option jantes 18". *Car of the year - voiture de l'année. TCO : Total Cost of Ownership (coût total de possession) correspond à l'ensemble des frais engendrés par l'acquisition et l'utilisation du véhicule (loyer financier, carburant, entretien, fiscalité). TCO en baisse de 17 € par mois sur Nouvelle 308 SW Pack BlueHDI 120ch comparé à celui d'une 308 SW e-HDI. **Système de réduction catalytique sélectif.

MOTION & EMOTION

PEUGEOT
PROFESSIONNEL

4 FLOTTES D'ENTREPRISES

L'automobile 2.0 au cœur des réseaux

PRODUITS Les nouvelles technologies de la communication sont en passe de bouleverser la mobilité des conducteurs.

Les innovations dévoilées ces derniers mois par les constructeurs laissent penser que l'automobile va devenir à brève échéance un véritable smartphone sur quatre roues. Lors du dernier Consumer Electronics Show de Las Vegas, salon de référence pour les nouvelles technologies, ils étaient venus en nombre. Particulièrement remarquée, leur présence annonce une offensive éclair sur le front de la voiture connectée. Tablette tactile embarquée, informations du smartphone intégrées à l'écran de tableau

ÉRIC GIBORY

de bord, Bluetooth, Wi-Fi, 4G, communication avec les infrastructures routières : le futur de l'automobile s'écrit sous le signe de la connectivité. En France, le gouvernement vient de lancer une expérimentation à grande échelle dans le cadre d'un appel à projet européen baptisé SCOOP@F. Plus de 3 000 véhicules communicants vont rouler sur 2 000 km de routes connectées. Zones sélectionnées : les voies rapides d'Île-de-France, la Bretagne, l'autoroute Paris-Strasbourg, la rocade bordelaise et certaines départementales de l'Isère. Les bornes installées sur les routes et les autoroutes communiquent avec les tablettes connectées des véhicules, via les réseaux de téléphonie mobile. Les voitures envoient leur position et signalent les obstacles rencontrés en temps réel. Les bornes routières informent le conducteur sur les limitations de vitesse, les temps de parcours, les

Prochaine étape, la voiture sans conducteur. Chercheur reconnu sur le sujet, le français Michel Parent voit son rêve devenir réalité : « Toutes les briques technologiques existent déjà. Seuls les coûts doivent encore baisser pour qu'elles se démocratisent. »

chantiers en cours ou encore les accidents. La révolution est en marche. BMW, Buick, Cadillac, Chevrolet, Ford, Hyundai, Jaguar, Mini, Rolls-Royce et Toyota proposent d'ores et déjà des services connectés et les constructeurs français ne sont pas en reste. À travers sa tablette connectée R-Link, Renault commercialise l'offre la plus large avec des dizaines d'applications. De son côté, Peugeot a développé Peugeot Connect Apps, riche d'une vingtaine d'applications accessibles via une clé USB. Les principales fonctionnalités tournent autour du trafic routier, de la météo, de la téléphonie et du divertissement, alors que les fonctionnalités professionnelles se font encore rares. À travers BMW Connected Drive, le constructeur bavarois intègre un service de conciergerie pour les dirigeants. En appuyant sur un bouton, le conduc-

teur entre en communication vocale avec un opérateur pour obtenir une adresse d'hôtel ou de restaurant renvoyée ensuite sur son système de navigation. Pour les gestionnaires de flottes, la voiture connectée permet d'obtenir des informations techniques et de recevoir des alertes afin d'anticiper l'entretien ou les pannes. Prochaine étape : la voiture sans conducteur. Chercheur reconnu sur le sujet, le Français Michel Parent voit son rêve devenir réalité. « Toutes les briques technologiques existent déjà, observe-t-il. Seuls les coûts doivent encore baisser pour qu'elles se démocratisent. » À l'appui de cette affirmation, il évoque le Lidar, ce radar laser à 360° utilisé par Google pour sa voiture sans conducteur. Son prix : 55 000 euros. À ce tarif, le conducteur lambda n'est pas prêt de lâcher son volant !



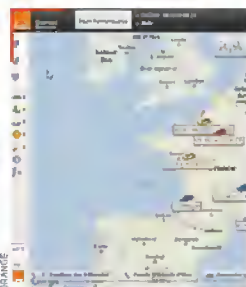
RAY/SE/VALÉRIE IMAGES



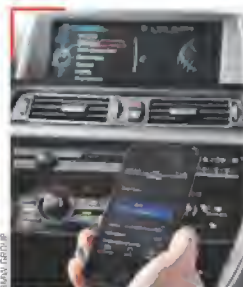
EUROFEU



ELIEN BERNARDINI/PIRELLA GÖTTSCHE LOWE



ORANGE



ORANGE/GOPI

Obéir à la voix

Sur 100 voitures vendues en 2018, 35 devraient être équipées de technologie mobile intégrée. Selon Frédéric Lassara, responsable de la division smart car chez PSA : « 80 % des clients de Peugeot et Citroën souhaitent disposer d'applications mobiles ». Dans l'avenir, la biométrie vocale, qui identifie une personne par la voix, pourrait prendre une place importante. À terme, l'automobile serait donc susceptible de reconnaître le conducteur, de se brancher sur sa radio préférée ou de régler la température de l'habitacle selon ses habitudes. Une automobile connectée qui obéirait à la voix de son maître.

Optimiser les trajets

Avec les boîtiers communicants, on peut collecter les informations et les transmettre via les réseaux de la téléphonie mobile. Eurofeu, spécialiste de la protection incendie, a été l'un des premiers clients d'Orange Business Services. Pour obtenir un historique précis des trajets de ses 700 camionnettes, la numérisation des coordonnées géographiques de ses clients a été réalisée. Les trajets ont ainsi diminué de 10 % et les utilisations personnelles ont disparu. « Économie de 8 à 10 % sur le coût d'utilisation kilométrique, qui s'élève à 7 centimes », se félicite Alain Molz, secrétaire général.

Appel d'urgence

Comme l'Arctienne d'Alphonse Daudet, l'eCall européen fait parler de lui mais reste invisible. En cas d'accident, le système permettrait à tous les véhicules d'envoyer un appel d'urgence géolocalisé aux services de secours. Le 26 février dernier, les parlementaires européens ont voté le projet législatif qui oblige les constructeurs à équiper leurs voitures et utilitaires légers neufs avant octobre 2015. Si le dispositif coûte environ 100 euros par véhicule, les députés européens précisent que, en tant que service public utilisant le 112, l'eCall devrait être gratuit pour tous les utilisateurs.

Gérer à distance

Après la création d'un département dédié, PSA multiplie les offres de services connectés. Il vient de s'associer à Orange Business Services pour proposer une offre de gestion de flottes à distance sous le nom de Peugeot Connected Fleet Management. Connecté au Can BUS et non au port OBD, le système est intégré au tableau de bord et collecte des informations fiables et précises. Selon la formule retenue, l'entreprise obtient les consommations, les kilométrages, les alertes mécaniques, les comportements de conduite et la localisation du véhicule en temps réel ou en différé et reçoit des alertes par mails et SMS.

275 milliards

Selon le cabinet Roland Berger, les véhicules communicants représenteront 17 % des ventes en 2013. Ce pourcentage devrait passer à 35 % en 2015, 67 % en 2018 et 90 % en 2025. Le chiffre d'affaires généré par les voitures connectées devrait croître de 19 % par an d'ici à 2025 pour atteindre 275 milliards d'euros. L'étude s'attend à une compétition particulièrement acharnée entre les constructeurs, les équipementiers automobiles, les loueurs de longue durée, les assureurs, les fournisseurs d'applications et les géants de l'informatique sur ce marché.



QUESTIONS À...

Philippe Brendel PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DU VÉHICULE D'ENTREPRISE (OVE)

« La propriété des données est un enjeu primordial »

LE FIGARO. - En quoi la voiture connectée peut-elle aider les entreprises à optimiser leur flotte ?
Philippe BRENDÉL. - Le rêve de tout gestionnaire de flottes est d'obtenir des informations en temps réel sur l'activité de ses véhicules. Donnée essentielle à la gestion d'un véhicule, le kilométrage exact est difficile à obtenir par d'autres moyens. De plus, avec les informations techniques obtenues, il peut anticiper les pannes et agir en conséquence.

Les boîtiers installés par des prestataires spécialisés

dans la géolocalisation n'apportent-ils pas ces services depuis des années ?
Les solutions d'optimisation de tournées sont rentrées dans les mœurs. L'investissement d'une quarantaine d'euros par mois et par véhicule est rentabilisé rapidement. Mais pour obtenir les kilométrages et les informations techniques des véhicules de fonction, ce modèle économique ne répond pas à la demande. Les gestionnaires de flottes ne sont même pas prêts à payer 15 ou 10 euros pour des informations qu'ils peuvent obtenir gratuitement avec la carte de carburant ou lors des passages en atelier.



Philippe Brendel, président de l'OVE

Dans ce contexte, qu'apporte la voiture connectée ?
Depuis deux ans, les constructeurs commencent à proposer des tablettes connectées qui, au-delà d'informations utiles comme la météo ou le trafic, ouvrent l'accès aux informations techniques du véhicule. À moindre coût, ils vont pouvoir mettre en place des procédures de gestion préventive.

Les flottes rassemblent des véhicules de différentes marques automobiles. L'absence de standard ne constitue-t-elle pas un obstacle au développement de ces solutions ?

La bataille entre les constructeurs, les loueurs de longue durée et les entreprises va se concentrer sur la propriété et la commercialisation des informations obtenues. Parallèlement, les smartphones vont venir remplacer les tablettes embarquées comme le préfigure la solution CarPlay d'Apple présentée au dernier Salon de Genève. À l'avenir, les informations techniques du véhicule transiteront-elles par ce canal ? L'enjeu principal repose sur l'aboutissement des négociations commerciales autour de l'accès aux données.

PROPOS RECUEILLIS PAR E. G.



GAMME LEXUS FULL HYBRID*



À PARTIR DE 4,3 L/100 KM ET 99 G/KM DE CO₂**



À PARTIR DE 3,6 L/100 KM
ET 82 G/KM DE CO₂**

À PARTIR DE 4,7 L/100 KM
ET 109 G/KM DE CO₂**

À PARTIR DE 6,1 L/100 KM
ET 140 G/KM DE CO₂**

LE MOTEUR ÉCONOMIQUE DE VOTRE ENTREPRISE

Faire le choix de la gamme Lexus Full Hybrid*, c'est ne pas renoncer au plaisir automobile avec des modèles alliant élégance, dynamisme et haute technologie. Mais c'est également profiter de nombreux avantages :



- JUSQU'À 3 300 € DE BONUS ÉCOLOGIQUE⁽¹⁾ (si CO₂ < 111 g/km)
- EXONÉRATION DE TVS PENDANT 8 TRIMESTRES⁽²⁾ (si CO₂ < 110 g/km)

- CARTE GRISE GRATUITE SELON LES RÉGIONS⁽³⁾
- TRÈS FAIBLE COÛT D'UTILISATION



- VERSIONS BUSINESS AVEC NAVIGATION ET BLUETOOTH® DE SÉRIE



- GARANTIE 5 ANS OU 100 000 KM POUR LES COMPOSANTS DU SYSTÈME HYBRIDE⁽⁴⁾



- CONCIERGERIE ET ASSISTANCE LEXUS 24H/24, ET 7J/7 PENDANT 3 ANS



CT 200h BUSINESS

À PARTIR DE 26 370 €⁽⁵⁾
BONUS ÉCOLOGIQUE DE 2 370 € DÉDUIT⁽¹⁾

Consommations en L/100 km et émissions de CO₂ en g/km mixtes : CT 200h de 3,6 à 4,1 et de 82 à 94 / IS 300h de 4,3 à 4,7 et de 99 à 109 / GS 300h de 4,7 à 5,0 et de 109 à 115 / RX 450h de 6,1 à 6,3 et de 140 à 145. Données homologuées CE.

* Full Hybrid = Totalemment Hybride. Modèle présenté : CT 200h F Sport avec options (peinture métallisée et pack Éclairage) à 31 690 €, remise de 3 000 € et Bonus Écologique⁽¹⁾ de 2 850 € déduits. (5) Exemple pour version CT 200h Business hors options, remise de 2 500 € et Bonus Écologique⁽¹⁾ de 2 370 € déduits. Tarif indicatif conseillé au 30/01/2014. Offre réservée aux sociétés, non cumulable avec d'autres offres, valable chez les concessionnaires Lexus participants pour toute commande jusqu'au 30/06/2014. (1) Pour les hybrides émettant jusqu'à 110 g/km de CO₂, Bonus Écologique dépendant du coût du véhicule neuf (équipements intérieurs inclus, toutes remises déduites et hors accessoires, services et frais annexes), soit 8,25 % du coût d'acquisition TTC au pour une location ≥ 24 mois, 8,25 % du coût correspondant à la somme des loyers (rapport inclus le cas échéant) et ce dans la limite de 1650 € (min) et 3 300 € (max). Selon conditions et modalités du décret 2007-1873 modifié le 01/01/13. (2) TVS : mise sur les véhicules de tourisme des sociétés, et, en 1010 et suivants du code général des impôts. (3) Liste consultable sur www.artsinterieur.gouv.fr/sinf/317-cout-de-la-carte-grise-et-km.html. (4) Au premier terme échu. ** CO₂ des versions Business. Modèles présentés : CT 200h F Sport à 94 g/km ; IS 300h F Sport à 109 g/km ; GS 300h F Sport à 115 g/km ; RX 450h F Sport à 145 g/km.

lexus.fr

6 FLOTTES D'ENTREPRISES

Le marché des flottes repart à la hausse grâce au segment premium

GAMMES Les ventes de voitures aux entreprises gardent le cap, tandis que les particuliers boudent toujours l'automobile depuis plusieurs années maintenant.

Chaque année désormais, la publication des résultats des ventes de voitures marque un peu plus une évolution profonde du marché, avec la baisse des ventes aux particuliers et la bonne santé des achats de véhicules réalisés par les sociétés. 2013 n'a pas dérogé à cette règle. Ainsi, pendant que les achats de voitures par les s'effondraient à -5,7 %, ceux effectués par les flottes d'entreprises se sont stabilisés à -0,6 %. Toutefois, 2013 ne restera pas dans la mémoire des constructeurs comme un grand millésime. Pour 2014, ils anticipent une stabilisation du marché entreprises, à la faveur des résultats plus encourageants des premiers mois. Mais si l'intérêt de ce segment de ventes lié au B to B ne fait plus aucun doute auprès de l'ensemble des constructeurs automobiles, en revanche la répartition des ventes selon les marques est toujours riche d'enseignements.

En 2013, le grand gagnant sur ce marché des flottes d'entreprises a été le japonais Toyota, qui a enregistré une progression de 53 %. Seuls Mercedes (+10 %), Nissan (+2,7 %) et Renault, le leader incontesté des ventes aux entreprises en France (+5,5 %), ont maintenu leurs positions. Mais au-delà, ce sont les marques premium qui confortent leur place au sein des entreprises. Au classement des ventes aux flottes l'an passé, derrière les trois marques

françaises qui défendent leur pré carré, c'est un tir groupé qui a été opéré par le premium allemand avec dans l'ordre VW, Audi, BMW et Mercedes.

Exit donc les grandes marques généralistes telles Ford, Opel ou encore Fiat, reléguées plus bas dans ce palmarès. De multiples raisons peuvent être avancées pour expliquer cette évolution mais une en particulier ressort : l'impact de la politique fiscale portant sur les véhicules d'entreprise. Ce qui caractérise en effet le tir groupé des marques allemandes tient dans l'effort que ces constructeurs ont réalisé depuis plusieurs années pour proposer des voitures haut de gamme, performantes, peu gourmandes en carburant et offrant des émissions de CO₂ réduites.

Un cercle vertueux que suit à sa manière la marque Toyota avec sa gamme de véhicules hybrides, qui en 2013 a représenté 22 500 véhicules vendus aux entreprises, dont 45 % en version hybride. « Pour la seule Toyota Auris, explique ce constructeur, 80 % des ventes ont porté sur des variantes hybrides. Et, au total, les ventes de cette catégorie tendent à rattraper celles de modèles diesel. »

En attendant, les marques allemandes poursuivent leur croissance auprès des flottes. Mercedes a immatriculé 40 % de ses ventes auprès des entreprises et accélère encore avec 20 % de progression sur les premiers mois de 2014. Même orientation chez Audi où une croissance de 9 % est enregistrée sur un marché des ventes premium en progression de 9,5 % contre +7,5 % pour l'ensemble des ventes aux flottes au cours des deux premiers mois de l'année.



▲ Série 2 Active Tourer LE MONOSPACE DE BMW

La révolution chez BMW ? Cela y ressemble. La marque de Munich, qui multiplie actuellement les silhouettes sur sa gamme de modèles, va en effet commercialiser à partir de septembre prochain sa nouvelle Série 2 Active Tourer. Il s'agit là non seulement d'un monospace compact premium, mais en plus d'un modèle à traction. Soit autant de caractéristiques qui vont à l'envers des traditions de la marque BMW, réputée pour ses berlines sportives à propulsion. Mais entre-temps le succès de la Mercedes Classe B semble avoir décidé BMW à franchir le pas. En France, au pays du monospace compact, les marques françaises devraient y voir une attaque directe de leur pré carré. En attendant, l'Active Tourer va être proposé à partir de 29 000 euros, équipé d'un moteur diesel 2 litres de 150 ch. Il séduira les flottes par sa consommation de 4,1 litres aux 100 kilomètres et ses émissions de CO₂ de 109 g/km. Dans le même temps, BMW garantit que ce véhicule dispose bien des « gènes d'une BMW ». Départ arrêté, cette motorisation propulse la BMW 218d Active Tourer en 8,9 secondes à 100 km/h pour une vitesse de pointe de 205 km/h. À noter que la BMW Série 2 Active Tourer inaugure aussi « l'affichage tête haute » dans le segment des compactes premium. Ce dispositif projette toutes les informations de conduite importantes dans le champ de vision du conducteur et fait pour cela appel à toute la gamme des couleurs. J.-P. L.

▼ Jaguar XE LE PREMIUM DESCEND EN GAMME

Dévoilée à Genève mais présentée officiellement en septembre prochain au prochain Mondial de l'automobile à Paris, la nouvelle Jaguar XE concrétise le retour de la marque sur le segment des berlines routières premium. Cette fois, Jaguar revient avec une véritable berline sportive dotée de tous les atouts pour se faire une place au soleil parmi ses cousines germaniques que sont les Audi A4, les Mercedes Classe C et autres BMW Série 3. Les prix de la XE ne sont pas encore dévoilés, mais la marque au félin annonce que ses nouvelles motorisations « Ingenium » produites dans sa nouvelle usine d'assemblage au Royaume-Uni permettront à Jaguar d'offrir une gamme de véhicules capables d'atteindre les 300 km/h ou d'émettre moins de 100 g/km de CO₂. Un record sur ce segment. « Cette berline premium conservera un caractère sportif, lequel est l'ADN de la marque, mais elle offrira un TCO (coût total d'utilisation) optimisé », explique Boris Virfieu, directeur des ventes corporate de Jaguar Land Rover. Jaguar fonde naturellement de grandes ambitions sur l'arrivée de la nouvelle XE pour élargir sa cible de clientèle vers le « middle management » des entreprises. Jusqu'ici, c'est avec la berline XF Sportbrake 163 ch qui affiche 129 g/km de CO₂ que la marque a séduit les dirigeants d'entreprise. Ces deux dernières années, vingt-cinq nouveaux clients grands comptes (IBM, Oracle, Total, Altran, American Express et Oxya...) ont introduit en moyenne trois Jaguar dans leur parc. Le premium se porte bien. J.-P. L.

MITSUBISHI LANCE UNE OFFRE DE FINANCEMENT

Pour compenser la clientèle délaissée des ménages, les constructeurs misent toujours plus sur le segment des professionnels. Dernière marque en date à s'installer sur ce marché, Mitsubishi, qui a lancé une offre de location longue durée sur l'ensemble de sa gamme. Dénommée M-Lease et développée en partenariat avec ALD Automotive (groupe Société générale), ce produit de financement est commercialisé par les 120 distributeurs Mitsubishi. Le constructeur vise environ un million d'immatriculations cette année.

Directeur de la publication : Marc FEUILLE
Directeur des rédactions : Alexis BREZET
Directeur délégué des rédactions : Jean-Michel SALVATON
Directeur adjoint de la rédaction : Gaëtan DE CAPELE
Coordination : Christine LAGOUTTE
Édition : Anne-Sophie PELLERIN
Rédaction : 14, bd Haussmann, 75009 Paris.
Tél. : 01 57 08 50 00.
Publié : FigaroMedia.
9, rue Pillec-Wil, 75009 Paris. Tél. : 01 56 52 21 52.



FLOTTES D'ENTREPRISES | 7



G. SAN-SOÛF (F. HAN, PEUGEOT)

Peugeot 308

LA VOITURE DE L'ANNÉE

Auréolée de son titre de « voiture de l'année 2014 », acquies devant la BMW 13, la Peugeot 308 est le quatrième modèle de la marque au lion distingué par ce prix : elle succède en effet à la 307 (2002), à la 405 (1988) et à la 504 (1969). L'année dernière, c'est la Volkswagen Golf qui était couronnée.

La Peugeot 308 n'entend pourtant pas se reposer sur ses lauriers. Pour les parcs des entreprises, cette berline est disponible dans une version Business Pack 161 e-HDI 115 ch, dont le taux de CO₂ atteint 95 g/km. Avec son design épuré, son cockpit innovant et ses qualités routières, la Peugeot 308 est pègre de qualités et bénéficie d'équipements tels que l'aide au stationnement arrière, le pack visibilité, des feux avant et arrière à LED, un régulateur limiteur de vitesse programmable, la navigation incorporée à l'écran tactile multifonction.

Surtout, la Peugeot 308 n'a pas tiré toutes ses cartouches puisque ce modèle va être proposé dans quelques semaines dans une version encore plus compétitive puisqu'elle ne rejettera que 82 g/km de CO₂. Soit la meilleure offre dans cette catégorie reine des modèles proposés aux flottes.

Avec sa consommation de seulement 3,1 l/100 km, cette version BlueHDI 82 g va en effet procurer aux entreprises un bonus de 150 euros, 78 euros d'économie de TVS (taxe sur les véhicules d'entreprises), 700 euros d'économie de carburant sur trois ans et 25 euros d'économie mensuelle en termes de TCO (coût total d'utilisation), annonce la marque. Face à une VW Golf, à version équivalente et en intégrant les équipements, la Peugeot 308 présente un avantage de 7 % sur le loyer mensuel de location, indique même le constructeur. Pour Peugeot, enfin, cette catégorie de modèle est stratégique en volume, car elle représente 44 % des ventes aux entreprises et la Peugeot 308 s'y adjuge 38 % de part de marché.

J.-P. L.

Audi A3 e-Tron

UNE HYBRIDE RECHARGEABLE

Commercialisée dans les prochaines semaines, l'Audi A3 e-Tron hybride illustre le lancement de la dynamique de la marque allemande en matière de véhicules propres : 204 ch, la même robe classique qu'une Audi A3 Sportback, mais au bout du compte, ce modèle hybride ne consomme que 1,5 l/100 km !

Sur le plan technique en effet, cette Audi A3 hybride est équipée d'un moteur essence 1.4 TFSI de 140 ch, couplé à un moteur électrique de 60 kW. À l'usage, elle se conduit donc comme une voiture à moteur thermique, mais n'émet au démarrage ni bruit, ni émission de CO₂. En fait, l'Audi A3 e-Tron hybride ne fonctionne qu'en mode électrique. Le moteur essence n'intervient qu'au-delà de 130 km/h.

Le prix de ce véhicule se situe à 35 000 euros (bonus de 4 000 euros déduit) mais l'A3 e-Tron hybride est cependant exemptée de TVS (taxe sur les véhicules de sociétés) durant deux ans. Par ailleurs, une finition Business Line pourrait être proposée aux entreprises.

Comme l'explique Benoît Tiers, directeur général d'Audi, « nous avons longuement interrogé nos clients et pris position en faveur du développement de modèles hybrides. Il faut en moyenne 50 à 100 km d'autonomie par jour pour un automobiliste européen mais une à deux fois par an, il lui faut aussi pouvoir disposer d'une autonomie beaucoup plus importante. Audi propose donc l'A3 e-Tron hybride rechargeable disposant de 50 km d'autonomie électrique et 500 à 800 km en thermique ». Rejet CO₂ : 35 g/km seulement. J.-P. L.



Audi AG

Citroën Cactus

DU PIQUANT DANS LES FLOTTES

S'il a fait sensation lors du récent Salon de Genève, où son tarif de 13 950 euros en entrée de gamme a été révélé, le Citroën C4 Cactus est vite rentré dans le rang dès qu'il s'est agi d'intégrer la gamme dédiée aux entreprises. Ce modèle, qui ne se veut pas low-cost et qui ne ressemble hélas pas non plus aux splendides concept cars proposés jusqu'ici par la marque, sera présenté aux professionnels à partir de 21 800 euros.

Il s'agit là de la version Business e-HDI 92 qui ne rejette que 82 g/km de CO₂. Mais dans cette gamme Business figurera également une version BlueHDI 100 Airdream de 82 g/km de CO₂ et une version BlueHDI 100 de 87 g/km de CO₂. L'une et l'autre sont commercialisées à 21 900 euros, bonus écologique de 150 euros non déduit.

On trouvera sur ces versions Business des équipements tels que climatisation automatique, allumage des feux et essuie-vitres avant automatiques, City Camera (caméra de recul et aide au stationnement arrière), rétroviseurs extérieurs dégivrants, système de navigation, audio MP3 et fonction Lukobox.

Signalons que ce C4 Cactus complète en direction des flottes d'entreprises une gamme déjà riche : monospace C4 Picasso, premium DS4 et berline C4. Petit rappel : la berline C4 s'est placée, dans la plus grande discrétion, non seulement au premier rang des berlines compactes vendues aux flottes en France, mais également au premier rang des véhicules les plus achetés par les entreprises. Le Cactus va devoir trouver sa place. J.-P. L.



CITROËN

8 FLOTTES D'ENTREPRISES

Le conducteur au centre des priorités

MANAGEMENT Améliorer le comportement des collaborateurs au volant devient une priorité pour un grand nombre d'entreprises.

Les entreprises s'intéressent de plus en plus au comportement des conducteurs de leur parc automobile en Europe. C'est en tout cas l'une des principales conclusions de l'étude annuelle de GE Capital intitulée « Le point sur les politiques automobiles en 2013 » qui porte sur 150 000 véhicules et 72 compagnies. « Améliorer le comportement des conducteurs » est un enjeu pour 61 % des gestionnaires de parcs, rappelle le loueur.

Pourquoi ? Essentiellement pour « limiter les dommages et accidents » (41 %), mais également dans le souci de réduire les émissions de CO₂ (30 %). Une entreprise sur deux a d'ailleurs mis en place un programme d'aide à l'amélioration du comportement au volant. Mais, comme le souligne GE Capital, « Il concerne avant tout les conducteurs de véhicules commerciaux ou les flottes de dimension modeste ».

Parmi les mesures le plus souvent mises en place pour réduire les émissions de CO₂, les gestionnaires avancent trois solutions principales : introduire dans les parcs de moins de 100 véhicules, imposer un type de carburant et un seul et, enfin, limiter la consommation de carburant. « Une majorité d'entreprises

Une majorité d'entreprises - six sur dix - n'autorise plus qu'un maximum de 130-140 g de CO₂/km et une sur dix a même fixé une limite à 100-120 g de CO₂/km »

GE CAPITAL

- six sur dix - n'autorise plus qu'un maximum de 130-140 g de CO₂/km et une sur dix a même fixé une limite à 100-120 g de CO₂/km », précise GE Capital.

La gestion du poste carburant est une autre préoccupation majeure pour les entreprises et leurs gestionnaires. Selon le rapport, 48 % des gestionnaires cherchent à améliorer la consommation de carburant, avec un double objectif de réduction des coûts et des émissions. L'usage de la carte carburant est bien ancré dans les habitudes des gestionnaires, puisque 100 % des membres du panel de GE Capital en ont une. L'étude souligne toutefois « que la mise en place d'une carte unique pour le monde entier, ou pour une même région du monde, per-



Les entreprises généralisent les stages d'écoconduite.
DEKLOFENAK FOTOLIA



L'ÉLÉGANCE SUR TOUTE LA LIGNE.

Avec la Nouvelle BMW Série 4 Gran Coupé, BMW crée un modèle à l'esthétique fascinante bénéficiant de toutes les fonctionnalités d'une berline. Empruntant sa silhouette élancée et sa ligne de toit luyante au modèle coupé, elle a été conçue avec un hayon électrique, cinq portes, cinq places et des émissions à partir de 119 g de CO₂/km.

Rendez-vous sur bmw.fr/businessdrive ou en concession BMW à partir du 19 juin.

NOUVELLE BMW SÉRIE 4 GRAN COUPÉ.

BMW BusinessDrive
Solutions de mobilité durable

Consommations en cycle mixte de la Nouvelle BMW Série 4 Gran Coupé : 4,5 à 8,3 l/100 km. CO₂ : 119 à 193 g/km.

mettrait tout à la fois de réduire le prix au litre et d'améliorer les processus de gestion ». Environ 42 % des entreprises du panel souhaitent d'ailleurs mettre en place une carte internationale couvrant plusieurs marchés, ce qui montre les marges de progression de ce type de carte dans les parcs automobiles.

L'optimisation des frais de carburant à usage personnel devient une problématique récurrente des gestionnaires, qui nécessite la mise en place de solutions sur mesure. Un client de GE Capital, à la tête d'une flotte de 200 véhicules sur 18 pays, a ainsi pu réduire ses coûts annuels de 281 000 euros, et les frais liés

aux déplacements personnels des conducteurs de plus de 80 %, grâce à la mise en place d'une carte carburant.

Un troisième sujet émerge au sein des entreprises interrogées par GE Capital : il s'agit de la gestion internationale centralisée de leurs parcs. Quelque 60 % des gestionnaires l'appliquent déjà, mais 54 % estiment qu'ils pourraient encore optimiser leurs process. Plusieurs entreprises soulignent en outre la nécessité de déployer des politiques de gestion spécifiques à l'échelon européen. « Certains pays de la Communauté européenne requièrent en effet la mise en place de politiques particulières », souligne le loueur.

EN BREF

Nouveaux adhérents chez Point S

Le spécialiste de l'entretien automobile, Point S, veut concentrer son développement sur les zones urbaines, notamment Paris, Lyon et Marseille. L'enseigne compte développer son réseau de centres auto, avec un objectif de 10 nouveaux points de vente, et augmenter son maillage avec 10 centres supplémentaires poids lourd et agricole. L'objectif est de compter 460 points de vente fin 2014. Sur l'exercice 2013, le chiffre d'affaires du réseau s'est établi à 410 millions d'euros, en hausse de 1,5 %. À l'étranger, l'enseigne a enregistré 130 nouveaux adhérents en Europe et affiche un réseau de 2 700 points de vente.

DHL roule plus vert
Afin d'atteindre son objectif de réduction de 30 % des émissions de CO₂,

sur la période 2007-2020, DHL Express, leader mondial du transport express international, renforce le développement des transports verts. Il a intégré dans sa flotte un Colibus à Bordeaux, dont l'autonomie atteint 120 km. Ce nouvel utilitaire de livraison porte à une vingtaine le nombre de véhicules verts utilisés par DHL pour livrer ses clients, dont 4 Kangoo Maxi ZE et 1 ZOE.

Alphabet lance la LLD électrique

Alphabet joue la carte de la location longue durée de véhicule électrique avec AlphaElectric. « Ce produit aide à lever les freins sur la solution électrique. Nous sommes en préétude avec différents clients sur le potentiel raisonnable d'électrification de leur parc », estime Olivier Monol.

PDG du loueur en France. Le groupe vient par ailleurs d'intégrer deux 13 électriques de BMW, dans son parc de véhicules de location.